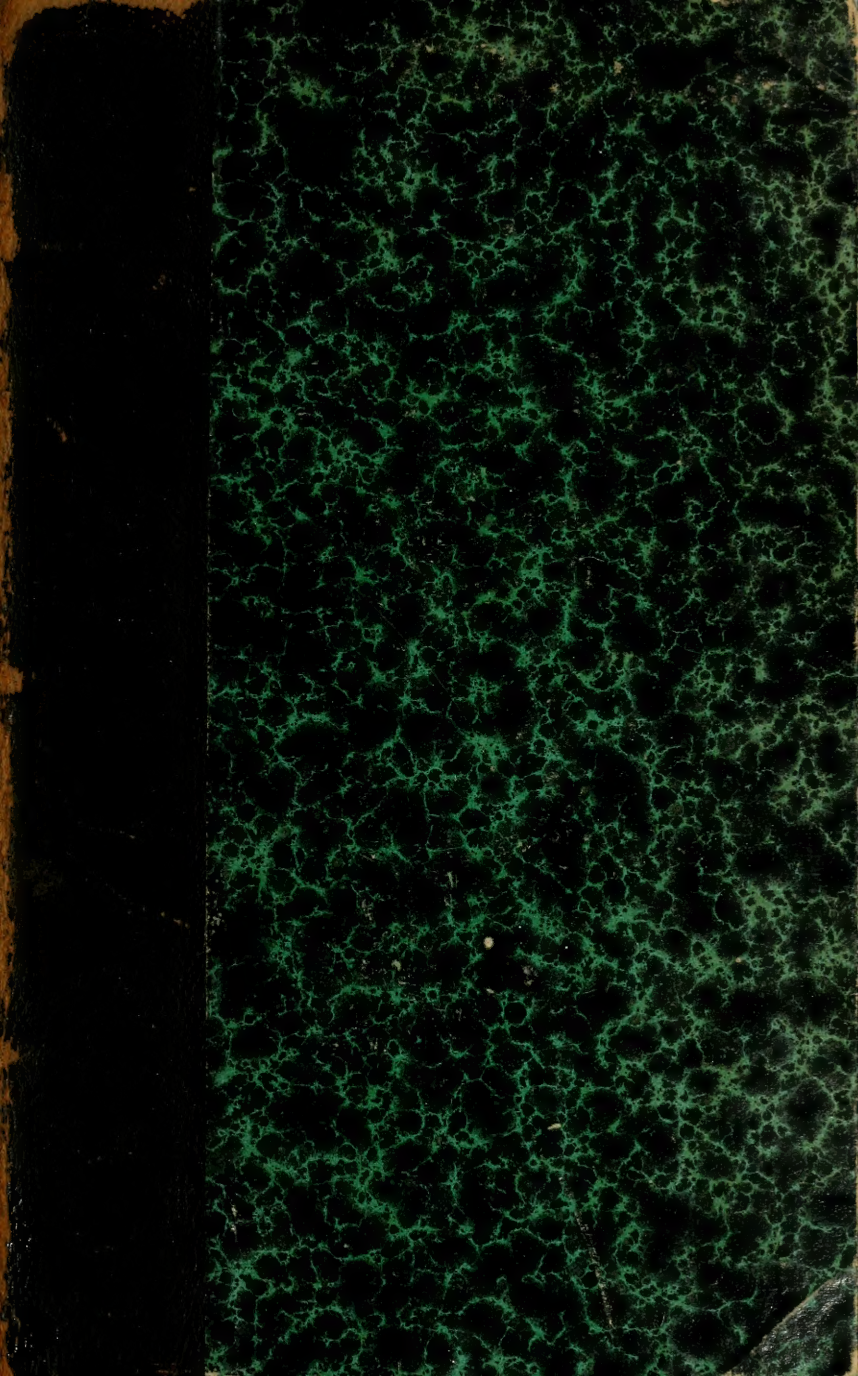






HINDENBURG

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Etude critique d'histoire militaire. — **1809 : De Ratisbonne à Znaïm**; par E. Buat, chef d'escadron d'artillerie.

Tome I : *De Ratisbonne à Essling.* 1 fort vol. in-8 avec portrait en héliogravure et un atlas de 17 cartes............... **18 fr.**

Tome II : *D'Essling à Wagram et à Znaïm.* 1 fort vol. in-8 avec portrait en héliogravure et un atlas de 15 cartes...... **18 fr.**

Général de Lacroix. — **Un voyage d'état-major de corps d'armée.** Compte rendu détaillé par le capitaine E. Buat, officier d'ordonnance. Paris, 1907. 1 vol. in-8 avec cartes en couleurs... **9 fr.**

Etude théorique sur l'attaque décisive, suivie de la relation détaillée de trois exemples concrets d'attaque (deux attaques d'aile et une attaque centrale); par le commandant Buat. 1909. 1 vol. in-8 avec 11 cartes en couleurs, 3 planches hors texte et 6 croquis.. **7 fr. 50**

La lutte d'artillerie et les méthodes de tir de la contre-batterie; par E. Buat, chef d'escadron d'artillerie. 2e édition. 1913. Brochure in-8.. **0 fr. 90**

Les méthodes de tir de la batterie d'infanterie; par E. Buat, chef d'escadron d'artillerie. 2e édit. 1912. Broch. in-8. **0 fr. 90**

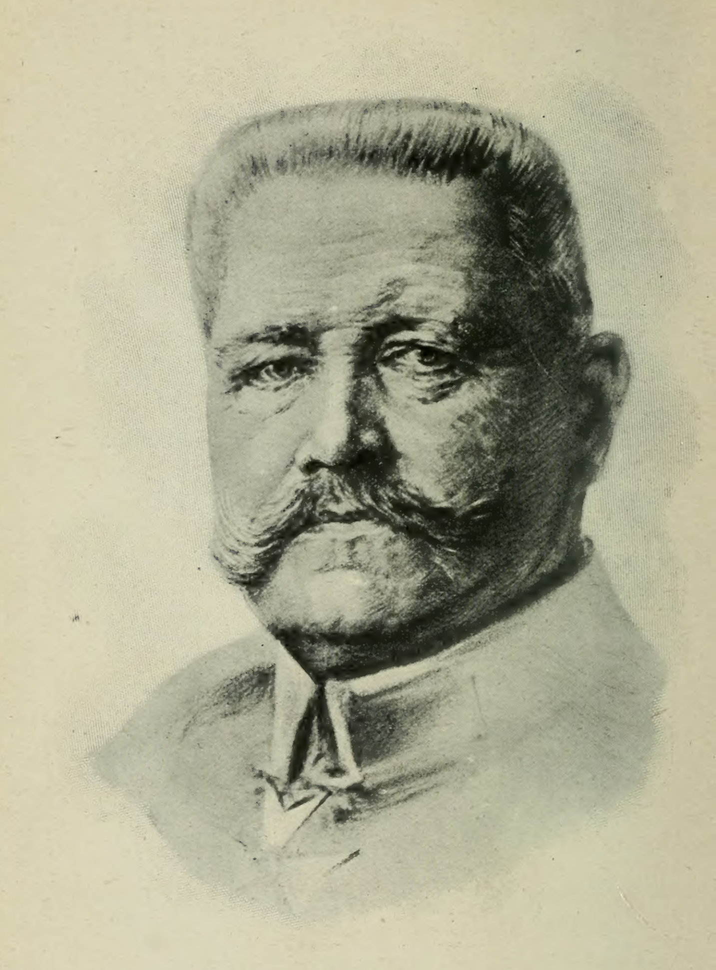
Procédés de commandement du groupe de batteries sur le champ de bataille; par E. Buat, chef d'escadron d'artillerie. 1912. Brochure in-8................................ **2 fr. 25**

Trois journées d'opérations exécutées par une division d'infanterie et une brigade de cavalerie, en couverture du siège de Belfort. Travaux de rédaction; par E. Buat, capitaine d'artillerie breveté. 1906. In-8.................. **3 fr. 50**

L'armée allemande pendant la guerre de 1914-1918. *Grandeur et Décadence. Manœuvres en lignes intérieures.* 1920. 1 vol. in-8... **4 fr.**

L'artillerie de campagne. *Son histoire. Son évolution. Son état actuel.* 1911. 1 vol. in-12 (Alcan)........................ **5 fr.**

Ludendorff. 1920. 1 vol. in-12 (Payot).................. **6 fr.**



HINDENBURG

8e MILLE

GÉNÉRAL BUAT

HINDENBURG

AVEC 1 PORTRAIT ET 3 CARTES



PARIS
LIBRAIRIE CHAPELOT
136, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1921

AVANT-PROPOS

HINDENBURG et LUDENDORFF ! *Deux grands Allemands dont l'Histoire ne séparera pas plus les noms qu'elle ne réussira à faire toute la lumière sur la part de chacun dans la conduite de la guerre.*

Les « *Souvenirs* » *de Ludendorff nous valurent, naguère, occasion de brosser un portrait de leur auteur. L'image fut assez ressemblante pour que, même dans l'ombre, le personnage ait été reconnu parmi les fauteurs de tentatives récentes dont l'objet n'était précisément favorable ni au nouveau régime instauré à Berlin, ni à l'exécution sincère du Traité de Versailles. D'ailleurs, qu'il demeure désormais dans la coulisse ou qu'il ose affronter le feu de la rampe, notre homme — soyons-en sûrs — poursuivra son rêve. Nous le reverrons tenant, en fait sinon en apparence, un premier rôle parmi les nombreux pangermanistes entêtés à nous jouer leur pièce* « Deutschland Uber Alles » *c'est-à-dire, en traduction libre,* « *l'Allemagne à la tête des Nations* ».

Dans un livre de près de quatre cents pages, Hindenburg, à son tour, vient de nous conter « Sa vie »[1], une vie déjà longue, puisqu'elle remonte à 1847. Ce vieillard de soixante-quatorze ans n'aurait jamais songé à nous faire confidence de sa propre existence si les quatre années de guerre n'y étaient venues occuper la place prépondérante. Les quatre cinquièmes du volume, entièrement consacrés à la période qui va de 1914 à 1918, témoignent de cette importance.

Ne le regrettons pas; l'œuvre d'Hindenburg est mieux qu'intéressante, attachante, et l'intérêt que l'on prend à sa lecture, s'il tient surtout au sujet et à la manière personnelle — si différente de celle de Ludendorff — dont il est traité , s'accroît encore de l'excellence — bien rare en ce genre de travaux — de la traduction que nous en donne le capitaine Kœltz, de l'Etat-Major de l'Armée.

Ludendorff et Hindenburg, l'adjoint et le chef, nous ont donc narré, chacun à sa façon, les mêmes évènements; ils nous ont livré, ou le prétendent, leurs intimes pensées. Si M. de Buffon dit vrai, si « le style est l'homme même », il nous est désormais loisible de dégager les traits de ces deux personnages, de les comparer et, ceci fait, de démêler ou d'essayer de démêler, au milieu de la masse des résolutions qu'on nous dit avoir été prises, celles

[1] *Aus Meinem Leben (Ma Vie)*. Charles-Lavauzelle, Paris.

qui semblent plus spécialement porter la marque de l'un ou de l'autre des deux chefs associés de l'armée allemande.

En dessinant les traits d'Hindenburg, de ce soldat qui connut tant de gloire, respira de si dangereux encens et termina sa carrière à peu près abandonné de tous, obligé par devoir d'assister et même de présider à la dissolution de ses armées, force est de laisser subsister à l'arrière-plan la silhouette puissante de Ludendorff. Si nous la voyons tenter de se pousser au premier rang, ne nous en indignons pas plus qu'Hindenburg lui-même.

Au fond, ces deux hommes ont des sentiments et des conceptions si semblables qu'on les pourrait souvent attribuer à l'un ou à l'autre indifféremment. Mais la similitude n'existe que dans les idées fondamentales. De même que deux miroirs de structure différente réfléchissent un même objet sous des formes distinctes, de même Hindenburg et Ludendorff traduisent en gestes et en paroles distincts des pensées pareilles. Ce sont précisément ces gestes et ces paroles qui permettent de restituer à chacun son véritable caractère et, ceci aidant, sa part probable d'activité.

HINDENBURG

I

HINDENBURG

SA CARRIÈRE

Hindenburg est prussien et soldat de naissance. Dans sa famille, servir le roi ou, ce qui revient au même, appartenir à l'armée est plus qu'un devoir, une tradition. En revêtant l'uniforme dès l'enfance, on n'y cède pas à une vocation, on y accomplit l'acte naturel pour lequel on a vu le jour.

Né à Posen en 1847 Hindenburg, à 10 ans, est cadet; à 19, à la veille de Sadowa (1866), il est second-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de la Garde prussienne et se distingue à Rosberitz où il est blessé à la tête. La campagne de 1870 le prend au même corps de troupe alors en garnison à Hanovre, capitale d'un état naguère indépendant que la Prusse s'est approprié à la suite de la cam-

pagne d'Autriche. Il est lieutenant. Etant de la Garde, son premier engagement sérieux se produit, le 18 août, à Saint-Privat. Le choc fut assez rude, comme on sait, pour que ce village lorrain ait été depuis surnommé « le tombeau de la Garde prussienne ». Sorti sans dommage de cette sanglante bagarre, Hindenburg continue sur Sedan et assiste, mais en simple spectateur, à l'agonie de l'armée de Mac-Mahon. De là, il file vers Paris et prend part au siège de notre capitale. Il y est témoin de l'accession du roi de Prusse au trône impérial allemand. Un prussien de vieille race comme lui récolte en cette journée d'impérissables souvenirs.

Rentré en Allemagne, il affronte bientôt les épreuves de l'Académie de guerre, où il est admis en 1873. Il y séjourne trois ans, retourne pour six mois à son corps, puis vient terminer, au Grand Etat-Major, un stage de trois nouvelles années. A trente et un ans (1878), nous le trouvons capitaine à l'état-major du 2ᵉ corps d'armée à Stettin puis (1880), au même titre, à celui de la 1ʳᵉ division à Kœnigsberg. Il a la bonne fortune d'y être aux ordres d'un chef éminent, écrivain militaire distingué, éducateur de premier ordre, fort de toute l'expérience acquise au Grand Quartier Général en 1866 et 1870, très versé dans toutes les questions concernant la Prusse Orientale : le général Verdy du Vernois.

En 1884, à l'âge de 37 ans, il passe quinze mois à la tête d'une compagnie du 58ᵉ d'infanterie, régi-

ment qui se recrute en Pologne prussienne, puis vient, comme major, à la section des opérations du Grand Etat-Major alors dirigée par von Schlieffen; il y participe à la rédaction du règlement sur le service des armées en campagne, professe pendant cinq années le cours de tactique à l'Académie et trouve encore le temps, à partir de 1888, de compter à l'Etat-Major du 3ᵉ corps d'armée dont le siège est à Berlin. Il quitte ces diverses fonctions en 1890 pour assumer celles de chef d'une Direction du Ministère de la Guerre. Verdy du Vernois, devenu ministre, s'est souvenu de son ancien collaborateur de Kœnigsberg, qu'il fait lieutenant-colonel. Au ministère, Hindenburg rédige le règlement sur le service des pionniers en campagne et celui sur l'emploi de l'artillerie lourde dans la guerre de mouvement.

A 46 ans (1893), promu colonel, il est mis à la tête du 91ᵉ régiment d'infanterie, à Oldenburg. Il y reste jusqu'en 1896, c'est-à-dire jusqu'à sa promotion au grade de général de brigade et à son envoi à Coblence comme chef d'Etat-Major du 8ᵉ corps d'armée. Le Prince héritier de Bade prend, peu après, le commandement de cette grande unité; aussi, lorsqu'en 1900, ayant 53 ans, Hindenburg est fait général de division, lui confie-t-on la 28ᵉ division badoise, dont le quartier général est à Carlsruhe. Enfin, en janvier 1903, à 56 ans, le 4ᵉ corps d'armée, à Magdebourg, lui échoit.

Après avoir, pendant près de huit années, exercé

l'un des commandements les plus importants qu'on puisse assumer en temps de paix, Hindenburg, désespérant d'entendre jamais sonner l'heure de la guerre et désirant, dit-il, céder la place à de plus jeunes, réclame sa mise à la retraite; elle lui est accordée. Il a 64 ans; en quittant l'armée il garde son âme de soldat et quand, le 23 août 1914, craignant déjà que son empereur ne l'ait oublié et ne fasse pas appel à ses services, il reçoit un télégramme du Grand Quartier Général lui demandant s'il est prêt à accepter un nouveau poste, il répond laconiquement : « Suis prêt ».

1914

C'est le commandement de la VIIIe armée, la seule qui couvre le front oriental, qu'on lui confie; en même temps, on le pourvoit d'un chef d'Etat-Major qu'il n'a encore jamais vu : le général de brigade Ludendorff.

La VIIIe armée se trouve alors en fort mauvaise situation, menacée de face et sur son flanc droit par deux armées russes. Son précédent chef ne se proposait rien moins que de la ramener sur la basse Vistule, laissant toute la Prusse orientale au pouvoir de l'ennemi. La consigne donnée à Hindenburg est d'arrêter l'invasion et de sauver cette province[1].

[1] Pour les opérations en Russie, voir le croquis n° 2, page 27.

Il manœuvre habilement contre les deux armées russes séparées, en faisant illusion à l'une avec des forces dérisoires et en concentrant le reste de son armée contre l'autre qu'il écrase près de *Tannenberg* (27-29 août 1914). Alors, il se retourne vers la première et la refoule à son tour vers le bas Niémen dans une *Première bataille de Mazurie* (7-8 septembre 1914). La Prusse orientale est délivrée; les prisonniers, le matériel, les approvisionnements capturés en ces deux affaires sont considérables. Hindenburg est fait colonel-général et décoré de la Croix de fer de 1re classe.

Ainsi commencent à s'édifier dans les milieux militaires, la réputation et la popularité du commandant des forces de l'Est et de son chef d'Etat-Major. Pour la VIIIe armée, Hindenburg est bientôt « notre » Hindenburg et ce possessif peu à peu se répand dans toute l'Allemagne. Par là est attirée l'attention de la Direction suprême des armées sur la possibilité de remporter de grands succès contre la Russie, à l'heure même où se révèle la vanité des espoirs placés dans une brève campagne de France. Le duumvirat de l'Est prône d'ailleurs ouvertement l'idée de l'écrasement préalable des Russes avant tout essai de décision sur le front occidental.

Depuis la Marne où le plan initial allemand est venu sombrer, l'insuffisant héritier d'un illustre nom : Moltke, a cédé le poste de chef d'Etat-Major Général à Falkenhayn. Celui-ci entre, au moins en partie,

dans les vues d'Hindenburg en décidant de grandes opérations en Pologne. L'urgence est grande, en effet, de soutenir les armées autrichiennes de Galicie. Celles-ci, lancées au début de la guerre dans une aventureuse offensive contre de gros rassemblements russes, ont été complètement battues; ayant subi de terribles pertes, moralement atteintes, elles reculent maintenant sous la poussée du flot moscovite et menacent non seulement d'abandonner leur propre territoire, mais de découvrir la riche province allemande de Haute-Silésie.

Placé à la tête d'un groupe de deux armées — VIIIe et IXe, celle-ci constituée par quelques renforts venus de l'Ouest et par prélèvement sur la VIIIe — Hindenburg a naturellement son plan et l'offre; il voudrait, par une attaque sur le flanc nord de la masse des troupes russes agissant en Pologne, arrêter net l'offensive de ces dernières tandis que la VIIIe armée maintiendrait ou retarderait les forces qui, sur le bas Niémen, continuent à menacer l'extrémité de la Prusse orientale. Falkenhayn est d'un autre avis; sans nier les grands résultats à espérer d'une heureuse exécution du plan d'Hindenburg, il estime que les Autrichiens ont un urgent besoin d'être appuyés directement par les Allemands et ordonne la concentration de la IXe armée à leur contact immédiat, dans la région au nord de Cracovie. Un conflit s'élève qui durera près de deux ans et ne prendra fin qu'à l'heure où Falkenhayn, ter-

rassé à son tour par l'échec de Verdun, passera la main à son subordonné plus heureux.

Quoiqu'il en soit, à la fin de 1914, il est encore le maître et les opérations entreprises en Pologne le sont selon sa volonté. Elles débutent par des succès, conduisent les Autrichiens au San et les Allemands aux portes de Varsovie, mais bientôt l'aile gauche allemande, menacée d'enveloppement par des forces russes considérables sorties de la capitale polonaise, est obligée de se mettre en retraite. La *Campagne en Pologne du Sud* (octobre-novembre 1914) se solde par un échec. La VIIIe armée, pendant ce temps, a dû reculer pour la seconde fois jusqu'à hauteur des Lacs Mazures.

Hindenburg n'en sort pas moins feld-maréchal. Il reprend alors son plan primitif : tomber sur la droite des forces principales russes de Pologne maintenues et même attaquées de front par les Autrichiens et, à cet effet, rassembler la IXe armée, la gauche à Thorn, pour marcher vers le sud-est en s'appuyant au fleuve.

Mais, pour réussir, il lui faut à la fois posséder une armée d'attaque suffisante et barrer le large intervalle qui la sépare du flanc gauche austro-hongrois; il endivisionne les troupes de garnison des places, troupes composées d'hommes de vieilles classes, il réduit la VIIIe armée au strict indispensable — elle n'a que du temps à gagner — il fait appel, mais en vain, aux Autrichiens qui ne veulent

rien céder des effectifs surabondants garnissant les montagnes des Carpathes, il réclame enfin des secours au Grand Quartier Général — lequel est engagé dans l'infructueuse bataille d'Ypres — secours qu'il obtiendra, mais trop tard, quand tout sera consommé. Sa IXe armée ne compte finalement que cinq corps d'armée et demi.

Les Russes sont cependant complètement surpris par l'attaque qui remonte rapidement la rive sud de la Vistule; la gauche de la IXe armée fait successivement face à tous les passages, tandis que les corps du centre, conversant autour de la droite, s'infléchissent de plus en plus vers le sud, par le terrain entre Lowitsch et Lodz, puis se rabattent même vers l'ouest pour encercler cette dernière ville où les Russes opposent une résistance opiniâtre. C'est dans cette situation que trois corps d'armée allemands faisant face à Lodz par le nord et l'est sont attaquées sur leur flanc sud et leurs arrières par de grosses forces russes venues du sud-est et de l'est; ils sont presque complètement cernés et ne parviennent que par miracle à se frayer un passage vers le nord.

Il n'en faut pas moins reculer, et la situation ne se rétablit que grâce à l'arrivée successive des renforts envoyés de France où la bataillle d'Ypres est finie. La *Campagne en Pologne du Nord* (novembre-décembre 1914) n'a guère été plus heureuse que celle en Pologne du Sud· Néanmoins, la IXe armée

se maintient en territoire polonais, le flot russe est endigué, des fronts fortifiés commencent dans les deux camps à se creuser. En Prusse orientale, la VIIIe armée, très faible, est toujours sur la ligne des lacs Mazures, laissant à l'ennemi une partie du territoire national. Hindenburg entend la lui reprendre au plus tôt.

1915

Avec la nouvelle année s'ouvre, contre la droite russe établie entre le Niémen et la Narew, une nouvelle campagne qui va se clore par la *Deuxième victoire de Mazurie.* Hindenburg, renforcé, a maintenant trois armées à ses ordres : Xe confinant à la Baltique et faisant face au bas Niémen; VIIIe, à la frontière sud de la Prusse orientale regardant la Narew; IXe à cheval sur la Vistule, dans l'intervalle entre Thorn et Novo-Georgiewsk.

Avec elles, il exécute son plan à lui et non celui du Grand Quartier Général. Tandis que le gros de la Xe s'avance sur l'axe Tilsitt - Kalwarya pour couper les Russes du Niémen, l'aile gauche de la VIIIe marche, par Bialla et Raigrod, sur Augustow, se flanc-gardant vers la Narew et le Bobr.

Les Russes, une fois de plus surpris, sont entourés en grand nombre dans l'immense forêt d'Augustow et contraints de déposer les armes. Mais l'exploitation de ce grand succès qui, prolongé par le terrain

entre Grodno et Augustow, aurait pu provoquer l'évacuation de la Pologne entière, n'a pas lieu; ni les marais du Bobr débordés en cette saison, ni les Russes en position sous leur couvert, ne le permettent (février-mars 1915). Néanmoins la Prusse orientale est toute entière récupérée et la nouvelle ligne en grande partie tracée sur le territoire ennemi.

La gloire d'Hindenburg et celle de son chef d'Etat-Major s'accroissent sans cesse; les manifestations de la satisfaction impériale assaillent les deux associés. Que la direction suprême le veuille ou non, elle doit désormais compter avec le sentiment populaire qui tend de plus en plus à porter au pinacle le commandant en chef des armées de l'Est. Aussi, pour les opérations générales de 1915, adopte-t-elle l'idée si chère à Hindenburg d'en finir avec la Russie, mais d'après son plan, ce ne sera pas le feld-maréchal qui aura, comme il le propose, l'honneur de porter les coups décisifs : toute la manœuvre consistera en une puissante attaque centrale qui partira de Galicie et sera menée par les Autrichiens renforcés d'une armée allemande; en cette affaire, le groupe Hindenburg n'aura qu'un rôle démonstratif. Nul, évidemment ne s'y montre satisfait de cette décision et le conflit s'aggrave entre grands chefs allemands; on échange des lettres officielles où, sous la correction de la forme, perce la rancœur provoquée par la différence flagrante des points de vue; comme au temps de la campagne en Pologne du

Sud, comme pour la deuxième bataille de Mazurie, le différend réside en ceci qu'à l'attaque puissante mais unique de Falkenhayn, Hindenburg oppose la nécessité de deux attaque conjuguées, éloignées l'une de l'autre, s'adressant autant que possible aux deux faces d'un grand saillant, de telle sorte que, si les deux opérations viennent également à réussir, toutes les forces ennemies aventurées à l'intérieur du saillant soient capturées. C'est ainsi que, dans le cas particulier, en même temps que l'attaque des Austro-Allemands partant de la région de Tarnow et se dirigeant vers le San pour obliger à se replier les Russes qui, des Carpathes, menacent la Hongrie, Hindenburg voudrait, déboucher du Niémen puis se rabattre vers le sud-est et enfin vers le sud, c'est-à-dire largement en arrière du front russe de Pologne; cette province serait probablement conquise en une seule fois, car toutes les forces russes qui s'y trouvent seraient coupées.

Mais, pour le moment encore, Falkenhayn décide en dernier ressort et maintient sa décision. Hindenburg ne la lui pardonnera pas et, longtemps après, il considérera toujours l'entêtement du Chef d'Etat-Major Général à rejeter les propositions qu'il lui fit en 1915 comme l'une des plus grandes fautes de la guerre. Il est d'autant plus froissé que non content de ne pas adopter ses avis, le Grand Quartier Général lui prend encore une partie de ses divisions pour renforcer les armées plus directement intéres-

sées à l'attaque en préparation. En guise de protestation, dès avant le début des opérations principales, Hindenburg organise sa gauche (partie de la Xe armée) en armée spéciale dite du « Niémen », la fait déboucher du cours inférieur du fleuve et s'avance jusqu'à Libau - Rossiény, démontrant ainsi la grandeur des résultats promis par l'emploi en cette région de forces plus considérables (avril 1915).

Le 2 mai, l'attaque austro-allemande de Galicie est livrée; son succès est complet; en 15 jours, la province toute entière est reconquise et les Russes voisins de la zone d'attaque obligés de retraiter, mais ils exécutent une retraite purement frontale avec, derrière eux, l'immensité de leur territoire; cela ne peut donc mener à rien de décisif. Décidément, Hindenburg et Ludendorff avaient raison; il faut en venir à l'idée d'une deuxième attaque se combinant avec la première. Hindenburg propose la direction Kowno - Vilna. Falkenhayn, effrayé sans doute par l'envergure d'un tel projet, se décide, au contraire, pour une offensive dirigée de la frontière sud de la Prusse orientale vers la basse Narew et la région à l'est de Varsovie! C'est étriquer l'opération, laisser aux Russes qui combattent en Pologne le temps, une fois le danger perçu, de se replier; l'attaque secondaire est vraiment trop rapprochée de l'attaque principale. Hindenburg, persuadé que la nouvelle action évoluera encore vers la forme d'une poussée directe,

essaie, mais vainement, de le démontrer à la Direction suprême.

Et, en effet, les Russes se retirent opportunément; les Allemands s'emparent de villes et de forteresses — Varsovie tombe le 9 août, Grodno le 17, Novo-Georgiewsk le 19 — ils gagnent du terrain, la Galicie est déjà libérée et maintenant la Pologne est conquise, mais tout cela ne mène pas à l'écrasement définitif de l'armée russe. Et cependant, Hindenburg, dans une campagne entamée de son propre chef, a montré combien il eût été facile de faire de grandes choses en partant du bas Niémen pour agir entre ce fleuve et la Dwina, direction Vilna; il a porté, en effet, la gauche de ses armées depuis les abords sud de Riga jusqu'auprès de Kowno.

Devant de tels résultats, la Direction de la guerre se décide enfin à entrer dans ses vues, mais il est trop tard (août 1915). Les Russes ont déjà tellement prolongé leur retraite que leurs armées sont maintenant assez rapprochées des nouveaux champs de bataille (Vilna - Lac Narotch) pour parer, par l'envoi des forces nécessaires, à la dangereuse menace de débordement d'Hindenburg.

Le nouveau front court du golfe de Riga vers l'ouest de Dunaburg, passe entre Vilna et Minsk, englobe Pinsk et descend vers le sud sur la pointe du territoire roumain (Czernowitz). A la fin de septembre 1915, la *Campagne d'été contre la*

Russie est close; elle a beaucoup rapporté aux Austro-Allemands, sauf cependant la chose essentielle : la décisive défaite de l'armée russe.

1916

Durant l'hiver 1915-1916, le calme règne sur le front oriental. C'est l'époque où les Allemands, d'accord avec les Bulgares, cherchent la liaison directe avec la Turquie leur alliée et procèdent à l'exécution militaire de la petite Serbie. C'est aussi l'époque où le Grand Quartier Général, se leurrant étrangement sur la valeur du coup porté à la Russie au cours de la campagne d'été de 1915, modifie soudain son objectif de l'année et croit pouvoir sans péril se retourner contre les Français en les attaquant à Verdun (février 1916). On sait comment, après de beaux débuts, cette tentative se trouva bientôt réduite à piétiner sur place. Or, à partir de juin, les Russes supposés battus se mettent d'abord, sous la conduite de Broussilow, à enfoncer les Autrichiens depuis la Bukovine jusqu'aux marais du Pripet, puis à attaquer les Allemands eux-mêmes au nord de Pinsk et enfin jusqu'à Riga. En juillet, la situation se révèle d'autant plus critique que les réserves allemandes ont été à peu près toutes dépensées pour secourir les Autrichiens partout défaillants et ne peuvent être remplacées. En France, en effet, la bataille de la Somme est commencée.

Dans ces circonstances, Hindenburg, obligé de s'appauvrir sans cesse au profit d'alliés dont il n'a pas autorité pour régler la dépense, préconise à juste raison l'unification du commandement sur le front oriental. Avant d'y parvenir, — car c'est chose difficile que de ménager l'amour propre national de peuples coalisés — il est obligé de passer par une étape intermédiaire. Lui-même est délégué à la direction des opérations entre la mer Baltique et Brody (nord-est de Lemberg), tandis que l'archiduc Charles, pourvu d'ailleurs d'un chef d'Etat-Major allemand[1], exerce son autorité à partir du sud de Brody jusqu'à la frontière roumaine. Chacun de ces deux commandants de groupes d'armées possède la libre disposition des troupes des deux nations situées dans sa zone, mais chacun continue cependant à relever directement de son propre Grand Quartier Général. La sphère d'influence d'Hindenburg ne s'en accroît pas moins de manière considérable.

Avec le mois d'août, la crise ne perd rien de sa gravité. Pour appuyer les Autrichiens, on doit faire appel aux ultimes réserves allemandes — de la cavalerie, avec quelques bataillons et batteries — et même à un corps d'armée turc. Le 27 août enfin, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

[1] Ce chef d'Etat-Major n'était autre que le général von Seckt, aujourd'hui véritable commandant de l'armée allemande au Ministère de la Guerre.

L'entrée en ligne de ce nouvel adversaire, l'insuccès de Verdun, les terribles pertes que l'attaque de cette ville a déjà coûtées et celles que l'armée allemande subit encore sur la Somme, l'erreur d'appréciation commise sur la puissance réelle de la Russie après la campagne de 1915, la poussée de l'opinion publique, sans parler d'intrigues souterraines que Falkenhayn nous laisse soupçonner sans les clairement définir, provoquent la chute du successeur de Moltke. Le 28 août, le chef du cabinet militaire de l'Empereur fait part à Hindenburg du caractère sérieux de la situation et lui transmet l'ordre de se trouver le lendemain à Pless, siège du quartier général impérial. Le feld-maréchal y arrive le 29, flanqué de Ludendorff, pour s'entendre nommer Chef d'Etat-Major Général, c'est-à-dire commandant en chef, tandis que son propre chef d'Etat-Major prend, avec pouvoirs particuliers, le titre de Premier Quartier-Maître Général.



Le premier soin de ce duumvirat est de réaliser à son profit l'unité de commandement dans la Quadruplice. Certains fronts secondaires comme ceux d'Italie et d'Albanie demeurent bien aux mains des Autrichiens, mais Hindenburg et Ludendorff sont en réalité seuls à prendre les grandes décisions de la

guerre sous le couvert et par l'ordre supposé de Guillaume II, chef suprême autant que nominal des quatre armées allemande, austro-hongroise, turque et bulgare.

Le deuxième souci des nouveaux maîtres est d'établir des programmes de constructions neuves (programme Hindenburg), de recrutement, d'organisation, d'instruction, de réformes intérieures.

Leur attention, enfin, est spécialement attirée sur le grave problème militaire que pose la déclaration de guerre de la Roumanie. Leur prédécesseur, pour intimider cette puissance, a jeté l'armée bulgare sur l'Armée d'Orient débarquée en Macédoine, mais l'infanterie bulgare s'est battue avec plus de bravoure que de science et n'a obtenu aucun résultat. Or, les Russes continuent leurs attaques sur les Carpathes et plus au nord; en France, la bataille de la Somme se poursuit avec acharnement; les réserves sont rares; le danger roumain menace donc terriblement la droite du front austro-allemand[1]. Les disponibilités pour y parer sont non seulement peu nombreuses, mais encore en voie de formation pour la plupart; elles n'arrivent ou n'arriveront en Transylvanie qu'avec lenteur et successivement; la seule force réellement prête, et encore n'est-elle pas très importante, consiste en une petite armée dite « du Danube », bigarrée d'Allemands, de Turcs et

[1] Pour les opérations et Roumanie, voir le croquis n° 1, page 19.

de Bulgares qui se rassemble en Bulgarie, sur la rive droite du Danube. Mackensen la commande.

En France, Hindenburg arrête l'offensive malheureuse de Verdun afin de pouvoir appliquer toutes ses forces sur la Somme; au front oriental, il met à exécution, après quelques retouches, le plan qu'avait adopté naguère Falkenhayn[1]. La lenteur des opérations roumaines en Transylvanie n'en permet que trop bien l'intégrale application. Tandis que la concentration austro-allemande s'opère, lentement aussi, en cette province, l'armée du Danube s'avance en Dobrutcha, donne mille craintes aux Roumains pour leurs arrières, puis, ayant suffisamment avancé, laisse un rideau en face de ses adversaires battus et vient passer le Danube au sud de Bucarest. Dans le même temps, l'armée de Transylvanie rejette son ennemi dans les montagnes et utilise une tactique analogue pour venir, avec son gros, déboucher dans la plaine valaque, au sud de la région fortement occupée par les Roumains.

Les deux armées se lient en face de Bucarest abandonné par l'ennemi et marchent vers le nord. En peu de temps, malgré la belle résistance des

[2] Falkenhayn reçut le commandement de la IX[e] armée allemande envoyée au groupe de l'archiduc Charles; elle va opérer contre la Roumanie. Plus tard, Falkenhayn sera désigné pour étudier et conduire, en Asie-Mineure, la reprise de Bagdad sur les Anglais. Cette opération exigeait, du côté de la Syrie-Palestine, une couverture qui, en fait, ne fut jamais assurée, aussi l'expédition n'eut-elle pas lieu.

Roumains tardivement appuyés par les Russes, elles atteignent le Sereth (septembre-décembre 1916).

Tout cela ne peut, d'ailleurs, se faire qu'en laissant la situation empirer en France jusqu'à friser la catastrophe. On a cessé d'attaquer sur Verdun, et



Croquis n° 1.

si l'on ne s'y est pas replié de parti pris sur les anciennes positions de janvier, si l'on n'a pas trop évidemment souligné ainsi l'échec de l'entreprise du prédécesseur, c'est qu'on a voulu « épargner cette épreuve au moral déjà très éprouvé des populations allemandes ». On a même perdu une partie des avantages remportés, notamment les forts de Douau-

mont et de Vaux, ces témoins tant de fois cités de la supériorité des armes allemandes. Sur la Somme, on est parvenu vaille que vaille à combler les vides provoqués par les attaques anglo-françaises. En Macédoine, les Bulgares contre-attaqués ont perdu Monastir.

Mais, au demeurant, on a tenu en France et accompli en Russie une tâche importante, à savoir un coup nouveau porté à cette puissance et la conquête de la majeure partie du territoire roumain d'où l'on compte extraire désormais maints approvisionnements.

Tirés de ce mauvais pas, Hindenburg et Ludendorff doivent maintenant songer à leur plan de campagne pour 1917.

1917

Or, à ce moment, la Direction allemande, inquiète de n'avoir pas mis la Russie tout à fait hors de cause, sûre d'avoir à supporter dès le début de 1917 les coups les plus formidables que l'Entente lui ait jamais assénés sur le front occidental, n'entrevoit encore aucun moyen de terminer offensivement la guerre au cours de l'année suivante. De là les initiatives pacifiques qui marquent la fin de 1916, initiatives appelées à fatalement échouer en raison des exigences territoriales et autres dont elles

s'accompagnent. En prévision de cet échec et dans l'impossibilité de vaincre sur terre, on se raccroche à l'espoir d'en finir d'une autre manière : la guerre sous-marine à outrance.

Le chef de l'Amirauté n'affirme-t-il pas qu'en quelques mois l'Angleterre, coupée en partie du continent, sera réduite à implorer la paix! Hindenburg et Ludendorff opinent donc en faveur de la guerre sous-marine sans restriction et décident ainsi de sa proclamation officielle. Sans hésitation, sans crainte de ce qui peut leur arriver de fatal par la suite, ayant tout bien ou plutôt mal pesé, ils jettent les Etats-Unis dans la guerre.

Ils n'en doivent pas moins songer à résister aux prochains assauts franco-anglais. Pour ce faire, ils font tracer et construire des positions de repli, notamment la longue ligne Siegfried (connue en France sous le nom d'Hindenburg) qui, par Saint-Quentin et La Fère, relie Arras à l'Aisne : elle forme la base du saillant considérable poussé par les lignes allemandes dans la direction de Paris[1]. On s'y retirera de parti pris; plus courte en effet que la position actuelle, elle autorisera des économies de divisions si indispensables à réserver pour les luttes défensives prochaines. Autre avantage : on rendra à peu près impossible en 1917 une attaque

[1] Pour ce qui concerne le front français, voir le croquis n° 5, page 169.

ennemie partant de la zone ainsi évacuée, car on prendra soin de la dévaster systématiquement; l'ennemi n'y pouvant trouver aucun des matériaux nécessaires aux préparatifs d'une attaque, en abandonnera l'idée. Ainsi sera limité le nombre des offensives possibles de l'adversaire. Précisément, l'une d'elles — on en peut déjà juger par les travaux en cours — est préparée entre Arras et l'Oise; si les Anglo-Français la veulent tenter quand même, ils ne le pourront faire que beaucoup plus tard, trop tard pour eux car la guerre sous-marine aura produit ses résultats.

Le mouvement de recul étant prévu pour le cours de mars, le G. Q. G. se transporte, en février, à Kreuznach, en Pays Rhénans.

Avec le mois d'avril s'ouvre l'ère des attaques anglaises aux environs d'Arras puis d'Ypres et des attaques françaises de l'Aisne. De l'aveu même d'Hindenburg, la situation aurait été désespérée, faute de réserves, si les Russes avaient pris l'offensive au printemps, mais les Russes ont fait la révolution et la révolution a sauvé les Allemands.

Les Russes n'attaqueront qu'en juillet, alors que notre adversaire aura déjà eu le temps de réparer ses pertes et de reposer ses troupes. D'ailleurs, quand partira leur attaque, les Allemands l'auront pu voir venir, et même localiser, par les rapports des nombreux déserteurs de l'armée révolutionnaire; ils auront même organisé une contre-offensive à

vastes vues. L'enfoncement préalable des armées austro-hongroises par nos alliés n'en servira que mieux les projets de notre adversaire. En juillet et août, l'armée russe, dissociée, sera rejetée au delà des hautes vallées du Pruth et du Sereth. Seuls, les Roumains, au sud-est, tiendront encore.

Mais avant cette époque, le Reischstag, désespérant du succès, vote, en juillet, une résolution de paix de conciliation malgré l'opposition du Grand Quartier Général; celui-ci exige le départ du chancelier Bethmann-Hollweg. Le docteur Michaëlis, son successeur, pour bien des raisons dont nous parlerons ailleurs, ne sera guère plus heureux dans ses rapports avec les deux maîtres de l'armée.

A la fin de juillet, alors qu'ils préparent leur contre-attaque contre la Russie, Hindenburg et Ludendorff doivent résister aux assauts que la France et l'Angleterre leur livrent dans les Flandres; or, il est déjà visible que la guerre sous-marine est loin de produire les résultats espérés; ils songent donc, puisqu'il faut en revenir à une décision sur terre, à simplement tenir en France jusqu'à la fin de 1917 tandis qu'ils en finiront avec la Russie en pleine décomposition; ceci fait, au printemps de 1918, ils termineront la guerre en rappelant sur le front français toutes les forces désormais libres du front oriental.

Tout le mois d'août 1917 constitue une période d'extrême tension. Les Anglais renouvellent leurs

attaques d'Ypres à Arras et entament peu à peu les positions allemandes; les Français, de part et d'autre de la Meuse, prennent leur revanche des premiers échecs de Verdun; les Italiens, sur le Carso, remportent une victoire qui atteint gravement le moral de l'armée autrichienne et menace Trieste. Une accalmie se produit cependant en septembre : les Allemands en profitent, ayant déjà réussi leur contre-offensive contre les Russes, pour frapper à Riga, un des derniers coups qui doivent, à brève échéance, jeter bas l'armée néo-révolutionnaire de la Russie. Puis, les attaques anglaises reprennent en Flandres (20 septembre) pour durer jusqu'en novembre; les Français de leur côté, assaillent le Chemin des Dames (22 octobre); de nouveau, les réserves se font rares et deux divisions, destinées à une expédition en Italie, doivent prendre le chemin de la France. Enfin se produit la surprise de Cambrai (20 novembre) où les Anglais, sans préparation d'artillerie, avec une escadre de chars, pénètrent profondément dans les lignes allemandes. Mais déjà des divisions revenant de Russie sont arrivées et permettent de conjurer le danger.

En Italie, bien à contre-cœur, Hindenburg a envoyé quelques divisions pour y prendre part à une attaque nécessitée par l'urgence de sauver Trieste dont la perte eût provoqué l'effondrement prématuré du moral autrichien; il espère faire vite car les fronts du Tyrol et l'Isonzo sont les seuls où combat-

tent avec un égal entrain toutes les races de la monarchie des Habsbourg. L'année 1917 se termine, en effet, sur ce théâtre d'opérations, par un grand succès allemand : succès tactique d'importance puisque les lignes italiennes sont ramenées de l'Isonzo sur le Piave, succès stratégique aussi puisque Français et Anglais ont dû consentir le détachement d'une partie de leurs forces de France pour courir au secours de leur alliée.

Sans doute, au début de l'année, l'Angleterre est entrée à Bagdad et, en décembre, elle a mis la main sur Jérusalem, mais les évènements qui se passent en ces lointains parages n'ont pas encore de répercussion sensible sur la lutte furieuse dont le continent européen est le théâtre.

En 1917, Hindenburg et Ludendorff ont donc su mesurer exactement la capacité de résistance de leurs armées de l'Ouest, et, comme la guerre sous-marine menace de faire attendre longtemps encore ses effets décisifs, il ne leur reste plus qu'à traiter avec les Russes ou à briser leurs dernières résistances pour se retourner, avec toutes les forces disponibles, contre le front franco-anglais et le renverser.

Un nouveau chancelier, le comte Hertling, a été mis à la tête des affaires de l'Empire, en octobre 1917; pas plus que les autres, il ne parvient, ni à s'abstraire des questions de politique intérieure, ni surtout à leur donner la solution dictatoriale que

désireraient Hindenburg et surtout Ludendorff; c'en est assez pour troubler ses relations avec le Grand Quartier Général.

Celui-ci se met donc à préparer la paix avec la Russie soviétique afin d'inaugurer au plus tôt, par crainte de l'arrivée prochaine des Américains, la campagne décisive contre la France.

1918

On négocie avec les Russes, en ayant soin d'introduire dans la délégation un représentant dévoué de la Direction de la guerre : le général Hoffmann. A la fin de décembre, rien n'est encore conclu, ni surtout conclu dans le sens que veulent Hindenburg et Ludendorff.

Ceux-ci se rendent à Berlin pour faire hâter les négociations; leur intervention et notamment celle de Ludendorff est si brutale qu'elle indispose tout le monde jusques et y compris l'Empereur. La démission du Premier Quartier-Maître Général s'en serait suivie si Hindenburg n'avait arrangé l'affaire. Les pourparlers, un instant arrêtés, reprennent puis traînent de nouveau en longueur. Ludendorff, après avoir inutilement imposé à Hoffmann une attitude qu'il qualifie d'énergique, mais qui peut s'appeler d'une autre manière, dépêche Hindenburg à Berlin pour placer le gouvernement dans l'alternative d'en finir ou de reprendre les hostilités. Ceci se passe

le 23 janvier; au commencement de février, dans le



Croquis n° 2.

même but, Ludendorff fait le voyage en personne.

Finalement, le 18 février, on adopte la deuxième solution : la guerre. Le résultat ne se fait pas attendre; le lendemain 19, la Russie se déclare prête à conclure la paix. Celle-ci est signée le 3 mars, à Brest-Litowsk; la Roumanie, isolée, incapable de résister, commence aussitôt à négocier; elle signera le 7 mai.

Tandis que se passent ces tractations où le rôle de la Direction de la Guerre est prépondérant, l'armée allemande de l'Ouest, renforcée au maximum, s'exerce aux problèmes que lui réserve l'offensive prochaine.

Le 8 mars, le Grand Quartier Général se transporte de Kreuznach à Spa pour être plus près des évènements. Hindenburg, Ludendorff et quelques officiers de leur bureau des opérations s'installent le lendemain à Avesnes, en poste de commandement. L'Empereur y vient dans son train spécial.

Le 21 mars, une formidable attaque allemande part entre Arras et La Fère et submerge le front anglais; son flot vient se briser aux portes d'Amiens devant la digue franco-britannique; un nouvel assaut livré en Flandres, le 9 avril, s'arrête encore devant un obstacle de même nature. La tentative, renouvelée le 27 mai contre le Chemin des Dames, conduit les Allemands dans un saillant immense qui borde la Marne de Château-Thierry à Dormans; le 15 juillet enfin, dans un dernier effort qui échoue piteusement, les Allemands s'efforcent de s'emparer

de la Montagne de Reims en l'assaillant par les deux flancs. C'est la fin de la grande offensive pour la paix; non seulement la paix n'est pas obtenue, mais le monde étonné va bientôt assister à un renversement complet de la situation.

Il est inutile de rappeler les faits : ils sont encore présents à toutes les mémoires. Les offensives alliées, inaugurées par le coup de foudre du 18 juillet, entre la Marne et l'Aisne, continuées par la surprise du 8 août sur le saillant d'Amiens-Montdidier, produisent leur immédiat effet. Non seulement Hindenburg abandonne la nouvelle attaque qu'il projetait encore en Flandres, mais sa dépense de forces est telle qu'un conseil, réuni à Spa le 14 août, décide d'entamer des pourparlers de paix dès que viendra « le moment opportun ». Ce moment « sera le premier succès » des armes allemandes, puis, plus modestement, « la fin du repli » sur l'ancienne ligne Hindenburg. Ni l'un ni l'autre des deux moments n'arriveront jamais.

Le 20 août, les Français attaquent entre l'Oise et l'Aisne; le 21 les Anglais, entre le sud d'Arras et Albert, et, quelques jours plus tard, en partant de Bray, de part et d'autre de la Somme; le feu ne s'éteindra plus sur tout le front de ces armées jusqu'à la fin de la guerre! Hindenburg est obligé d'opérer un grand repli sur la ligne Croisilles-Bapaume-Péronne, nord-est de Noyon. En arrière, il possède encore la position Siegfried.

Le 26 août, les Britanniques partent à l'attaque de la première de ces positions; le 2 septembre ils pénétrent même déjà dans la ligne Siegfried : force est à tout le front allemand de reculer au moins jusque-là· Conséquences : au sud, abandon de la Vesle et des abords de Soissons; au nord, abandon du saillant de la Lys conquis en avril; possibilité d'avoir bientôt à effectuer un premier repli sur Bruges, Courtrai, Valenciennes, le Cateau, Guise, où l'on se joindra à la position déjà construite au sud de la Serre (ligne Hunding-Brunhild); nécessité de l'organisation d'une position encore plus éloignée, jalonnée par Anvers, Namur et la Meuse en amont de cette ville; recul du poste de commandement d'Avesnes sur Spa où il rejoint le gros du Grand Quartier Général.

Le 3 septembre, sur une question nette du chancelier, Hindenburg est bien obligé de répondre que toute pensée de victoire est vaine désormais; à une question analogue de l'Autriche, faite quelques jours plus tard, il donne une réponse plus réservée, — il s'agit de ménager un allié sensible et d'éviter des fuites probables — mais il opine cependant pour une démarche immédiate en vue de la paix; on compte prendre la Hollande pour intermédiaire.

Les attaques de l'Entente ne cessent nulle part; le 12 septembre, elles s'étendent au saillant de Saint-Mihiel dont l'évacuation avait été ordonnée trop tard et dont les Américains s'emparent avec l'appui

de divisions françaises; les 18 et 19, les Anglais forcent la position Hindenburg au Nord de Saint-Quentin et commencent d'attaquer à Ypres; le 26 enfin le front s'allume de la Meuse à Reims; tout flambe entre Ypres et Verdun.

Sur ces entrefaites, un évènement considérable est survenu en Macédoine; le 15 septembre, les armées de l'Entente ont enfoncé le front bulgare à l'est de Monastir; or, si la Bulgarie défaille, ce sera Constantinople menacée, la Roumanie impatiente de reprendre les armes, l'Autriche-Hongrie attaquée par le sud et l'est, l'Italie excitée à passer à l'attaque qui, si elle réussit comme il est probable, menacera l'Allemagne elle-même. Pour parer à ces dangers, où prendre des troupes? La Direction de la guerre n'a plus que quelques vieilles unités à retirer d'Orient. Décidément le moment est venu d'implorer la paix et, avant tout, un armistice. Le 29 septembre, Hindenburg demande qu'on s'adresse directement au Président Wilson. Un gouvernement dit « parlementaire », présidé par le prince Max de Bade, succède au cabinet Hertling; il met quelques jours à se constituer. Le Grand Quartier Général en désarroi presse quand même et autant qu'il peut l'envoi de la proposition de paix; Hindenburg va jusqu'à faire à ce sujet le voyage de Berlin tant il a de hâte d'en finir.

Déjà une nouvelle bataille des Flandres est engagée, de la mer à Ypres; l'aile droite allemande

plie; l'armée belge appuyée par des troupes françaises et britanniques reprend possession de son sol; les Allemands doivent abandonner la côte avec les installations immenses qu'ils y ont faites. Plus au sud, Anglais et Français avancent toujours : Roulers, Lille, Douai, Cambrai, le Catelet, Guise, doivent être évacuées; la troisième ligne de repli saute peu à peu sous les coups redoublés de l'Entente. La retraite sur Anvers et la Meuse est imminente lorsque la Bulgarie capitule et ouvre aux Alliés les routes du Danube et de Constantinople. Le Grand Quartier Général affaissé, obtient enfin, le 4 octobre, l'envoi de la note au Président des Etats-Unis. Ceci fait, Hindenburg et Ludendorff se mettent peu à peu à respirer; ils mesurent les conséquences de la démarche qu'ils ont provoquée, se reprennent, prônent la résistance à outrance et la levée en masse, stigmatisent « la volonté d'anéantissement » dont l'Entente s'inspire vis-à-vis de l'Allemagne; ils parlent même de rompre les négociations. Le Gouvernement ne comprend rien à ce revirement dont les militaires ne peuvent donner de raisons valables.

Le 24 octobre, l'armée italienne se met en branle à son tour et l'Autriche s'effondre aussitôt. Le même jour, Hindenburg adresse à ses troupes une proclamation qui tend à rejeter sur le gouvernement la responsabilité des évènements récents et des négociations actuellement engagées. Personne ne se

méprend ni sur le but de cette publication, ni sur son auteur : Ludendorff est, le 26 octobre, relevé de ses fonctions; Hindenburg conserve son poste.

Le 4 novembre, l'armée allemande est en pleine retraite vers la ligne : Anvers - Meuse; la Meuse est même déjà atteinte à Sedan par les Alliés qui, en Orient, marchent sur Constantinople par la Thrace occidentale, sur la Hongrie par le territoire serbe, sur la Bavière par Inspruck. L'Autriche-Hongrie capitule sans conditions, le 9 novembre. Alors, le Gouvernement impérial allemand démissionne d'office son empereur puis, sous la menace d'une attaque en Lorraine qui sera la fin de ses armées parce qu'elles n'ont plus de réserves et que toutes leurs lignes de résistance seront débordées, il acquiesce aux conditions imposées par Wilson pour la réunion d'une commission militaire d'armistice. Le 11, ses délégués apposent leur signature au bas de l'acte qui consacre la défaite allemande. Hindenburg, chargé par l'Empereur d'en faire exécuter les clauses et de ramener les armées sur la rive droite du Rhin, consent à assumer cette mission redoutable. Il la poursuit jusqu'à la fin et, à l'heure où il la juge terminée, se retire dans sa retraite de Hanovre dont il était parti si confiant le 23 août 1914.

SES TRAITS ESSENTIELS

Tels sont, brièvement résumés, les faits principaux auxquels le feld-maréchal Hindenburg se trouva mêlé. Il reste maintenant à rechercher l'esprit dont ses actes s'inspirèrent.

Il est aristocrate; c'est « von Beneckendorff und von Hindenburg » qu'il se nomme. Il est infiniment fier d'appartenir à la lignée des Beneckendorff laquelle remonte à 1280; il ne l'est pas moins du nom d'Hindenburg qu'un de ses grands oncles, demeuré sans postérité, légua à ses ancêtres, en 1789, sous condition de l'adjoindre à celui qu'ils portaient déjà.

Son aristocratie est toute prussienne; s'il aime passionnément l'Allemagne, c'est au travers de la Prusse qui en est le plus sûr et le plus ferme soutien. La Prusse trouve son expression vivante dans la maison régnante; aussi est-il ultra-monarchiste. Après Dieu, ce qu'il révère le plus au monde, c'est son monarque. Il parle de ses souverains en termes quasi-religieux.

En 1859, étant simple cadet de douze ans, le prince Frédéric-Guillaume, le futur empereur Fré-

déric, et son épouse vinrent visiter l'école; Hindenburg voyait de près pour la première fois des membres de la famille royale. Jamais encore, à un défilé de parade, il n'avait « lancé ses jambes aussi haut, ni, dans la séance de gymnastique, exécuté d'aussi périlleux exercices ». En 1865, la veuve du précédent souverain, la reine Elisabeth, dont il était page, lui fit don d'une montre; il l'a depuis fidèlement portée au cours de trois guerres (1866-1870-1914).

Lorsqu'en 1867, à son retour de Sadowa, le roi Guillaume, inspectant son régiment, lui demande en quelles circonstances il a gagné la croix de l'Aigle rouge avec glaives que lui avait value sa blessure, il se sent pénétré d'une sainte émotion. Par la suite, la même question, posée au sujet de la croix de fer obtenue en 1870, lui fait toujours éprouver le même religieux émoi. Le 2 septembre de cette même année — Sedan datait de la veille — quelques paroles aimables de son roi le dédommagent, et toute la Garde avec lui, des sacrifices consentis à Saint-Privat. Le 18 janvier 1871, il assiste, à Versailles, à la proclamation de l'Empire allemand; son cœur tressaille d'allégresse, mais ce qui l'émeut surtout, « comme cela se conçoit », c'est l'apothéose de son « auguste roi et seigneur ».

Un peu plus tard, le vieil empereur apparaissant à l'une des fenêtres de son palais de Berlin pour répondre aux acclamations du peuple massé sur

la place, Hindenburg, qui est dans la foule avec un de ses fils agé de cinq ans, soulève l'enfant dans ses bras et lui dit : « N'oublie jamais ce moment, et tu feras toujours ton devoir ». Il garde, comme une précieuse relique, un fragment de la pierre sur laquelle reposa le cercueil de son vieux maître et les mots lui manquent, aujourd'hui encore, pour dépeindre les sentiments que provoque en lui ce simple morceau de marbre.

Deux fois dans sa vie, après 1866 et 1870, il est passé en vainqueur sous la porte de Brandebourg, et longtemps, au cours de la dernière guerre, il a rêvé de faire à Berlin une troisième entrée triomphale, mais, dans ce rêve, il ne voyait que la gloire de son empereur et non la sienne.

En avril 1916, tandis qu'on fête à Kowno, le cinquantenaire de son accession au grade d'officier, il chante un hymne de reconnaissance à son Dieu d'abord, ensuite à son souverain. L'année suivante, à Kreuznach, Guillaume II vient lui offrir ses vœux à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire; cette démarche « lui procure la plus grande joie de la journée ».

Il ne manque jamais une occasion de vanter les qualités et le caractère de son empereur. On a répandu les bruits les plus extraordinaires sur les causes de sa mise à la retraite en 1911; ces bruits sont faux; son départ de l'armée, il le déclare, n'a été provoqué par aucune espèce de discussion de

service ou personnelle avec Guillaume II. N'est-ce pas un homme de goûts simples et de mince exigence que cet empereur qui, à Avesnes, tandis que se livrent les offensives du début de 1918, vit dans un train pendant plusieurs semaines? Peut-on douter de sa vaillance, alors qu'il ne prend aucune garde aux dangers que lui vaut sa présence à proximité du front (?) et à portée immédiate des aviateurs ennemis?

On a dit que Guillaume n'avait pas le cœur sensible? Le feld-maréchal ne manque pas de nous fournir la preuve du contraire. Un jour que, peu après les affaires du 27 mai 1918, sur le Chemin des Dames, Hindenburg visite les positions conquises, il marche aux côtés d'un général allemand. Celui-ci se penche sur les corps des soldats français morts au champ d'honneur et, pieusement, leur voile la face « rendant ainsi hommage à la majesté de la mort »; il ranime aussi les blessés et ordonne qu'on les transporte avec précaution vers l'arrière. Ce même général, quelque temps auparavant, à Saint-Quentin, avait longé une colonne de prisonniers anglais; arrêtant les officiers qui marchaient en tête, il leur avait exprimé son admiration pour leur vaillance et celle de leur troupe : « Qui s'est brillamment défendu, leur avait-il dit, est souvent frappé par le sort le plus dur : la captivité ». Et l'on avait vu un de ces officiers, demeuré jusque-là courbé sous la honte d'avoir été pris, se redresser puis

regarder son interlocuteur avec reconnaissance; il avait reconnu Guillaume II.

Dans l'adversité, l'Empereur approuve « d'un cœur ferme et solide » les propositions d'armistice qui doivent consommer sa défaite. Lorsque, le 1er octobre 1918, il se rend à Berlin pour présider à la formation d'un gouvernement parlementaire — cette chose qu'on n'aurait jamais pu croire possible en Allemagne — Hindenburg veut être auprès de lui, « en ces jours d'épreuve, pour répondre à son appel s'il a besoin de ses services ».

Le 5 novembre 1918, la révolution éclate; le feld-maréchal envoie en toute hâte à Berlin le général Grœner, successeur récemment nommé de Ludendorff, pour défendre l'empereur et montrer les conséquences qu'entraînerait pour les armées la disparition de leur chef suprême.

Le 8 novembre, son indignation est grande d'apprendre du Gouvernement la renonciation de l'Empereur au trône, alors que l'Empereur n'a pas encore fait connaître sa décision: il compte que « la lumière de l'histoire éclairera un jour bien des choses qui, en ces moments terribles, s'accomplirent dans l'ombre ». Il est si indigné qu'il songe à marcher sur Berlin avec ses troupes pour punir les factieux et rétablir l'ordre, c'est-à-dire le régime impérial, et ne renonce à cette pensée que sur l'assurance donnée par les généraux que les soldats ne marcheraient pas contre le peuple. Quant à lui,

Hindenburg, sa foi reste entière en son auguste chef « qui s'en est allé pour l'exil afin d'épargner à sa patrie de nouveaux sacrifices et de lui faire obtenir de plus favorables conditions de paix ». C'est de lui qu'il tient la mission de ramener l'armée en Allemagne; c'est pour lui obéir autant que pour céder aux sentiments du devoir qu'il accepte cette lourde tâche. Enfin quand, en vertu du traité de Versailles, Guillaume II est menacé d'être livré aux Alliés pour répondre des actes répréhensibles dont il porte la nominale responsabilité, Hindenburg s'offre pour passer en jugement à sa place.

Vis-à-vis de son souverain, il n'a qu'égards, marques de respect, indulgence, manifestations de dévouement, attendrissement pour une injuste fin, espoir en un avenir meilleur. A ses yeux, si l'armée allemande a pu accomplir d'aussi grands exploits, tout le mérite en revient à la maison des Hohenzollern et, en particulier, à son dernier représentant qui, fidèle aux traditions de sa famille, poursuivit inlassablement le développement de cette armée, la meilleure éducatrice du peuple allemand. Le Kronprinz lui-même recueille ses louanges, car il trouve chevaleresque son esprit, énergique et franche son attitude, sain son jugement militaire.

Hindenburg est naturellement traditionaliste. Un livre d'histoire, d'histoire allemande, revêt à ses yeux la même importance qu'un livre de piété.

Sa campagne de 1866 l'ayant fait passer dans bien des régions déjà parcourues jadis par les troupes prussiennes, aussitôt les souvenirs glorieux l'assaillent; l'ombre le hante de Frédéric-le-Grand, de ce grand roi dont il croit avoir « capté un rayon de gloire » parce qu'enfant, il a connu, chez ses grands parents, un jardinier comptant quatorze jours de service dans l'armée frédéricienne!

En France, ses réminiscences historiques abondent; Gonesse, en 1870, lui rappelle l'entrevue de Blücher et de Wellington; le Chemin des Dames en 1917 le ramène à l'époque de Craonne et de Laon et à la campagne de 1814; Avesnes a vu passer les Prussiens après Waterloo; en 1918, il célèbre encore l'anniversaire de Saint-Privat.

L'esprit de corps l'enchante et en particulier celui des officiers prussiens. Le passé glorieux d'un corps de troupe enserre de mille mailles ceux qui en font partie; il crée entre eux un lien qui résiste à l'épreuve des situations les plus graves et semble indestructible malgré les modifications qui surviennent dans la composition du régiment; l'ancien esprit gagne insensiblement les nouveaux venus. Il fleurit surtout dans le corps des officiers. Hindenburg le définit : « un lien personnel unissant chaque officier à son roi comme le vassal à son suzerain ». C'est le même sentiment qui anime les vieilles familles monarchistes et conservatrices de la Prusse. Elles ne comprennent rien, celles-là, à la Grande

Humanité et ne conçoivent qu'un particularisme basé sur la puissance d'un Etat solidement centralisé et hiérarchisé, appuyé sur une armée assez forte pour conquérir ou garder, quoi qu'il advienne, la place due à leur pays dans le monde.

Tout jeune, car il n'avait encore que 19 ans, alors que la Prusse disputait à l'Autriche la prédominance en Europe centrale, il était déjà convaincu que deux puissances comparables ne pouvaient coexister au sein de la Confédération germanique ; il fallait donc que l'une cédât le pas à l'autre et, comme les traités étaient évidemment insuffisants pour aplanir le conflit, c'était aux armes de décider.

D'instinct, il a horreur du désordre. Au printemps de 1871, des hauteurs voisines de Paris, il a été témoin des excès de notre Commune; il en a entendu les partisans « se glorifier de frapper leur gouvernement dans le dos, sous les yeux de l'ennemi », et il ne manque pas de comparer nos révolutionnaires d'un demi-siècle aux socialistes allemands d'aujourd'hui qu'une amère ironie du sort obligea, parvenus au pouvoir, à réprimer avec la dernière rigueur les tentatives que leurs codoctrinaires encourageaient jadis en France. Pour lui, l'ordre rigoureux et permanent est une nécessité d'existence nationale et l'ordre ne peut régner que si chacun se subordonne volontairement à un seul : l'avenir montrera que la restauration de l'unité morale et matérielle de l'Allemagne est à ce prix.

D'ailleurs, la preuve que l'Allemagne est une, réside en ce fait qu'elle peut et devrait par conséquent se suffire à elle-même. Hindenburg va jusqu'à regretter la part accordée aux études latines dans les écoles de sa jeunesse et à réclamer qu'on leur substitue l'étude de l'histoire allemande, de la littérature allemande, de l'art proprement allemand. Ce n'est pas qu'il méprise l'antiquité, mais il n'en admire que les tableaux de force où se complaît sa nature prussienne. Ainsi Rome le séduit, mais la seule Rome conquérante et dominatrice du monde. En visitant la Ville Eternelle, son attention ne s'arrête qu'aux vestiges de la puissance universelle de ses anciens maîtres; les œuvres de la Renaissance n'ont à ses yeux qu'un bien secondaire attrait. Au surplus, puisque les hommes cherchent toujours des modèles à imiter, et les Allemands comme les autres, qu'ont-ils besoin de les aller prendre si loin quand la Prusse les leur peut si aisément offrir? En ce domaine, elle est assez riche pour n'avoir rien à emprunter aux autres nations; de tout temps, elle a trouvé chez elle les héros nécessaires.

Hindenburg le sait bien, lui qui a toujours éprouvé « le besoin d'étudier le riche passé historique de sa patrie », lui pour qui l'étude « de la vie de ses grands hommes a la même importance que les livres de piété »; lui qui, « dans aucune situation, même au cours de la guerre, n'a renoncé à cette

partie de son instruction et de son éducation morale ».

Mais l'institution prussienne qui lui fournit les meilleurs et les plus grands de ces héros, c'est l'armée qui fit la Prusse comme elle fit plus récemment l'Allemagne elle-même. On a qualifié l'armée du temps de paix d'improductive? Sans doute, si l'on entend parler de création d'objets matériels, mais non si l'on songe à des questions d'ordre plus élevé. L'armée fut la plus remarquable des écoles de volonté et d'action, une école de joie de l'action. Combien de milliers d'hommes y ont découvert ce dont ils étaient moralement et physiquement capables, combien n'ont acquis qu'à son contact la confiance en soi et la force intérieure qui ne les a plus jamais abandonnés? Instrument d'égalité et d'union, l'armée transformait le penchant à l'égoïsme individuel, destructeur de toute société et de tout Etat, en une discipline sévère de l'individu, et cela pour le plus grand bien de la communauté; elle indiquait et renforçait le puissant élan d'organisation dont l'Allemagne, dans tous les domaines, pouvait justement s'enorgueillir; par elle, dans le peuple tout entier, se développait le principe nécessaire et bienfaisant de la subordination de l'individu à l'intérêt général.

S'il n'avait été aussi répandu, ce principe, les efforts inouis que l'Allemagne dut consentir pour tenir tête, en des temps difficiles, à tout un monde

d'ennemis n'auraient jamais été possibles. Hindenburg, lui, reste fermement attaché à ses anciens principes; ils ont fait leurs preuves; dans l'avenir, ils permettront d'accomplir des exploits pareils à ceux du passé, car c'est évidemment là le but; tout Allemand doit en être d'accord.

Mais les exploits du passé ont été accomplis dans la guerre. La guerre, en effet, dont son pays doit sortir plus grand, Hindenburg y marche — que dis-je, il y court — sans hésitation. Déjà en 1864, alors que s'annonçait la campagne du Danemark, il lui semblait qu'une « brise rafraîchissante passait sur la languissante et futile Confédération germanique »; il aspirait au moment où les actes remplaceraient « discours et liasses de papier ». En 1866, nous savons comment il accueillit la nouvelle de la guerre contre l'Autriche. Quoiqu'il ne dise à peu près rien de ses pensées d'avant 1870, nous pouvons être certains de son assentiment et de ses espoirs.

En 1914, lorsqu'éclate la guerre mondiale, il est en retraite et voit l'armée impériale courir aux armes. « Quelle fière puissance guerrière! Le monde en a rarement admiré de semblable; il semble qu'à sa vue, le cœur du peuple allemand ait battu plus fort. Cependant, nulle bravade, car Bismarck et Moltke n'ont pas laissé ignorer le formidable poids d'une telle guerre et tout homme prévoyant devait se demander si l'Allemagne serait capable de le supporter aux divers points de vue politique, écono-

mique, militaire et moral. Le sentiment de confiance prédomine cependant sur celui de l'inquiétude », et Hindenburg est de ceux « qui partagent la confiance générale. Son seul souci est de savoir si son empereur et roi aura besoin de lui »; son cœur en attendant tressaille d'allégresse à la nouvelle des premières victoires; le soldat « revit en lui dans sa force souveraine ».

Hindenburg — nous le dirons à propos de ses « principes de guerre » — n'apprécie rien tant que la volonté, la fermeté du caractère, le calme sang-froid, l'amour de l'action, de l'initiative et des responsabilités.

De tout ce qui exige force ou adresse, de ce qui rappelle la lutte, si l'on veut, il se montre fervent adepte. Il se complaît, par exemple, aux exploits cynégétiques et garde de Magdebourg un souvenir inoubliable, à cause des lièvres et des faisans qu'il y tua, des chasses à courre qu'il y suivit, des battues au sanglier, au daim, au chevreuil et au cerf où il fut si souvent convié. Durant la guerre, dès qu'il a quelques loisirs il se livre « au noble exercice de la chasse ».

Sur le front de l'Est, il obtient de l'Empereur, pour se livrer à sa passion favorite, la jouissance d'un domaine royal voisin du Kurische-Haff. Quelle joie, lorsque, d'un beau coup de fusil, il réussit à jeter bas un superbe élan! Quel désap-

pointement lorsqu'il parcourt sans succès une forêt trop bien visitée avant lui par des troupes de passage et des paysans braconniers. Il prend sa revanche, en forêt de Bjalowycs, où, en quatre jours, au cours d'une excursion splendide, faite partie en voiture, partie en traîneau, il porte à son tableau un élan et quatre grands cerfs. La forêt d'Augustow, où il se rend pour tuer le loup, lui est moins favorable; aucune de ces bêtes ne consent à passer à portée de son fusil.

Au commencement de 1917, en quittant le quartier général de Pless pour venir à Kreuznach sur le front occidental, il est surtout reconnaissant au prince son hôte des nombreuses occasions qu'il lui ménagea de se livrer à son sport de prédilection.



De la politique, extérieure et intérieure, Hindenburg voudrait bien n'avoir jamais à s'occuper. S'y sent-il inhabile ou son éducation purement militaire ne le prédispose-t-elle que médiocrement à leurs finesses? En tout cas, il en a l'aversion. Il va même jusqu'à penser que la nature des Allemands les rend irrémédiablement inférieurs en ces matières. Jamais, chez les hommes d'Etat de son pays, il n'a rencontré cette conviction calme et froide de leur puissance politique qu'il a remarquée chez les négociateurs britanniques. Il est tout à fait porté à se ranger à

l'avis de Moltke, à savoir que les guerriers n'ont qu'à remporter des victoires et les diplomates à les exploiter. Il voudrait bien que Clausewitz qui savait la guerre et connaissait les hommes, ait été suivi car il met en garde contre les empiétements de la politique sur la conduite de la guerre. « Chansons politiques, chansons détestables »! Mais nul ne peut faire que la politique n'exerce une puissante réaction sur les opérations militaires : il n'est pas vrai que la guerre soit un domaine spécial continuant une politique; celle-ci survit à la déclaration des hostilités; elle influence la guerre de même qu'elle est influencée par la guerre; toutes deux, avec leurs exigences souvent contradictoires, doivent se concilier.

Hindenburg, comme les autres, a donc dû chanter de ces chansons détestables, mais, naturellement, il ne les entonna qu'à contre-cœur; elles étaient trop contraires à son goût naturel. Cependant, quoiqu'il en dise, il sait faire violence à ses goûts, même quand il s'agit de chanter avec le gouvernement terroriste russe; il s'en excuse. N'était-il pas « forcé d'arriver à une entente définitive avec les hommes qui détenaient le pouvoir en Russie? » Ne lui fallait-il pas obtenir une solution rapide et prendre tout de suite tout ce qu'il pouvait prendre, puisqu'il « ne croyait pas personnellement à une longue durée du règne de la terreur! » Cela, sans doute, en vertu du vieil adage qu'il vaut mieux tenir que courir; il

pouvait toujours espérer qu'un nouveau gouvernement russe ratifierait la signature de son prédécesseur. Pour un homme qui a horreur de la politique, il s'en tire assez bien. A la vérité, en cette circonstance, la situation militaire s'accommodait fort d'une solution rapide puisqu'il s'agissait de libérer toutes les forces de Russie pour les envoyer en France avant l'arrivée des Américains, mais il a chanté beaucoup d'autres de ces chansons politiques, où — ce qui est plus probable — on lui en a prêté beaucoup d'autres qu'il concède avoir authentiquées de son nom, « bien qu'elles n'aient eu qu'un rapport lointain avec la situation militaire ».

La question de Pologne, une de celles dont il eut à discuter dès son arrivée au Grand Quartier Général, n'est pas de ce nombre. Ce fut, pendant toute la guerre, une pomme de discorde, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Celle-ci entendait rattacher la Pologne russe, conquise en 1915, à la Galicie et en faire un royaume catholique, naturellement placé sous sa dépendance. A aucun prix, Hindenburg ne voulut consentir à cette solution; il comprenait fort bien qu'une fois deux des tronçons de la Pologne ressoudés, leurs habitants n'auraient de repos avant d'avoir obtenu le rattachement de la Posnanie encore prussienne au nouveau royaume; l'alliance avec l'Autriche serait bientôt soumise à une épreuve que le temps rendrait promptement intolérable.

Les Autrichiens, placés en face de cette opposition, biaisent et signent avec le gouvernement de Berlin un accord qui leur donne satisfaction mais sous deux conditions : les territoires allemands de population polonaise ne seront en aucun cas rattachés à la Pologne et l'armée organisée par cette puissance sera placée sous la haute direction du Grand Quartier Général allemand. Hindenburg n'en craint pas moins l'irrédentisme de la Posnanie et ce qu'il a vu, durant son commandement du front de l'Est, de l'état de civilisation des habitants de la Pologne russe, de leur misère corporelle, morale et matérielle, de leur profonde indifférence, ne lui permet d'ajouter que peu de foi à la possibilité d'avoir à ses gages une armée polonaise. Comme Falkenhayn, son prédécesseur, il s'oppose donc à la proclamation du royaume et gagne l'Empereur à son opinion. Mais l'accord entre les Gouvernements n'en était pas moins conclu et sa divulgation inévitable. D'autre part, le Gouverneur général allemand de Varsovie qui n'était pas fâché de s'assurer la tranquillité, annonçait, pour prix de la résurrection polonaise, cinq divisions au printemps 1917, puis, après organisation du service militaire obligatoire, un million d'hommes.

A de tels arguments, Hindenburg ne peut demeurer insensible; la chanson militaire couvre la chanson politique; il acquiesce . Mais la politique prend bientôt sa revanche. Cette fois, c'est le gouverne-

ment de Berlin qui, s'étant mis en tête de conclure une paix séparée avec la Russie, s'oppose à la proclamation, de crainte qu'elle ne vienne à l'encontre de ses démarches pacifiques. Cet espoir s'étant bientôt évanoui, on en revient à l'acceptation; la proclamation a lieu en novembre 1916; les engagements volontaires polonais, eux, ne vinrent jamais. Hindenburg avait vu juste.

Comme les discussions s'éternisent entre les deux alliés, il se résout finalement à ne plus réclamer qu'une amélioration de la frontière orientale de l'Allemagne qui ferait relativement disparaître le vaste rentrant existant entre la Prusse orientale et la Haute-Silésie, mais, au fond, il est excédé de ces pourparlers qui ne mènent à rien et reste convaincu qu'une pareille question ne se peut régler qu'après la guerre et se régler d'autant mieux que l'Allemagne sera plus nettement victorieuse; aussi regrette-t-il d'avoir perdu tant d'heures précieuses en discussions inutiles.

Il n'est, d'ailleurs, tendre ni pour les dirigeants allemands qui ont conclu et perpétué l'alliance avec l'Autriche, ni pour le gouvernement Austro-Hongrois.

Dès 1890, les premiers considéraient déjà la désorganisation croissante de la Double Monarchie comme un évènement naturel; que n'en ont-ils tiré les conséquences logiques? Ils devaient proportion-

ner les ambitions politiques de leur alliée à ses capacités intérieures et militaires. En face du danger russe auquel ils se préparaient eux-mêmes à résister, leur devoir était d'obliger l'Autriche à se prémunir aussi; au besoin, ils avaient à la placer en face de propositions nettes, « à prendre ou à laisser », au lieu de lui donner latitude de se réfugier derrière le prétexte commode des difficultés intérieures. Il ne sert à rien de se connaître un bastion avancé dans la direction dangereuse, s'il présente un peu partout des brèches et ne possède même pas les défenseurs suffisants pour l'occupation de ses remparts.

L'Autriche-Hongrie, d'ailleurs, ne se rendait pas compte elle-même de ses possibilités; elle pleurait sans cesse sur sa faiblesse, était toujours prête à se déclarer impuissante à mieux faire, à durer plus longtemps, prête à se soumettre aux conditions qu'imposerait l'adversaire. Ce ne sont pas des paroles de consolation qu'il fallait dire à ses hommes d'Etat et à ses chefs militaires; en faisant preuve soi-même d'une forte volonté, on exerce sur les faibles une influence plus entraînante que par des mots d'espoir en un avenir meilleur.

A la fin de 1917, le « bourbier politique de l'Europe centrale » l'écœure. Le gouvernement de Vienne est de plus en plus faible et de plus en plus préparé à toutes les concessions; il ne sait égaliser ni les charges ni les ressources entre les deux Etats

de la Monarchie, si bien qu'en Autriche le peuple souffre alors qu'en Hongrie il vit dans l'abondance; l'effondrement désormais acquis de la Russie et la victoire que, grâce aux Allemands, on vient de remporter en Italie, ne parviennent même pas à ranimer la flamme éteinte du patriotisme; le gouvernement ne sait en rien s'imposer; il n'a pas les nerfs assez solides pour résister à la pression des masses qui réclament la paix à tout prix.

Dès avant la vaine attaque de 1918, exécutée par les Autrichiens en Haute-Italie, il était évident que la fin approchait; l'Autriche ne possédait plus les forces matérielles et morales suffisantes pour renouveler son effort; la situation intérieure, d'autre part, avait considérablement empiré; la capitale avait été, à mainte reprise, menacée de famine tant les ravitaillements et les transports étaient mal assurés; les hommes d'Etat, pour se prémunir contre ce danger et se procurer des vivres, prirent en Roumanie et en Ukraine les dispositions les plus contraires aux intérêts allemands; le désir de voir arriver la fin des hostilités se manifesta d'une manière de plus en plus apparente; en tout cas, partout s'exprima l'idée que la monarchie danubienne ne pourrait pas continuer la guerre après 1918. Au cours de l'été, Czernin avait été remplacé par Burian qui, déjà un an auparavant, proclamait l'impossibilité pour son pays de persévérer dans la lutte, par Burian qui, dès son arrivée au pouvoir, ne trouve rien de plus

urgent que de faire pression sur l'Allemagne pour l'amener à régler au plus tôt le conflit au risque de dévoiler à l'ennemi les faiblesses de la Quadruplice.

Vers la fin, l'Autriche-Hongrie fait davantage; entrée en pleine décomposition politique et militaire, elle livre à l'ennemi non seulement ses propres territoires, mais encore les frontières allemandes. Mieux, la révolution éclate en Hongrie, par haine des Allemands! Décidément « la reconnaissance, déjà rare sur la terre, l'est davantage encore en politique ».

Avec la Bulgarie, les rapports ne sont guère meilleurs. En ce pays, les luttes intérieures ont le pas sinon sur les aspirations nationales du moins sur l'intérêt général de la Quadruplice. Tout le mal vient des politiciens qui se disputent « l'assiette au beurre »; ce n'est pas pour une autre raison qu'en 1918 Radoslavow est renversé ; trop longtemps il a détenu le pouvoir. Au dire d'Hindenburg l'armée bulgare a trahi manifestement le 15 septembre 1918.

Au surplus, ni le gouvernement, ni le commandement bulgares n'ont jamais voulu voir au delà des Balkans; le second n'a même pas eu la force d'imposer au premier le renvoi du représentant des Etats-Unis à Sofia qui, tout à son aise, continua ses intrigues avec les partisans de l'Entente; les conséquences possibles de la guerre se sont résumées pour les Bulgares, dans l'acquisition des territoires,

supposés de même race, de la Macédoine et dans la conquête de la Dobrutcha.

Cette dernière province joua entre Allemands et Bulgares le rôle de la Pologne entre Allemands et Austro-Hongrois. Non contente de la restitution de la bande de terrain qui lui avait été enlevée en 1913 par la Roumanie et qui, seule, lui avait été promise par le traité d'alliance, la Bulgarie entendit s'annexer tout le territoire entre le Danube et la Mer Noire. De cette manière, elle eût disposé de la ligne ferrée Czernavoda - Constanza qui lui aurait assuré la maîtrise de toutes les voies de communication conduisant vers l'Orient attendu que la ligne ferrée de Constantinople passe par Sofia et que le chemin de fer de Salonique emprunte la vallée du Vardar et dessert les provinces récemment conquises sur la Serbie. L'Allemagne, qui n'entendait pas abandonner ses vues sur l'Orient, et la Turquie, peu désireuse de se trouver dans la dépendance exclusive d'une puissance voisine, s'opposèrent à la cession; une lutte politico-militaire s'engagea qui dura plus d'une année. Le gouvernement de Sofia prit son peuple à témoin de l'intransigeance allemande et notamment de celle du Grand Quartier Général, adversaire obstiné de l'occupation militaire de la Dobrutcha du nord. Tout le pays s'enflamma pour la question; le tzar Ferdinand, peu porté tout d'abord à partager l'opinion populaire, dut bientôt suivre le mouvement; certains ministres en fonction

se montrèrent particulièrement acharnés contre l'Allemagne qui céda. Mais elle le fit par prudence et non par conviction, espérant bien reprendre la question à la fin de la guerre; dès qu'elle eut reculé, la Drobutcha n'intéressa plus personne en Bulgarie. Les actes des Allemands n'en restèrent pas moins frappés de suspicion. Ayant timidement suggéré que, sur le front de Macédoine, la ligne de défense serait militairement mieux placée dans la région de Prilep que plus au sud, vers Ochrida, c'en fut assez pour faire éprouver à toute la Bulgarie les inquiétudes les plus vives; on y craignit de perdre tout droit politique sur les territoires qu'il faudrait évacuer et l'on préféra mettre en jeu le sort de toute l'armée plutôt que d'abandonner temporairement « la vieille ville bulgare d'Ochrida ».

Dès l'été de 1917, la méfiance contre les Allemands était à l'ordre du jour; les partis réclamaient le départ de Radoslavow, mauvais défenseur des intérêts du pays vis-à-vis de ses alliés; s'il part, disparaîtront avec lui tous les fonctionnaires, depuis le plus haut placé jusqu'au dernier maire de village, ainsi l'exige le régime; ce bouleversement en pleine guerre, n'effraie nullement ses compatriotes.

Les Bulgares qui disposent de ressources en vivres suffisantes mais qui ne les savent pas répartir, souffrent de la faim, mais quand on leur indique les procédés à employer pour se mieux nourrir, répondent : « Nous ne comprenons rien à cette

méthode! » Ils refusent de subvenir aux besoins des troupes allemandes qui combattent dans leurs rangs sur le front de Macédoine, et dont le ravitaillement doit être assuré par la mère-patrie. L'Allemagne propose de les échanger contre les divisions nationales qui se trouvent en Roumanie, — le véritable front intéressant pour la Bulgarie n'en sera que plus fort — aussitôt, on recommence à pousser les hauts cris à Sofia et à porter contre les Allemands l'accusation d'infidélité à l'alliance. Force est de laisser à la fois des troupes en Macédoine et de relever les divisions alliées qui sont sur la rive gauche du Danube. Quand un corps d'armée turc vient généreusement relever les troupes bulgares sur front de la Struma, la mesure est mal accueillie par les premiers intéressés; ils y voient une manière de justifier plus tard les exigences politiques de la Turquie.

En fait, la Bulgarie ayant à peu près réalisé ses aspirations territoriales ne demande plus qu'à cesser la guerre; l'armée dont les hausses et les chutes de moral sont inquiétantes, partage l'état d'esprit du peuple; des mutineries s'y produisent car on a commis la faute d'incorporer, et souvent de force, les habitants des territoires récemment conquis sous prétexte qu'on a besoin d'effectifs. Aussi, quand se produit l'attaque des Alliés, les troupes déclarent simplement qu'elles rentrent chez elles en laissant à d'autres le soin de faire de la

Bulgarie une grande puissance. Hindenburg pense qu'avec les renforts envoyés par lui et par les Autrichiens, l'armée bulgare pourrait encore manœuvrer en retraite et retarder l'adversaire; les généraux bulgares, eux, estiment qu'un repli serait fatal. Il l'est, en effet, et l'armistice est conclu, le 29 septembre.

Les dirigeants turcs, au moins en apparence, sont plus malléables que ceux de Sofia, mais ils ne le sont pas au point qu'Hindenburg leur puisse imposer des solutions d'intérêt général, c'est-à-dire des solutions de Quadruplice, au détriment de ce qu'ils considèrent comme l'intérêt particulier de leur pays. La décadence russe, en particulier, provoque des visées sur le Caucase et la Perse que le Grand Quartier Général allemand désire d'autant plus réfréner que le traité avec la Turquie garantit à cette puissance ses possessions d'avant-guerre, et rien de plus.

L'Allemagne a donc le plus grand intérêt à ce que ces possessions soient conservées d'abord; pour elle, le mouvement panislamique, appuyé par des moyens militaires évidemment trop faibles, ne peut avoir qu'une conséquence : la perte de ce qui est essentiel à garder, savoir les anciennes provinces de Mésopotamie et surtout de Palestine - Syrie. Le gouvernement de Constantinople accéderait volontiers au désir allemand, mais il ne peut se faire

obéir des chefs militaires qui font ce que bon leur semble, sur leurs lointains théâtres d'opérations. Mais, si les militaires n'obéissent pas, ils ont bien aussi quelques raisons de se plaindre, car, ni eux ni leurs troupes ne sont bien traités en fait de ravitaillement en vivres et de bien d'autres choses essentielles; ils pressurent donc les pays qu'ils traversent quand ils n'en massacrent pas les habitants non musulmans. Hindenburg doit intervenir pour tenter de faire modifier le régime intérieur de son alliée; il se croit obligé à cet immixtion, ne serait-ce « que par raison d'humanité » — il s'agit, en particulier, d'améliorer la situation des Arméniens — Il fait donc pression par paroles et par écrits dans l'espoir de « modérer les méthodes de guerre sauvage qui sont de tradition en Orient ». Il n'y réussit nullement et reconnaît que les Turcs se sont livrés à des opérations de destruction systématique sur leurs sujets arméniens. Sa pitié va, d'ailleurs, tout autant sinon davantage, aux massacreurs, c'est-à-dire aux « malheureux soldats turcs qui meurent de froid et de faim », faute d'organisation, sur les hauts plateaux désolés de l'Asie-Mineure, qu'à leurs victimes.

En 1918, un nouveau Sultan accède au trône; il paraît vouloir réagir contre les errements jusque-là suivis, mais le pays est tellement appauvri en hommes, qu'il ne peut même plus fournir les effectifs nécessaires à l'armée de Syrie. Hindenburg

est obligé d'y laisser les quelques troupes allemandes qui s'y trouvent et dont il aurait tant besoin ailleurs. Le 19 septembre marque l'effondrement de ce front turco-allemand et cela se produit à l'heure où la défaite bulgare ouvre aux Alliés, par la Thrace dégarnie, les portes de Constantinople. La Turquie, comme la Bulgarie et pour la même raison, capitule. Hindenburg n'en estime pas moins son « chevaleresque » allié ottoman; il croit que ses compatriotes ont emporté l'estime de tous ceux des Turcs qui comptent à ses yeux — c'est-à-dire les partisans de l'influence allemande — estime basée sur la conviction que les Allemands non seulement les ont aidés pendant la guerre, mais étaient encore plus disposés à les aider pendant la paix dans l'œuvre de réorganisation de leur pays. Peut-être n'avons-nous pas à chercher plus loin la raison de l'hostilité, vis-à-vis de l'Allemagne, de tout un parti de Vieux ou Jeunes Turcs.

Au début de 1917, Hindenburg est arbitre dans la grave question de la guerre sous-marine à outrance. Il décrit dramatiquement la misère des populations allemandes affamées par une Angleterre qui, n'osant se mesurer avec son adversaire les armes à la main — assertion au moins osée! — invente pour le détruire, le satanique et illégal moyen du blocus. Dans sa détresse, le peuple allemand se tourne vers Hindenburg et Hindenburg est d'avis

qu'il faut « rendre œil pour œil, dent pour dent; toute autre attitude fait trop bon marché du sang allemand ». Ceci, c'est le principe, mais avant de passer à l'application, le feld-maréchal trouve bon d'examiner les risques à courir, de peser avantages et inconvénients et d'en faire la balance. Ne va-t-il pas s'attirer, parmi les neutres, de nouveaux ennemis? Cependant il est d'avis que le plateau des avantages l'emporte et, au surplus — car cela se dit déjà en 1916 — c'est l'unique ressource qui demeure de terminer victorieusement la guerre, cette guerre que des adversaires sans scrupules obligent seuls à continuer. Dès septembre 1916, il conclut donc à l'adoption de la guerre sous-marine sans restriction. Il faut lire le télégramme qu'il fit adresser à cette époque au comte Bernstorff, ambassadeur allemand à Washington; ce document renferme à la fois une menace, une demande de médiation immédiate sans d'ailleurs qu'aucune condition y soit indiquée, et une sorte de tentative de chantage par allusion directe à l'heureuse influence que pourrait exercer sur le résultat de la prochaine élection présidentielle un succès diplomatique d'importance! Hindenburg a raison, ni lui qui inspira cet écrit, ni les diplomates de la Wilhemstrasse qui le transmirent sans protestation, ne sont de bien grands politiques!

Si, dès cette époque, la guerre sous-marine n'est pas immédiatement déclarée, c'est que la campagne

de Roumanie va commencer et que l'attitude des neutres subira l'influence de son issue. Favorable, elle obligera le Danemark et la Hollande dont on craint l'entrée en ligne tant leur marine va souffrir du nouvel état de choses, à se tenir tranquilles; manquée, la prudence sera de règle et le principe : œil pour œil... restera provisoirement dans le domaine spéculatif.

La défaite roumaine coïncidant avec la fin de l'année 1916, la guerre sous-marine sans restriction est proclamée le 9 janvier 1917. Le chancelier Bethmann avait eu l'habileté de la faire demander par Hindenburg, échappant ainsi lui-même à la lourde responsabilitié de ce qui devait suivre.

On le voit, Hindenburg répugne peut-être à la politique mais cette répugnance ne va cependant point jusqu'à négliger d'en faire — et beaucoup — dans le cas où elle peut aider ses projets militaires. La conclusion de la paix de Brest-Litowsk en est un nouvel exemple. Lorsqu'au début de 1918, les pourparlers étant engagés, il voit les négociations traîner en longueur, le gouvernement allemand se leurrer d'un optimisme condamnable, le moment reculer de plus en plus de l'allégement du front oriental pour renforcer d'autant le front de France et livrer la grande bataille décisive de la guerre, il ne se gêne nullement pour faire pression sur les plénipotentiaires, par l'intermédiaire de son représentant, le général Hoffmann. Il entend qu'on arrive

rapidement à conclure ou qu'on menace les Russes de reprendre les hostilités. Trotzky croit pouvoir s'en tirer en disant qu'il ne signe pas la paix, mais ne fait pas non plus la guerre. La réplique ne se fait pas attendre : le 13 février, la marche en avant est annoncée pour le 18, et elle commence, en effet, à cette date. Le 3 mars, Trotzky signe. Hindenburg trouve naturellement peu conforme à ses conceptions politiques de traiter avec un négociateur de ce genre; il n'en accepte pas moins la paix de Brest-Litowsk; même l'Allemagne, même Hindenburg savent quelquefois transiger avec leurs principes!

C'est encore « un principe » qu'exprime le feld-maréchal en déclarant avoir toujours été favorable à une paix générale. Mais si, « en tant qu'homme », il est de tendance pacifiste, c'est sous réserve que la paix « ne lèse ni son pays, ni son armée ». On comprend ce que cela, dans sa bouche, peut bien signifier; aussi les propositions de paix qu'il consent à laisser faire, à la fin de 1916, sont-elles inacceptées parce qu'inacceptables.

Quelques temps plus tard, Wilson offre sa médiation; si fort qu'il tienne à la paix du monde, Hindenburg n'en trouve pas moins que le Président des Etats-Unis ne possède aucune des qualités nécessaires pour servir d'intermédiaire impartial; il le soupçonne d'avoir un trop fort penchant pour l'Entente. En tout cas, la situation militaire lui apparaît encore si solide qu'il rejette, en ce qui le

concerne, les conditions de ses adversaires malgré que son gouvernement veuille pousser plus loin la conversation.

Lorsque, le 21 janvier 1917, dans un discours au Sénat américain, Wilson déclare que les vues de l'Entente lui semblent plus propres à conduire à une solution pacifique que la note allemande, Hindenburg s'en indigne et prétend que ses compatriotes sont traités en « hommes de race inférieure »; la reconstitution de la Pologne, posée comme condition, ne lui dit, en particulier, rien qui vaille; pour résumer toute sa pensée, il trouve que ce discours est bien plutôt une déclaration de guerre qu'une démarche de paix; il est donc inutile de continuer les négociations; ce serait « se laisser glisser vers l'abîme ».

Cependant, Wilson fait savoir, le 27 janvier 1917, qu'il est prêt à assumer la charge de médiateur. Soudain, le G. Q. G., qui a été jusque-là mêlé ou consulté sur tout, n'est plus instruit, paraît-il, de rien. Au surplus, Hindenburg est convaincu que tout cela n'est que comédie ; Wilson a dû savoir par indiscrétion que la guerre sous-marine a été récemment décidée; dès lors, il veut mettre l'Allemagne dans son tort. La preuve? La manière indigne dont, plus tard, le 11 novembre 1918, le Président des Etats-Unis traita l'Allemagne vaincue!

Pendant toute l'année 1917, Hindenburg est contraint de s'occuper de paix, mais, cette fois,

l'obligation lui vient de son propre pays. Or, à cette époque, la guerre sous-marine bat son plein, et, en admettant même qu'elle ne justifie pas les espérances placées en elle, on peut déjà prévoir la fin prochaine de la Russie et, par conséquent, une possibilité nouvelle de terminer victorieusement la guerre sur terre, après concentration de toutes les forces allemandes contre le front français. Aussi, voyons-nous Hindenburg faire tous ses efforts pour s'opposer au vote par le Reichstag de la fameuse « motion de paix » de juillet 1917. La position qu'il prend est simple : lutter jusqu'à la victoire, sinon force sera de se soumettre sans restriction. Il n'aperçoit pas de solution intermédiaire; entre les deux, son choix est fait; jusqu'à la fin il soutiendra son point de vue et quand sonnera l'heure de « s'abandonner sur la pente glissante des concessions », il fera encore son examen de conscience et se demandera s'il n'existe plus vraiment aucune chance de vaincre. Car, à ce moment redoutable, se rappelant que l'histoire est moins sévère aux audacieux qu'aux timorés, il entendra prendre toutes les responsabilités à l'exclusion de celle de faiblir trop tôt.

Dès après les affaires du 8 août 1918, il consent à ce que son gouvernement prenne l'initiative de conversations pacifiques par l'intermédiaire d'une puissance neutre : la Hollande, mais espérant encore en quelque providentiel revirement, il n'admet que

le principe de la démarche et remet à plus tard son application. Le 10 septembre, alors qu'il a été partout rejeté sur la position Siegfried, que ses réserves s'affaiblissent avec une effrayante rapidité, que ses troupes commencent à donner des signes inquiétants de défaillance, l'heure lui semble venue, et si l'appel à la Hollande n'a pas lieu à ce moment, c'est que l'Autriche s'obstine à vouloir procéder d'autre manière; elle veut qu'on s'adresse directement aux belligérants; de là, des discussions pendant lesquelles passent les jours. Mais, le le 28 septembre, lorsqu'en Orient les Bulgares lâchent pied, que tout le front de Macédoine, sans parler de celui de Syrie, craque de toute part, Hindenburg perd courage et se décide enfin : il compte que personne ne l'accusera d'avoir désespéré trop tôt. Il se concerte avec Ludendorff et, tous deux, « prennent la plus pénible de leurs décisions »: implorer la paix; ils demandent même un peu plus à leur gouvernement, car c'est de paix immédiate qu'il s'agit et, cette fois, sans passer par l'intermédiaire d'une puissance neutre; on devra s'adresser directement au Président des Etats-Unis. Une semaine de crise morale secoue le Grand Quartier Général; autant auparavant on était peu pressé de conclure la paix, autant désormais on la désire avec ardeur; communications télégraphiques et téléphoniques se pressent pour que la note pacifique parte pour Washington sans délai; on est si pressé qu'on

forme une commission d'armistice — car c'est d'un armistice plus encore que de la paix qu'ont besoin les chefs d'une armée aux abois — et qu'on suggère de mettre le poste de T. S. F. de Nauen à la disposition de la Suisse qui, chargée des intérêts allemands en Amérique, doit aussi transmettre le message sauveur; on a tant de hâte qu'on propose même de ne pas attendre la constitution du ministère simili-parlementaire du Prince Max de Bade alors en voie de formation — apparemment pour devancer l'une des premières conditions probables de Wilson. — Puis, quand la note est partie, le Grand Quartier Général, à la manière d'un homme qui pensa perdre la vie au cours d'une crise dangereuse, cherche à se persuader que ses craintes ont été trop vives et se reprend à espérer; c'est lui maintenant qui s'efforce d'arrêter l'explosion d'un engin de destruction dont il a lui-même allumé la mèche.

Voici, en résumé, comme les choses se passent. Le 29 septembre, Hindenburg et Ludendorff ont une conférence avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères; ils sont encore dans l'état d'affaissement que nous avons dit plus haut (28 septembre). Von Hintze leur explique qu'il ne suffit pas de demander la paix pour l'obtenir, qu'il n'a aucun moyen présentement de toucher les adversaires de l'Allemagne par l'intermédiaire d'un neutre; il décrit la situation intérieure et déclare la

révolution imminente; pour l'éviter, il envisage deux moyens : ou la dictature, ou des concessions politiques, c'est-à-dire l'instauration d'un gouvernement parlementaire. Nous avons à peine besoin de dire de quel côté penchent les préférences d'Hindenburg et de Ludendorff; ils songent un instant à marcher sur Berlin avec une partie des troupes du front, mais les troupes obéiront-elles? A cette question la majorité des commandants d'armée répondra quelques jours plus tard : « Contre l'ennemi, oui, contre le peuple allemand, non! »; il faut donc aboutir aux concessions politiques. Elles effraient les Dioscures; pour eux, elles ne feront que déchaîner les passions au lieu de les modérer; elles ne permettront pas de construire mais détruiront; tous les semeurs qui, pendant la guerre, ont répandu la mauvaise semence trouveront l'heure venue de récolter. « Nous commençons à glisser », disent-ils. D'autre part, ils estiment peu probable qu'un changement de régime rende moins dures les conditions de paix de l'adversaire et puis, tandis que se perpétrera la formation d'un nouveau ministère, que deviendra la demande de paix déjà trop longtemps retardée, car, ceci est capital, il faut quand même demander la paix.

On se rend donc chez l'Empereur et Hindenburg en personne se charge de la triste mission de justifier aux yeux de son souverain, qui acquiesce, la nécessité d'une immédiate démarche. Le

1er octobre, il l'accompagne même à Berlin pour « être à ses côtés en ces jours de malheur » et répondre aux questions que ne manquera pas de poser le nouveau gouvernement; il y répondra « dans la mesure de ses convictions », il prônera la confiance, il déclarera « qu'il est en état de protéger pendant un mois encore le territoire national à la condition que les frontières de l'Est et du Sud ne soient pas menacées et que le peuple suive ». Or, les frontières sont déjà menacées par le fait du désastre bulgare et de l'intervention inévitable de la Roumanie; quant à l'esprit du peuple, von Hintze en a fait une description qui ne laisse aucun doute sur ce qu'on en peut attendre ! On ne peut convenir plus nettement que la situation militaire est désespérée.

Le 1er octobre, le Prince Max de Bade est devenu chancelier; il s'élève énergiquement contre la démarche de paix désirée. Le 2, Ludendorff insiste et fait demander communication du projet de note à l'Amérique; il envoie même une rédaction contenant l'offre d'un armistice immédiat. Le Prince conserve toujours ses scrupules; il comprend que, l'affaire une fois lancée, rien ne pourra plus en arrêter le cours; il voudrait être mieux documenté sur la situation des armées avant de donner le fatal exeat. Le 3 octobre, il pose une série de questions parmi lesquelles la suivante : « Le Grand Quartier Général se rend-il compte que le fait de commencer

les démarches en faveur de la paix sous la pression d'une situation militaire critique peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des cercles purement polonais des provinces orientales! » Hindenburg, qui est à Berlin, répond que le Grand Quartier Général « maintient sa demande concernant l'envoi immédiat de l'offre de paix »[1]. Le sort en est jeté; la note part dans la nuit du 3 au 4 octobre. La grande crise étant passée, le Grand Quartier Général oublie bientôt, ou se leurre de pouvoir oublier, les causes qui l'ont provoquée; revenu à une relative santé, il va se ressaisir peu à peu; les témoins de sa maladie, c'est-à-dire les membres du gouvernement, en conserveront, au contraire, le souvenir aigu.

Le Président Wilson répond le 5 octobre; il déclare que, si la discussion commence, il ne pourra plus être question que de se mettre d'accord sur les détails pratiques d'application des quatorze points bien connus; il exige l'évacuation des territoires occupés par l'Allemagne et demande enfin des éclaircissements sur les pouvoirs réels du gouvernement actuel.

Le 9 octobre, on discute la réponse à faire; Ludendorff est présent : il a d'ailleurs, désormais, le premier rôle; ce n'est plus qu'à lui que le gouver-

« Pour toute cette partie, voir *L'Aveu de la défaite allemande*. La Renaissance du Livre. Paris.

nement s'adresse. Déjà, il a repris haleine, il est d'avis que l'Allemagne n'est pas obligée d'accepter toutes les conditions; elle peut, en particulier, repousser une demande éventuelle de cession de certaines forteresses allemandes. Mais encore, pour se permettre de repousser certaines conditions, faut-il que le Gouvernement sache approximativement de quelle capacité de résistance l'armée est encore capable; est-ce un mois ou trois?

Ludendorff, non entièrement rétabli de l'ébranlement qui l'a secoué, ne fait que réponses changeantes et imprécises. Il est cependant ferme sur un point : la résistance ne peut pas durer trois mois. Si l'Autriche et la Turquie viennent à défaillir, la guerre pourra-t-elle quand même être continuée? Ludendorff dit oui, mais sous la condition qu'une accalmie se produise sur le front occidental; or, c'est peu probable! Comme un journaliste a récemment publié le plan d'une levée en masse, on lui demande ce qu'il en pense? Le 9 octobre en conférence, et encore le 11 par télégramme, il déclare n'en rien attendre.

La réponse à la première note de Wilson part le 12 octobre; elle acquiesce fondamentalement aux demandes de la dite note; Hindenburg et Ludendorff l'approuvent formellement.

Le 15 octobre arrive la réplique de Wilson; elle est beaucoup plus exigeante que la précédente; d'abord, la question de la paix est séparée de celle

de l'armistice — la paix est affaire de gouvernements, l'armistice est du domaine exclusif des militaires — elle relève les pratiques inhumaines de la guerre sous-marine et des troupes allemandes dans les territoires abandonnés; elle exige des garanties sur le pouvoir effectif du gouvernement. Qui commande en Allemagne? Est-ce le gouvernement? Est-ce un pouvoir militaire occulte et capable de troubler par lui seul et secrètement la paix du monde? Si ce pouvoir ne peut être supprimé, que compte-t-on faire pour le rendre inoffensif? Hindenburg et Ludendorff sont pris dans l'engrenage; ils n'ont plus d'autre alternative que de se laisser broyer ou de s'en sortir par un coup d'éclat.

Ils sont maintenant pour le coup d'éclat; ils reprennent l'idée de levée en masse refusée quelques jours auparavant comme inopérante; ils en demandent l'organisation par le gouvernement, de sorte que s'il ne réussit pas dans cette tâche, la responsabilité du désastre pèsera sur ses épaules. Le conflit commence ou plutôt s'accentue.

Naturellement, le gouvernement se défend : si les militaires, pendant quatre ans, n'avaient pas affirmé la certitude de la victoire pour aboutir soudain à la révélation d'une situation sans issue, le moral ne serait si bas ni à l'intérieur, ni dans les pays alliés; il n'accepte pas le déplacement des responsabilités; il veut bien rompre les négociations et tenter un dernier effort, mais il veut d'abord savoir quelles

chances, exprimées en temps, l'armée conserve de tenir encore. Ludendorff ne répond qu'évasivement, mais il est plus optimiste, le 17 octobre, qu'il ne l'était quelques semaines auparavant : il compte sur la « chance du soldat ». Quand on lui demande si, en évacuant entièrement le front oriental, il peut répondre de son front d'occident, il réplique à la question par une autre question — et il n'a pas tout à fait tort — « Dites-moi d'abord si les approvisionnements que vous assure l'occupation de l'Ukraine vous sont ou non indispensables? » Bref il considère les conditions qui vont lui être imposées comme si dures qu'on ne risque rien à tenter l'impossible; au fond du précipice, il n'a plus à craindre de rouler plus bas. Cependant de mauvaises nouvelles parviennent d'Autriche et de Turquie; alors, se produit un revirement : il ne faut pas rompre les pourparlers, mais il ne faut pas non plus s'engager à souscrire à toutes les conditions! Le 20 octobre, Hindenburg rentré au Grand Quartier Général, téléphone son opinion; elle ne diffère guère de celle de son Premier Quartier-Maître général.

Le conflit réside maintenant en ceci que le Gouvernement et le Grand Quartier Général ayant une conviction commune à savoir que l'issue de la guerre n'est plus douteuse, divergent sur un point. La dureté des conditions à subir sera-t-elle moindre si l'on arrête les hostilités dès maintenant, et faut-il les arrêter, ou doit-on les poursuivre encore? Le

gouvernement penche pour la cessation immédiate et il est prêt à en donner un gage en renonçant à la guerre sous-marine, mais il voudrait, s'il faut continuer la guerre, entendre sur la situation militaire d'autres généraux que Ludendorff; celui-ci considère ce projet de consultation comme une injure personnelle et menace à la fois de donner sa démission et d'entraîner celle d'Hindenburg. D'où grand émoi parmi les dirigeants; ces démissions ne seront-elles pas de nature à hâter l'effondrement de l'armée? Ils hésitent.

Le 20 octobre part la nouvelle réponse à la deuxième note Wilson. Elle comporte une divergence essentielle avec les vues du Grand Quartier Général, car elle admet la cessation immédiate de la guerre sous-marine. Le 23, le Président des Etats-Unis fait savoir qu'il a proposé aux autres puissances de l'Entente, au cas où elles consentiraient à signer la paix sur les bases et aux conditions offertes, de conclure un armistice. Il ajoute que l'acceptation des conditions de cet armistice — conditions qu'il déclare devoir être fort dures puisqu'elles mettront l'armée allemande dans l'impossibilité de reprendre les hostilités — sera la meilleure preuve de la bonne foi de l'Allemagne; il émet enfin des doutes sur le caractère démocratique du nouveau gouvernement et laisse entrevoir la nécessité de l'éloignement de l'Empereur et du Kronprinz.

Le gouvernement, convaincu non sans raison qu'il ne peut plus rien faire d'autre que d'accepter toutes les conséquences de la démarche commencée le 4 octobre et cependant désireux de ne rien conclure avant d'être entièrement éclairé, se trouve placé en face de cette alternative : ou faire comparaître les généraux d'armée et provoquer ainsi la démission de Ludendorff qui entraînera celle d'Hindenburg, ou conclure la paix en négligeant, sans la connaître, quelque occasion de traiter dans des conditions militaires plus favorables. Or, avec le Grand Quartier Général, il n'y a plus d'entente possible depuis que Ludendorff, par un ordre du jour effectivement signé par Hindenburg mais dont les termes sont bien personnels au Premier Quartier-Maître général, a porté à la connaisance des troupes, le conflit politico-militaire qui divise les ministres et les chefs de l'armée; depuis qu'Hindenburg, de son côté, a adressé au chancelier une lettre qu'il qualifie de « tentative de réconciliation » et qui n'est, à tout prendre, qu'un essai pour rejeter la responsabilité du désastre sur le gouvernement. L'ordre du jour nie, contre toute évidence, l'intervention du Grand Quartier Général dans la demande de paix immédiate; il déclare inacceptables les conditions de Wilson, et proclame qu'il n'y a plus qu'à combattre jusqu'à la mort; la lettre reproche au Prince Max de Bade de n'avoir pas, dans ses discours au Reichstag, surexcité l'esprit populaire

en disant à peu près la même chose et l'accuse de démoraliser l'armée. La politique pouvait à moins « exiger des victimes ».

Le chancelier hésite cependant encore à ordonner l'audition des généraux d'armée à laquelle Ludendorff est toujours irréductiblement opposé tandis qu'Hindenburg se montre plus conciliant; mais, du Grand Quartier Général même, sous la responsabilité du représentant qu'y possèdent les Affaires Etrangères, le prince Max de Bade apprend, le 25 octobre, qu'il ne faut ajouter aucune foi aux promesses de la Direction de la guerre et ne se laisser détourner en rien de la politique de paix dans laquelle on s'est engagé, que la situation militaire est aussi désespérée que trois semaines auparavant, qu'il ne faut s'attendre à aucune amélioration et qu'au surplus, s'il y a changement dans la direction militaire, un mauvais effet pourra s'en suivre sur une partie des troupes, mais qui sera compensé par une influence favorable sur la majorité, laquelle n'a plus confiance dans le Grand Quartier Général actuel.

Dans ces conditions, le Gouvernement se décide à réclamer le renvoi de Ludendorff quoi qu'il puisse advenir. Le 26 octobre, l'Empereur accepte la démission du Premier Quartier-Maître général en même temps qu'il détermine le feld-maréchal à demeurer à son poste; Ludendorff est remplacé par le général Grœner. Le conflit entre le Gouvernement et le Grand Quartier Général est apaisé.

A partir de ce moment, les évènements se précipitent. Le 27 octobre, la quatrième note allemande part pour Washington : elle acquiesce aux demandes de Wilson, assure ce dernier que le gouvernement nouveau est national, que les autorités militaires lui sont subordonnées et qu'on n'attend plus que de connaître les propositions d'armistice annoncées.

Le 28 octobre, arrivent à Berlin les généraux von Mudra et von Gallwitz. Interrogés, ils expriment un avis conforme à celui du G. Q. G., mais quand on leur annonce que, sans parler de la Turquie[1], l'Autriche est sur le point de capituler, ils déclarent qu'au cas où ce bruit se confirmerait, la partie serait perdue. Or, le 30 octobre, l'empereur Charles télégraphie que, la situation de son armée étant devenue intenable, il a demandé, le matin même, un armistice aux Italiens. Si ceux-ci posent comme condition que les voies ferrées du Tyrol et de la Carinthie seront mises à la disposition des troupes ennemies pour marcher contre l'Allemagne, il se mettra à la tête de ses Allemands d'Autriche et s'opposera par la force au passage de l'adversaire. Mais, le 3 novembre, l'ambassadeur allemand à Vienne annonce à son gouvernement que, la veille, l'Empereur a convoqué à Schœnbrunn le secrétaire d'Etat Adler et lui a lu les conditions d'armistice posées par l'Italie, les a déclarées contraires à

[1] L'armistice turc sera signé le 31 octobre.

l'honneur, donc inacceptables, puis a terminé l'entretien en disant qu'il fallait les accepter quand même. Elles constituent, en fait, une capitulation pure et simple et sont rédigées de manière à permettre à l'Entente d'attaquer l'Allemagne : démobilisation, occupation par les Alliés de tous les points stratégiques importants, remise des chemins de fer, éloignement dans un délai de quinze jours de toutes les troupes allemandes. Si l'Allemagne n'obtient pas un armistice de son côté, on ne doute pas à Vienne de l'imminence d'une concentration prochaine, en Autriche, des forces de l'Entente avec la coopération acquise des Hongrois, des Tchèques et des Slaves du sud ; quant aux Autrichiens allemands, malgré leur indignation, ils ne pourront que jouer le rôle de spectateurs impuissants !

Arrive alors l'acquiescement de l'Entente à des pourparlers d'armistice. Aucun doute, les conditions en seront terriblement sévères. Faut-il faire décidément le dernier pas? Le général Grœner est à son tour interrogé. Que peut-il dire sinon que les armées reculent sur toute la ligne? Il a beau qualifier ce recul de mouvement de repli prononcer quelques paroles d'espoir, il n'en est pas moins contraint de convenir que la situation militaire s'est encore aggravée, que la résistance ne peut plus être que de courte durée, que la retraite jusqu'à la frontière est en tout cas nécessaire, après quoi il ne peut plus rien affirmer.

Le 7 novembre, la commission allemande d'armistice part de Spa, en automobiles, pour se diriger vers les lignes françaises. Le lendemain 8, le secrétaire d'Etat Erzberger qui la préside expédie la liste des conditions du maréchal Foch; de Spa, elle est transmise à Berlin. Terriblement durs, les articles doivent en être acceptés ou refusés pour le 11 à midi au plus tard. Hindenburg et gouvernement s'efforcent mais sans succès d'obtenir l'atténuation de certaines clauses.

« Le 10 novembre, le Gouvernement allemand télégraphie son adhésion aux conditions d'armistice qui lui ont été imposées le 8 novembre. » L'armistice entre en vigueur le 11, à 11 h. 55.

Dès avant cette date, mais bien peu auparavant, le 6 novembre, les premiers désordres révolutionnaires s'étaient produits en Allemagne; les équipages de la flotte en avaient donné le signal; l'Empereur d'autre part, avait été contraint d'abdiquer; le Kronprinz avait pris le chemin de la Hollande.

De la politique intérieure, Hindenburg s'est tenu toujours écarté pendant sa carrière; il est entièrement fermé à la compréhension des querelles de partis et n'entrevoit pas de gouvernement comparable à celui de son vieil et grand Empereur : Guillaume Ier; nulle époque n'a comporté plus de grandeur; l'Etat y était centralisé conformément aux

vues incomparables de Bismarck; aucun citoyen n'y avait de droit qui ne fût compensé par un devoir.

Comme chef d'Etat-Major général, il se consacrerait exclusivement, s'il en avait la liberté, à la conduite des opérations et aux soins qu'exige l'entretien des armées; demander davantage à un chef militaire, c'est nuire à sa tâche essentielle en détournant une part de son énergie vers des buts secondaires ou même étrangers à sa mission régulière. En tout cas, Hindenburg, s'il est obligé, par fonctions, de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'empire et notamment dans les questions économiques, n'en recherche jamais l'occasion. En revanche, il met en jeu toute sa responsabilité lorsqu'il s'agit de poursuivre ou d'accélérer l'exécution du vaste programme de constructions militaires qui porte son nom; ses vues à ce sujet se résument d'ailleurs en un principe extrêmement simple : « les besoins des troupes au combat doivent être satisfaits d'abord et quoi qu'il en puisse coûter ». Il fait aussi pression sur le gouvernement pour obtenir le vote de la loi dite « sur le service auxiliaire » qui doit prescrire la mobilisation générale de la nation, y compris les femmes, et se plaint de n'avoir obtenu qu'une défiguration de ses projets. Il s'occupe encore des organisations de secours aux blessés de guerre et d'institutions de placement des anciens soldats.

Il parle très brièvement des luttes que se livrent

au Reichstag les différents partis politiques; elles ne l'intéressent que par leur répercussion sur le moral de la nation et des armées. Aussi le trouvons-nous adversaire résolu de la « motion de paix de conciliation » que le Parlement finit cependant par voter en juillet 1917; une démonstration de ce genre ne peut être interprêtée par l'Entente que comme un signe de faiblesse. De cela et de bien d'autres choses répréhensibles encore, il rend responsable le chancelier Bethmann-Hollweg; on peut dire qu'il le démissionne.

Au temps où il n'était encore que commandant en chef du front de l'Est et même plus tard, — car à s'en rapporter aux dires de Falkenhayn le chancelier Bethmann n'aurait pas été étranger à l'accession d'Hindenburg au poste de chef d'Etat-Major général[1] — le feld-maréchal considérait Bethmann comme un homme aimable, prudent et laborieux, pénétré du sentiment de sa lourde responsabilité; il était d'accord avec lui sur les nécessités intérieures que la la guerre imposait; tout au plus lui reprochait-il trop de consciencieuse préoccupation jointe à un certain manque de confiance dans l'avenir. Moins d'un an plus tard, il est en opposition ouverte avec lui parce que, malgré ses efforts, les partis à l'intérieur continuent à se disputer publiquement la prééminence; or, ce sont les partis de gauche, propaga-

[1] *Le commandement suprême de l'armée allemande et ses décisions essentielles.* 1914-1916. Berger-Levrault, Paris.

teurs de dangereuses idées politiques, qui semblent devoir bientôt l'emporter. Ludendorff prône la candidature Bülow, puis la candidature Tirpitz, pour le poste de Bethmann; Hindenburg suit le mouvement, offre sa démission que Guillaume II refuse comme il vient de refuser celle du chancelier, mais il se trouve, par un heureux hasard, que celui-ci, arguant d'une certaine déclaration des chefs de parti, désire une seconde fois se démettre : sa demande est finalement agréée.

Le docteur Michaëlis lui succède; il entretient d'abord des relations confiantes avec le Grand Quartier Général, mais il est dominé lui aussi par « des événements plus forts que sa volonté; la direction des affaires passe de plus en plus aux partis extrêmes qui, par intérêt ou par principe, oublient ou veulent oublier la gravité de la situation ». Michaëlis disparaît. Cette impuissance des chanceliers successifs qu'Hindenburg constate sans en tirer la conclusion nécessaire est insupportable au feld-maréchal qui réclame du comte Hertling, plus de virile énergie dans l'exercice du pouvoir.

Hertling, déjà vieux, met ses dernières forces au service de sa patrie; il a beaucoup des qualités indispensables pour dominer les factions : confiance inébranlable dans la bonté de la cause allemande, espoir en l'avenir que n'entament pas les plus graves situations, habileté indiscutable à manœuvrer les partis parlementaires; malheureusement il est lui-

même une sorte d'émanation du Parlement qui l'a désigné au choix de l'Empereur; il n'est pas non plus sans avoir une certaine méfiance vis-à-vis des militaires; la collaboration avec lui est difficile; enfin — et c'est son plus grand défaut — il n'a pas l'énergie nécessaire « pour arracher l'ivraie » à l'intérieur, c'est-à-dire sans doute qu'il ne consent pas à imposer au pays les vues dictatoriales que rêve le Grand Quartier Général. Voici ce qu'il devrait faire : « Cacher au monde les misères du peuple au lieu de les laisser cyniquement étaler et de fournir ainsi de précieux renseignements à l'ennemi; fermer la bouche à ces Allemands vaniteux politiquement non éduqués, incapables de se maîtriser, qui font parade devant l'univers de leurs connaissances et de leurs impulsions, qui, dans leur vague sentiment d'internationalisme, ne se préoccupent en rien de savoir si leurs indiscrétions ne sont pas nuisibles à leur patrie, qui, croyant avoir parlé avec raison et prudence, s'estiment satisfaits, et, par conséquent, leurs auditeurs avec eux. Ce défaut, continue Hindenburg, a causé plus de mal à notre existence nationale pendant la guerre qu'une défaite militaire ».

Hindenburg en revient toujours à la fameuse résolution de paix votée le 19 juillet 1917, le jour même où le succès de la contre-attaque entreprise sur le front oriental allait provoquer l'effondrement de la puissance militaire de la Russie. Quel manque de discipline politique et quel contraste à côté de

la conduite des Anglais chez qui cette discipline est, au plus fort du danger, comme une seconde nature! Quel manque d'amour de la patrie comparé à la flamme de patriotisme quasi-mystique qui brûle dans le cœur des Français! « Je fais la guerre », crie le premier ministre de France, et Berlin répond sans cesse : « Nous désirons la paix! » Voilà des manifestations que des hommes d'Etat énergiques devraient et pourraient réprimer s'ils étaient dignes de leur situation! Hertling n'en est pas plus digne que ses prédécesseurs.

Au fond, Hindenburg appelle de tous ses vœux une dictature impitoyable aux discoureurs et aux utopistes de la fraternité internationale, une dictature analogue à celle qu'il croit exercée en Angleterre et en France, par Lloyd George et Clémenceau; ce qu'il envie pour son pays, c'est le spectacle de la France, saignant de mille plaies et continuant à se battre quand même, ne laissant échapper aucune parole de défaillance alors que la majorité de son peuple aspire évidemment à la paix, laissant aussi piétiner ses libertés républicaines et se contentant de grandes phrases aux allures libérales; ce qu'il envie, c'est le spectacle de l'Angleterre terriblement menacée aux points de vue économique et mondial, ne craignant pas d'en convenir, mais n'envisageant, pour échapper à la menace, qu'un moyen de salut, la victoire; ce qu'il envie, ce sont les Etats-Unis, ce pays où l'étranger est accueilli

par l'éblouissante lumière de la statue de la Liberté et qui, cependant, se soumet au pouvoir absolu d'un homme, seul régime qui soit réellement compatible avec les nécessités de la guerre.

Il envie tout cela qu'Hertling, quelque estime qu'il conserve pour ce vieillard, ne lui donne pas et que lui donne encore moins le prince Max de Bade, le dernier des chanceliers de la guerre, le président d'un ministère dit « parlementaire », ce qui est bien, aux yeux du feld-maréchal, l'institution la plus détestable qui soit. De ce prince, d'ailleurs, il ne dit rien; le respect qu'il professe pour les Altesses Royales lui ferme-t-il la bouche ou les faits lui semblent-ils assez éloquents par eux-mêmes?

Il envie tout cela parce qu'il le cherche vainement dans son pays; or, sans hommes d'Etat capables de mener la nation, la victoire échappe. Les hommes d'Etat allemands n'ont jamais mené la nation; ils sont donc bien les grands responsables de sa ruine.

Car, sans faiblir, il soutient cette thèse à savoir que l'armée a résisté jusqu'au bout et que le désastre est imputable, uniquement, au mauvais esprit régnant à l'intérieur et à sa propagation de l'arrière vers l'avant. Nous n'avons pas à interroger longuement Hindenburg pour trouver la réfutation de ses propres dires.

Avant que commencent les attaques du printemps

1918, n'écrit-il pas en effet, que ses premières victoires remonteront, sans aucun doute, le moral du peuple allemand? « Que l'épée étincelante jaillisse seulement hors du fourreau et elle fera la conquête de tous les cœurs. Il en a toujours été ainsi; pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui? » Bien plus, l'entraînement moral gagnera l'Autriche-Hongrie dont « l'esprit guerrier sera ravivé », la Bulgarie dont « les espérances politiques et nationales se réveilleront », la Turquie dont « la volonté de résistance sera raffermie ».

Et c'est l'évidence même. Toute la question est donc de vaincre. Or, après les attaques du 21 mars en Picardie, du 9 avril en Flandres, du 27 mai au Chemin des Dames, de grands succès, à défaut de victoire décisive, ont été remportés; le résultat moral ne s'est pas fait attendre. A la fin de juin, Hindenburg constate que « le moral de la masse populaire est remonté ». Désormais, « le peuple attend avec anxiété les nouvelles du front, il espère que la lutte aura une heureuse fin; il a l'impression qu'il n'a pas souffert en vain, que ses pertes et ses soucis n'ont pas été inutiles; il est prêt à oublier bien des misères, à supporter courageusement de nouvelles souffrances pourvu que, dans un avenir prochain, la victoire vienne mettre un terme à la patience inouie dont il a fait preuve jusqu'alors. Les succès des armées réparent donc les erreurs de la politique », c'est-à-dire du gouvernement.

Sans doute, l'intérieur renferme bien encore quelques éléments douteux et « Trotzky, cet homme qui fit naguère, de la table des négociations, une tribune de dégoûtants agitateurs » semble n'avoir pas parlé en vain à Brest-Litowsk; ses conceptions ont franchi les frontières et fait des disciples, mais « les succès militaires remédieront à cela ». Et ils y auraient, en effet, remédié comme toujours, s'ils avaient existé. Ce fut justement l'inverse qui advint et la conséquence fut ce qu'elle devait être. Hindenburg ne peut pas ne pas le reconnaître. A propos des désastreuses affaires du 15 et du 18 juillet, il écrit : « L'effet de notre échec sur notre peuple et sur nos alliés avait eu des conséquences plus graves encore que sur l'armée. Que d'espérances désormais brisées que nos succès avaient fait naître! Que de calculs détruits! ». Puis, en guise de conclusion, cette phrase, destructrice de toute sa thèse : « Nous pouvions cependant être assurés que l'équilibre politique se rétablirait, si nous réussissions à redevenir maîtres de la situation militaire », ce qui revient évidemment à dire que des revers auraient la conséquence opposée. Sous-entendu seulement en ce qui concerne l'Allemagne, l'aveu est net à propos de la Bulgarie dont les armées, en juillet, avaient, comme tout le monde dans le camp de la Quadruplice, repris quelque courage. « Il était évident que le moral de l'armée bulgare s'effondrerait si nous éprouvions nous-mêmes des échecs;

nous ne pouvions avoir le moindre doute sur ce sujet. »

Or, à partir du 18 juillet, les armées allemandes ne connurent plus que des échecs et là est la cause, la seule cause essentielle, de la démoralisation des armées par le peuple et du peuple par les armées. Après le 8 août, « le découragement et la désillusion causés par le fait que, malgré des victoires, la guerre ne veut pas prendre fin, ont démoralisé plus d'un de nos braves soldats. Sur le front : danger et travail, combat et manque de repos; à l'intérieur : plaintes sur la misère souvent réelle, souvent aussi imaginaire. Tout cela démoralise peu à peu, surtout quand on ne peut pas entrevoir la fin de ses maux ». Le sous-secrétaire d'Etat Solf avait donc raison lorsque, dans la séance du 16 octobre, répliquant au discours de Ludendorff sur le manque de moral de la nation, il disait : « Pourquoi le moral est-il si déprimé? Parce que la puissance militaire est brisée. Mais, maintenant, on vient nous dire : la puissance militaire sera brisée, si l'opinion ne tient pas. On ne doit pas tolérer ce déplacement de responsabilité ».

On pourrait, à la vérité, s'étonner que l'effondrement moral de l'Allemagne se soit produit avec une telle rapidité; mais outre que le fait n'a rien d'extraordinaire pour qui connaît quelque peu l'histoire des guerres prussiennes, il faut bien avouer qu'en cette affaire le haut commandement allemand n'est pas exempt de reproches. Jamais il n'a dit au

peuple la vérité : s'il ne l'a pas vue, il fut bien aveugle, et s'il l'a perçue, bien coupable. Or, il y a des faits qu'on ne peut pas ne pas voir : la première bataille de la Marne, cet événement formidable, par exemple. A quel moment l'Allemagne a-t-elle été à même d'en apprécier l'importance? Pour elle et pendant longtemps, cette victoire française, dont l'éloignement ne fera qu'accentuer la grandeur, n'a pas existé! Quelles raisons un peuple dont les armées sont supposées voler de victoire en victoire, ne subir jamais d'échec, dont le territoire est préservé des horreurs de l'invasion, peut-il avoir d'intensifier son effort, de bander les ressorts de sa volonté ?

Sans doute, Hindenburg et Ludendorff n'étaient pas à la tête des armées à l'heure de la première Marne, mais, sous leur direction, l'Allemagne ne fut pas mieux informée. Leurs angoisses de 1916 et 1917 qu'ils nous décrivent si libéralement aujourd'hui, leur patrie les a-t-elle connues ou même soupçonnées? Non, elle n'a entendu d'eux que des promesses, à satiété répétées, de victoire finale et complète, et cela jusqu'à la veille du 15 juillet; ce jour-là, Ludendorff affirmait encore à un membre du gouvernement sa certitude de vaincre? Et c'est après ces affirmations reproduites pendant des années que, soudain, la direction militaire annonce que tout espoir est perdu, puis, presqu'aussitôt dévoile — et sous quelles couleurs! — la perspec-

tive de la défaite imminente! L'Allemagne tomba de si haut qu'elle se brisa les reins.

Ce dont il faut le plus s'étonner, c'est que des hommes comme Hindenburg et Ludendorff, auteurs responsables de cette formidable chute, aient cru pouvoir — l'ont-ils vraiment cru? — parer en quelques semaines sinon en quelques jours, par la levée en masse, aux suites d'un tel accident, alors qu'ils venaient précisément de perdre à jamais le seul remède possible : la victoire.

Ingénument, Hindenburg se pose cette question : « Le cœur allemand n'est-il donc plus le même que dans la douloureuse période de 1807 à 1812? Mon cœur de Prussien à moi, n'a pas changé! » Peut-être, mais le peuple, lui, a-t-il jamais été effleuré par la pensée qu'il pourrait un jour vivre d'aussi sombres heures? Nous, ses adversaires, nous le percevions nettement; nous savions qu'il s'agissait de vie ou de mort, mais nous espérions quand même, malgré toutes nos épreuves, parce que nous sentions, par instinct ou autrement, que la coalition militaire de la Quadruplice, formidable sans doute, était tout de même frappée de la faiblesse foncière d'une mauvaise cause et devait bientôt réunir contre elle le monde entier. Ce qu'il fallait dire et redire au peuple allemand, c'est que l'issue de la guerre était incertaine, que les succès initiaux ne prouvaient rien, que, demain peut-être, son tour viendrait d'être envahi; il fallait lui décrire ce qu'il lui en coûterait

d'être le moins fort — l'on savait où prendre des exemples du poids de l'invasion — et le préparer au malheur qui, seul, trempe les âmes. Au lieu de cela, on s'est complu pendant des années à lui administrer un narcotique pour finalement demeurer stupéfait qu'il se soit endormi. Toute la force morale de l'Entente, toute cette ténacité française, si inattendue qu'elle émerveilla le monde, résidait en ceci simplement, que nous savions tous, du plus grand au plus petit, qu'il s'agissait de vaincre ou de cesser d'exister. L'Allemagne, elle, s'est toujours entendu dire qu'elle vaincrait; personne, avant l'heure venue de son agonie, ne lui a jamais dit qu'elle pourrait mourir.



Hindenburg apparaît sincère en sa confession, mais il est manifeste qu'il oublie beaucoup de choses. Désir naturel de ne pas ternir la gloire des armées allemandes? Sûrement. Propension inconsciente à ne pas affliger des personnages, civils ou militaires, allemands ou alliés, dont il partagea et pourrait peut-être encore partager la bonne ou la mauvaise fortune? Probablement, et nous y reviendrons. En tout cas, la liste serait longue de ses omissions, contradictions ou exagérations. Nous n'en relevons ici que quelques-unes qui peuvent servir à caractériser le personnage.

Hindenburg n'a jamais su pourquoi, en août 1916, Falkenhayn dut lui céder la place. Falkenhayn, directement atteint, se croit tenu à moins de discrétion et ne se fait pas faute de nous entretenir des intrigues — auxquelles il y a tout lieu de croire qu'Hindenburg fut étranger — qui se nouèrent, après l'échec flagrant de Verdun, pour porter au commandement suprême les deux vainqueurs du front oriental. Il affirme même que le chancelier Bethmann était au nombre des conspirateurs alors que le feld-maréchal dit avoir trouvé, à son arrivée à Pless, le chancelier tout à fait ignorant de la mesure décidée la veille par Guillaume II.

Il dit aussi que, le 29 août 1916, lorsqu'il se présenta au G. Q. G., l'Empereur le salua du nom de chef d'Etat-Major général tandis qu'il donnait à Ludendorff celui de Premier Quartier-Maître général. Or, Ludendorff nous a déjà confié que le titre à lui conféré fit l'objet d'une discussion; on lui proposa d'abord celui de deuxième chef d'Etat-Major général afin de bien marquer l'autorité qu'on entendait lui accorder. Il en préféra un autre, estimant non sans raison qu'une direction ne doit avoir qu'un chef, au moins apparemment.

Hindenburg a quelquefois des contradictions déconcertantes. Avant son arrivée au Grand Quartier Général en août 1916, on avait déjà songé, dit-il, à appliquer la guerre sous-marine dans toute sa rigueur « pour abréger les souffrances du peuple

et soulager l'armée dans sa formidable tâche ». Or, on lit, plus loin, qu'avant le complet échec de la démarche de paix de fin 1916, « on n'avait pas pensé à se servir, sans aucune restriction, de la guerre sous-marine ».

Lorsque, prenant la barre et montrant les écueils dangereux dont son navire est entouré, il se dit persuadé que la tournure des luttes prochaines exercera sur le moral de la nation une influence décisive, c'est le bon sens même. Mais la vérité de 1916 n'était pas moins vérité en 1918, car elle est de tous les temps; comment, dès lors, le feld-maréchal peut-il prétendre que les succès infructueux, suivis des désastres de 1918, n'ont été pour rien dans la débâcle morale des armées et du peuple allemands!

Peut-on concilier encore les deux points de vue qu'il nous offre au moment où il fait décider la guerre sous-marine sans restriction? D'une part, cette mesure est le dernier espoir qui demeure de terminer victorieusement la guerre, ce qui revient, semble-t-il, à proclamer l'impuissance offensive de l'armée et à faire appel à sa résistance jusqu'à ce que l'arme nouvelle ait produit son plein effet. D'autre part, il dépeint la situation militaire sous un jour si favorable qu'il croit pouvoir, sans danger pour la tenue du front terrestre, s'attirer la déclaration de guerre de nations encore neutres.

Comment expliquer ceci? Selon lui l'Allemagne

n'avait aucun moyen politique, économique et militaire de s'opposer aux tentatives de défection de ses alliés; mais, selon lui encore, « si les puissances de la Quadruplice ne s'étaient pas senties enchaînées à l'Allemagne par leur propre volonté ou par la menace d'aller à leur perte certaine, elles l'auraient abandonnée ». On se demande vraiment quel meilleur moyen de pression il pouvait désirer!

En 1916, l'Entente aurait paraît-il, adressé un ultimatum à la Roumanie pour l'obliger à prendre parti. Hindenburg pense qu'un pareil acte d'autorité n'aurait jamais trouvé d'imitateurs de l'autre côté du Rhin, mais il a soin d'ajouter : « sauf en cas de nécessité absolue ». On doit « agir plus honnêtement » vis-à-vis d'une petite nation. Cela est au moins aventuré après ce que nous savons, par Falkenhayn. des raisons qui firent abandonner l'idée d'une exécution militaire de la Roumanie neutre, à la fin de 1915, pour faire choix d'une autre victime — la Serbie — et se frayer une route directe vers l'allié de Constantinople. Cela est non moins aventuré après ce que nous dit Hindenburg lui-même de la survivance en 1918 de projets semblables contre la Roumanie alors vaincue mais ayant fait la paix avec les Empires centraux. Il est vrai qu'à ce moment, les Bulgares étant défaillants, on pouvait craindre de voir les Roumains reprendre les armes et qu'en cette occasion, comme pour l'invasion de la Belgique, comme pour la déclaration

de la guerre elle-même, les Allemands avaient toujours la précieuse ressource d'invoquer la clause de « nécessité absolue ».

Faisant allusion à la bataille de la Somme, Hindenburg pense que, si de grands résultats n'ont pas été réalisés par l'Entente, il faut en « chercher la cause dans une certaine étroitesse d'esprit » du commandement français qui aurait pu être « plus capable et plus ingénieux » et son cerveau moins atteint « d'une certaine infertilité ». Qu'une attaque isolée et toujours reprise sur le même point, ait été, dès 1916, après constatation des résultats négatifs des expériences passées, une entreprise probablement inutile au point de vue de la décision de la guerre, ce n'est pas ici qu'on le contestera, mais il ne faudrait pas oublier que la bataille de la Somme se livrait dans un ensemble; on se battait en Italie, en Macédoine; tout le front russe flambait; la Roumanie, enfin et surtout, entrait en guerre avec ses 600.000 hommes de troupes fraîches; un premier grand succès remporté par elle pouvait changer la face des évènements en obligeant les Allemands à dégarnir considérablement leur front de France; or, ce front déjà faillit craquer. Au surplus, il ne s'agit pas ici de justifier la conception de la bataille de la Somme, mais de marquer les dangers auxquels s'expose Hindenburg en émettant certaines assertions, car, enfin, si la valeur d'une conception stratégique ou tactique se mesure au degré de

réussite de son application, que faut-il conclure de la campagne allemande de 1918?

Au début de cette même année, Hindenburg, discutant les avantages et les inconvénients que pouvait présenter l'attitude défensive, estima que son résultat certain serait « de faire mourir l'armée d'épuisement avant l'ennemi ». Dès lors, on est en droit de trouver étrange qu'en août, déjà vaincu et en tout cas dans l'impossibilité de prétendre à autre chose qu'à se défendre, il ait précisément envisagé d'épuiser son adversaire avant lui.

Il ne doute naturellement pas que l'Entente ait obstinément voulu la guerre à une époque où l'Allemagne, aux intentions pures, n'y songeait point, et, pas davantage, que notre propagande ne se soit évertuée et n'ait pleinement réussi à induire en erreur l'opinion du monde sur le compte des Allemands. Il ne lui vient pas à l'esprit que si le monde est crédule et peut se laisser berner pendant un certain temps, cette duperie ne peut tout de même pas se prolonger, sans cause profonde, pendant des années. Au surplus, son excuse est peut-être d'ignorer combien nous étions nous-mêmes peu satisfaits de notre propagande et combien notre jugement sur notre action extérieure était conforme à ce qu'il pensait de la sienne. Seulement, les faits finissent toujours par s'imposer; il paraît que les gestes allemands étaient tout de même quelque peu différents des gestes français.

Comme beaucoup de ses compatriotes, Hindenburg ajoute créance à toute une série d'assertions que certains faits isolés peuvent justifier, mais dont la généralisation est au moins imprudente. C'est ainsi qu'il croit fermement nos compatriotes capables d'avoir jeté bas les monuments élevés à Saint-Privat en commémoration des hauts faits de la garde prussienne en 1870. Il oppose ces exploits d'iconoclastes à la conduite des officiers allemands s'arrêtant naguère avec respect devant les monuments du Souvenir français édifiés avant 1914 en territoire annexé! Nous avons toute raison de croire à l'inexactitude de l'information d'Hindenburg mais s'il est vrai que quelques denkmals allemands, de ceux sans doute dont le caractère était par trop provocateur, aient été détériorés, le nombre en est certainement très restreint. Les Français d'Alsace-Lorraine, même après 50 ans de domination prussienne, ont plus d'esprit. La statue du prophète Daniel qui, sur le portail de la cathédrale de Metz, emprunte les traits de Guillaume II, est toujours debout, seulement un détail y a été ajouté, un simple écriteau portant cette inscription « Sic transit gloria mundi ». Cette anodine vengeance est mieux du goût de nos compatriotes qu'une destruction imbécile.

Hindenburg s'indigne encore des traitements odieux que nous sommes sensés avoir fait subir à nos prisonniers — le grief est au moins plaisant de la part des Allemands! — mais il convient que cette

conduite est en contradiction avec le caractère de notre race; cela seul aurait dû lui éviter toute généralisation. Et de même, lorsqu'il accuse les troupes indigènes non seulement d'assassiner les blessés mais encore de les martyriser. Les actes de cruauté commis au cours d'une guerre ne sont, hélas! le triste apanage d'aucun peuple, mais s'ils ont toujours existé, au moins ne furent-ils le plus souvent que le fait de quelques égarés. Dès le début de la guerre, l'armée allemande, elle, s'est réservé le privilège d'organiser, par ordre, le massacre des prisonniers, car, un tel ordre, sur papier officiel, daté et signé, est tombé entre nos mains. Nous n'en voulons cependant pas conclure, parce que cela ne serait évidemment pas vrai, que beaucoup d'autres noms pourraient s'ajouter à celui du barbare qui apposa le sien au bas d'un tel document. Si quelques excès que rien n'excuse ont été commis par des indigènes, ils sont sûrement rares, parce que nos troupes de couleur sont infiniment disciplinées.

Quant aux accusations portées par « l'humanité indignée contre ceux qui amenaient sur le sol européen de telles hordes et les engageaient dans une lutte où ils étaient supposés combattre pour l'honneur, la liberté et le droit », elles n'ont jamais existé sérieusement que dans l'imagination des Allemands. L'humanité ne s'est ni indignée, ni même étonnée que nous fassions appel à nos sujets coloniaux pour la défense de la mère patrie, et nous

pourrions sans exagération prétexter de l'absence de tout désordre dans nos possessions d'outre-mer et de l'admirable fidélité au drapeau de tant de Français récents pour nous enorgueillir d'appartenir à une nation capable de susciter si vite d'aussi admirables dévouements.

Hindenburg commet beaucoup d'autres exagérations. Il exagère ou se laisse berner, lorsque, sur la déclaration de quelques soldats grecs capturés le long de la Struma vers la fin de la campagne, il croit que la majeure partie des divisions helléniques sont prêtes à se ranger aux côtés de la Quadruplice pourvu qu'on mette en face d'elles quelques troupes allemandes. Confiant en ces racontars, il prélève sur le front de France, si dépourvu cependant, quelques bataillons qui n'arrivent d'ailleurs à destination qu'après l'effondrement bulgare. Il exagère, quand après la défaite, cherchant une explication plausible à la haine que témoignent désormais leurs anciens amis aux Allemands vaincus, il ne trouve rien de mieux que de signaler l'existence d'une discorde pareille entre soldats de l'Entente sous prétexte que quelques Français, naturellement peu satisfaits d'avoir été pris au cours de l'attaque de mars-avril 1918, rejetèrent sur les Anglais la cause du recul général et de leur propre captivité.

Il exagère souvent aussi la portée des succès allemands. Il a souvenir qu'après Fachoda, il avait demandé à un officier de grade élevé de la marine

britannique pourquoi la flotte anglaise s'était retirée de la Méditerranée : « J'ai eu la directive formelle, lui avait-on répondu, de ne pas exposer la renommée que l'Angleterre s'est acquise à Trafalgar »; et Hindenburg d'affirmer que l'Angleterre ne pardonnera jamais aux marins allemands d'avoir terni, au Scagerrak, la renommée de Trafalgar! Il exagère enfin, ou joue sur les mots, lorsqu'il prétend qu'à la fin de la guerre, « il évacua la Géorgie non parce qu'il y était contraint militairement, mais parce que ses plans économiques n'y étaient plus exécutables, ou tout au moins ne pouvaient plus rien rapporter à l'Allemagne ». Il émet encore une assertion de même nature lorsqu'après notre attaque du 18 juillet et son propre recul sur la ligne Aisne - Vesle, il dit que ses armées n'ont pas été chassées par les armes du saillant de Château-Thierry, mais « contraintes à l'évacuer uniquement parce que la situation y était devenue intolérable faute de communications vers l'arrière ». Cependant, quand le feu dirigé contre les faces du saillant y « rend très difficile l'exercice du commandement », quand l'artillerie adverse « prend sous son feu et à son point le plus sensible, l'unique voie ferrée qui dessert les troupes », quand l'aviation « déverse nuit et jour sur ce chemin de fer une véritable pluie de bombes », quand « les renforts doivent débarquer à Laon et, pour atteindre le champ de bataille, exécuter des marches forcées de plusieurs jours sous peine de ne plus arriver à

temps pour relever leurs camarades épuisés », quand une pareille situation « ne peut durer longtemps sous peine d'user toutes les forces », quand il faut se résoudre à l'évacuation du saillant malgré toutes les conséquences morales de cette décision — « le nom de la Marne correspondant pour la deuxième fois à un renversement de la situation militaire! La France et Paris respirant! Le monde entier impressionné! » — quand tout cela n'est rien auprès de cette nécessité : « sortir de cette situation », il est tout de même risqué de prétendre que la retraite s'effectue de plein gré, pour des raisons secondaires de communication, et non moins exagéré de dire que l'infanterie « sortit de la lutte sans éprouver la sensation d'être vaincue ».

Hindenburg a encore des étonnements qui surprennent de la part d'un homme certainement passionné pour le métier des armes qu'il a si longtemps exercé. Il raconte qu'un canonnier-servant de notre artillerie à très longue portée ayant été fait prisonnier lors de la malheureuse affaire du 27 mai 1918 — malheureuse à ne considérer que ses premières conséquences — avait servi naguère une pièce tirant sur la gare de Laon où nous supposions que se produisaient de grands mouvements de trains. Devenu captif et passant par cette ville, cet homme sollicita l'autorisation d'aller visiter l'objectif de son canon afin de vérifier la position des points de chute de ses projectiles. Hindenburg s'indigne d'un « pareil

manque de sensibilité »; il pourrait tout aussi bien, et même mieux, admirer une aussi belle manifestation de conscience professionnelle.

Hindenburg n'a pas toujours compris non plus, même à l'heure où il écrivit ses « Souvenirs », l'attitude prise à certaines époques de la guerre par le commandement français. Il pense que si, dans le deuxième semestre de 1917, nous n'exécutâmes « que des attaques locales », la raison en fut : « les pertes sanglantes subies au printemps précédent ». Nous en avions d'autres. Notre attitude momentanée résultait de l'adoption récente d'une doctrine stratégique offensive — nous aurons à en reparler — dont l'application exigeait la construction d'un matériel immense et la présence d'effectifs considérables, c'est-à-dire du temps, car, le matériel, l'industrie française ne pouvait le livrer qu'au printemps de 1918, les effectifs, nous les devions trouver en épargnant les nôtres au maximum et en attendant ceux de l'armée américaine.

Ajoutons, en toute justice, qu'Hindenburg — et nous y reviendrons aussi — ne fait pas profession de nier l'évidence; il est si souvent de bonne foi qu'on lui peut aisément pardonner la si haute opinion qu'il a du soldat allemand et de la conduite des opérations allemandes. Certes, son soldat s'est vaillamment battu; il a supporté de dures misères; certes, beaucoup des manœuvres de notre adversaire et beaucoup de ses procédés méritent la plus grande

considération, mais, au demeurant, notre soldat à nous, vivait dans les mêmes tranchées boueuses, dans les mêmes trous d'obus pleins d'eau; il supportait le même feu dévastateur; il attaquait avec une vaillance égale. Les Allemands qui lui trouvaient bonne mine s'ils parvenaient à s'en saisir, en concluaient qu'il était bien nourri, mieux nourri que le leur. Mais qui, dans notre camp, n'a été frappé précisément par l'excellent aspect physique des prisonniers ennemis et qui n'a pas, à cette vue, quelquefois douté des privations qu'on nous assurait être le lot habituel de nos adversaires? Enfin et finalement, à quoi ont abouti les magnifiques manœuvres dont on nous vante la conception et l'exécution? A une capitulation. Il faut donc bien que les nôtres n'aient été ni trop mal conçues, ni trop mal exécutées.



De l'avenir réservé à son pays, que nous dit Hindenburg?

Il adjure ses compatriotes « de nouer solidement le lien du devoir moral qui les rattache les uns aux autres et à la patrie commune, de le renforcer sans cesse, d'en faire une barrière d'airain. Elle les protégera contre la tempête actuellement déchaînée sur le monde européen. Cette tempête, elle est loin de s'apaiser; aucune voix humaine ne sera assez

puissante pour la dompter; aucun traité n'en atténuera la violence. Malheur à eux si la barrière présente jamais la moindre brèche; les vagues populaires de l'Europe s'y engouffreront et détruiront pour toujours la forteresse allemande encore debout ». Si l'obstacle reste intact, au contraire, l'Allemagne ne sera plus forcée « de subir le rôle d'enclume »; qui sait même si elle ne se haussera pas à celui de « marteau »?

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que les différents Etats allemands doivent se serrer de plus en plus en un Etat unitaire, fortement armé? Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'une Allemagne en armes est seule capable de résister aux ennemis qui lui veulent malemort et, au besoin, de les attaquer. D'ailleurs, il n'a lui-même accepté comme un devoir — devoir redoutable, il faut l'avouer — de conserver le le commandement suprême à l'heure où l'armée battue allait se désagrégeant, que pour en sauver les débris et, par là, contribuer au relèvement futur de sa patrie. De ce relèvement, il ne doute pas; il se fera, à la condition que chacun aperçoive nettement le but et le moyen. Le but? « Permettre au peuple allemand d'accomplir dans l'avenir des exploits pareils à ceux du passé ». Le moyen? « Rétablir la grande école d'organisation et de force d'action que l'Allemagne possédait en son ancienne armée ». D'ailleurs, « une instruction militaire soignée épargne à une nation bien des vies humaines

en cas de guerre ». Voilà de quoi dépendra désormais « non seulement la prospérité politique mais encore la prospérité économique de la patrie allemande. Le présent est perdu sans doute, mais il reste l'espoir en l'avenir ».

Or, certains se découragent, Hindenburg, non! L'Allemagne redeviendra grande, non pas en adoptant des « institutions qui lui sont étrangères », mais en revenant à la saine tradition du passé. Ne s'est-elle pas relevée de sa funeste chute de 1806 à 1812? Elle recommencera. « Le flot sauvage qui semble avoir détruit les traditions les plus sacrées s'écoulera; de la mer agitée, la foi de quelques hommes d'assez profonde et puissante pensée pour amalgamer ce qu'il y a de bon dans les idées nouvelles avec les riches trésors du passé, fera surgir de nouveau le roc sur lequel, un demi-siècle durant, s'édifia la puissance allemande : l'Empire. »

Sur cet espoir, se termine le livre d'Hindenburg. C'est à la jeunesse allemande que s'adresse son dernier appel : « A l'œuvre! ».

SES PRINCIPES DE GUERRE

La guerre qu'Hindenburg dit, d'ailleurs, ne pas aimer pour elle-même — les condotierri du moyen-âge n'étaient pas en peine de justifier l'exercice de leur profession par la nécessité de vivre! — quelles qualités lui paraît-elle réclamer de ceux qui la dirigent?

Il place, au premier plan, la volonté. La fermeté de l'esprit et du caractère ont pour lui plus de valeur que les finesses de la pensée; l'énergie dans l'action, conséquence d'une volonté qui se poursuit dans sa conception primitive a plus d'importance que les subtilités de la raison. La guerre exige donc des hommes de forte volonté. Dès son enfance, ses parents se sont appliqués à faire de lui un homme possédant une puissante personnalité dans un corps vigoureux.

En seconde ligne, il met le calme et le sang-froid dans les crises qui sont les conséquences inévitables de la guerre car elles tiennent à sa nature même où règnent l'inconnu et le danger. Qui veut éviter les crises ferait mieux de renoncer à se battre, qui

recule d'effroi devant leur imminence se paralyse soi-même, devient le jouet d'un adversaire plus audacieux et tombe finalement dans une situation plus redoutable que celle qu'il voulait s'épargner. L'art du chef n'est pas de fuir les occasions dangereuses, mais de les dominer.

C'est bien l'homme qui, déjà en temps de paix, assistant, au cours des manœuvres d'armées, à quelque faute d'un subordonné, disait : « Ne vous chagrinez pas; nous ferons autrement ». Citons encore à ce propos l'exemple du 9 août 1917. On sait que, ce jour-là, une attaque anglaise traversa les positions allemandes de part en part, aux abords d'Arras, en y produisant une brèche d'une quinzaine de kilomètres. Au Grand Quartier Général, le désarroi fut d'autant plus grand qu'on faisait à Arras l'essai d'une nouvelle tactique défensive — celle des divisions d'intervention — dont la faillite en la circonstance semblait éclatante. Dès le soir, apprenant que les Anglais n'avaient pas encore exploité leur succès du matin et sachant que ses réserves étaient en marche vers le point dangereux, Hindenburg fut rassuré; « pour lui tout au moins, la crise était finie ».

Des crises, il en avait subi ou provoqué bien d'autres, à cette époque; il en subira et provoquera bien d'autres plus tard et, deux fois seulement, après sa défaite du 8 août 1918 et surtout après l'effondrement bulgare de septembre, il perdra sa

rare sérénité. Crise que Tannenberg où, pendant qu'il écrase l'armée russe de la Narew, tout une autre armée dont à peu près rien ne le sépare peut tomber sur ses arrières. Crise que la première campagne en Pologne du Sud où, menacé de voir sa gauche enveloppée, il décide froidement la retraite! Crise que la deuxième campagne en Pologne du Nord où, cette fois, sa gauche est entourée, sans qu'il doute un instant qu'elle puisse se tirer d'une aussi dangereuse aventure. Crise que toute la première moitié de l'année 1916 où les défaillances succèdent aux défaillances dans l'armée austro-hongroise. Crise encore, et plus aigüe que toutes les autres, la période succédant à la déclaration de guerre roumaine. Crise enfin que l'année 1917 où il ose exécuter sa contre-attaque contre les Russes et son expédition d'Italie à l'heure où ses lignes, sur le front français, menacent d'être enfoncées. A toutes ces crises, il oppose la fermeté de son caractère.

La fermeté du caractère implique l'amour des responsabilités. L'esprit d'Yorck l'inspire en ce domaine, cet esprit que « des critiques superficiels ont si mal compris, qui exige sans doute une grande dureté vis-à-vis de soi-même comme vis-à-vis des autres, mais qui laisse aussi aux subordonnés le droit et le devoir d'agir avec indépendance et initiative ». Voilà l'esprit qu'étant colonel, il s'efforçait déjà d'introduire parmi les cadres de son régiment et qu'il désire toujours voir respecter par les autres en

ce qui le concerne. Rien ne le chagrine plus, à la fin de 1914, au moment de l'expédition en Pologne du Sud, que de retomber sous la férule du Grand Quartier Général, après avoir joui d'une complète indépendance à la tête de la VIII[e] armée en Prusse orientale.

Aussi, ne se fait-il pas faute de proclamer hautement son opinion lorsqu'il juge que l'affaire en vaut la peine. Il dit qu'au début de la guerre, les erreurs commises en France et dont la plus claire conséquence fut de compromettre la réussite d'un plan « sans doute bien établi », ne lui échappèrent point et qu'il n'eût pas manqué, dès l'automne 1914, d'exprimer toute sa pensée à l'Empereur s'il n'avait encore estimé possible la conquête d'une nouvelle victoire. Et il l'eût certainement fait comme il le dit, car, après la Marne, lorsque se posa le problème de la décision à rechercher d'abord, soit en France, soit en Russie, il considéra non seulement comme un droit mais comme un devoir de dire ouvertement ses préférences pour la solution orientale, opinion qu'on ne lui demandait pas.

Avant tout, terrasser puis frapper à mort l'ours russe, telle est, en effet, la grande idée à laquelle il s'est toujours tenacement tenu. La grande faute de la guerre, il croit qu'elle a été commise, à la fin de 1914, lorsque ses chefs du moment n'ont pas compris cette nécessité. Lui-même est parvenu, plus tard, à réaliser sa conception, mais trop tard, à l'heure

où, en France, les Alliés étaient devenus trop nombreux et trop bien organisés. Pendant toute l'année 1915 et la première moitié de l'année 1916, il fut en conflit permanent à ce sujet, avec Falkenhayn, le chef d'Etat-Major général d'alors. L'histoire de ces dix-huit mois de tension entre grands chefs de l'armée allemande tentera bien, quelque jour, un écrivain militaire; elle ne manquera pas d'être instructive. Reste à savoir si, en cette affaire, le feld-maréchal, généralement respectueux des ordres de son empereur, ne fut pas actionné par une volonté plus forte encore que la sienne et que n'embarrassaient pas les mêmes scrupules de discipline.

Son amour des responsabilités se révèle, en bien d'autres circonstances. A propos de la guerre sous-marine à outrance si longtemps différée, il écrit : « Le 9 janvier 1917, notre auguste chef suprême, sur la proposition du Grand Etat-Major et de l'Amirauté, et contrairement à l'avis du chancelier Bethmann-Hollweg, nous donna l'autorisation de commencer la guerre sous-marine sans restriction ». Elle échoua? Sans doute, mais la résolution n'en était pas moins audacieuse et « la grandeur d'un acte ne se mesure qu'à son degré d'audace ». Rien n'est plus admirable que le général jetant au feu sa dernière réserve pour forcer la victoire; Napoléon serait moins grand si, à Waterloo, il avait hésité à engager sa Garde; la destinée d'un capitaine serait

sans gloire, si le succès ne dépendait que de certitudes et non de l'amour des responsabilités.

Des certitudes, la guerre n'en comporte que très peu; les valeurs visibles ne sont qu'une faible part de tout ce qui doit entrer en ligne de compte; le général qui ne s'appuierait que sur elles aurait les plus grandes chances de commettre toutes les fautes. Un simple impondérable — le moral du soldat — est déjà l'un des facteurs dominant du succès.

Naturellement, en ce domaine, le soldat allemand lui semble supérieur à tous les autres et l'infériorité numérique où Hindenburg se débat sur le front russe et, jusqu'au début de 1918 en France, ne lui donne, à cause de cela, aucun souci; il pousse même cette confiance jusqu'à l'aveuglement, jusqu'à ce qu'un jour les évènements l'obligent à s'apercevoir, soudain mais trop tard, que la valeur morale de ses armées n'est plus du tout au niveau qu'il croyait.

En 1917, il décide de se replier sur la position qui, chez nous porte son nom. C'est un vaste recul, une retraite, et, en perspective, à la fois la désillusion de ses armées et celle des armées de ses alliés, l'allégresse des adversaires, un magnifique sujet de propagande pour l'ennemi qui ne manquera pas de présenter ce repli comme la conséquence de la bataille de la Somme, enfin des insinuations aussi certaines que malveillantes contre le Grand Quartier

Général. Il décide de se replier quand même parce que, militairement, il juge le recul nécessaire.

La même année, alors qu'il possède de bien faibles réserves sur le front occidental, alors que de nouvelles attaques anglaises dont celle du 7 juin, à Messines, n'est que l'évident prologue, sont imminentes en Flandres, alors que la France certainement ne restera pas inactive, il n'hésite pas à prélever six divisions pour exécuter contre les Russes la contre-attaque qu'il médite et, cette fois, en finir avec eux comme il le désire ardemment depuis si longtemps. Et cependant combien de gens le sollicitent de ne pas dépenser ses ultimes réserves dans une offensive!

En 1918, c'est encore lui qui propose de faire un appel de paix aux belligérants, d'abord par l'intermédiaire d'une puissance neutre (14 août) puis en s'adressant directement au Président des Etats-Unis (28 septembre). Il sait décidément prendre ses responsabilités.

Certains trouveront même qu'il les prend exagérément. Car, connaissant ses principes sur la nécessité pour un général en chef qui veut forcer la victoire d'engager ses dernières réserves et sachant aussi ses idées sur le gain moral qu'une nation retire, dans l'avenir, des sacrifices consentis par elle à l'heure où elle a perdu tout espoir de vaincre, on a quelque peine à croire que le « souci de maintenir intact l'honneur des armes n'ait pas

exercé une influence prépondérante sur ses pensées » quand il proposa, les premiers pourparlers de paix étant déjà engagés, de continuer une lutte désormais sans issue.



Hindenburg, il nous en prévient, ne nous fait connaître que les idées directrices de ses décisions et passe sur les dispositions ordonnées pour leur mise à exécution. Il nous confie même qu'en certaine circonstance, sa décision se réduisit à un simple geste pour indiquer le sens de la manœuvre à faire. Il a de bonnes raisons, sans doute — et nous tenterons de les découvrir — de se maintenir sur les sommets.

Quoi qu'il en soit, la première de ses règles de conduite est la suivante : « Celui qui peut attaquer et attaque met toutes les chances de son côté; celui qui renonce à agir ou qui est contraint d'y renoncer, est perdu ». C'est l'énoncé d'une vérité militaire vieille comme le monde, à savoir que la défense exclusivement passive est vouée, tôt ou tard, au désastre.

Hindenburg a donc attaqué toutes les fois qu'il l'a pu faire et, pour lui, le pouvoir faire n'a jamais été le résultat d'un minutieux calcul de forces en présence, mais surtout une question de temps; s'il avait des moyens suffisants, même inférieurs, et s'il

était prêt avant son adversaire, il prenait l'offensive.

Il la prend à Tannenberg, à la première bataille de Mazurie, dans les deux campagnes de Pologne, à la deuxième bataille de Mazurie; il désirait la prendre à la fois en mai 1915 et il le pouvait, et en 1916-1917 en France où il ne le put réellement pas; il la prend en Roumanie, en Italie et finalement sur le front occidental en 1918. En revanche, il ne se laisse pas entraîner dans des offensives capables d'absorber les forces qui lui sont indispensables pour répondre aux assauts qu'il subit ou attend sur les fronts essentiels. Au cours de l'hiver 1916-17, les Autrichiens lui soumettent de beaux plans de campagne en Italie et en Macédoine; il les trouve théoriquement parfaits mais juge qu'à l'époque où il va subir les attaques furieuses de l'Entente en France et probablement en Russie, il n'est pas assez fort pour « s'en aller cueillir de faciles lauriers en Vénétie ou sur le Vardar, au risque de voir s'effondrer le front occidental ».

En Russie, ses offensives consistaient en deux attaques conjuguées, appliquées généralement sur les faces d'un saillant ennemi de telle sorte que, si elles étaient couronnées de succès et venaient à se rencontrer, tout était pris qui s'était attardé dans l'extrémité du saillant. Naturellement, en ce cas, plus les deux attaques sont éloignées du sommet, plus le butin est considérable. Cette conception à laquelle il s'est si énergiquement tenu sur le front

oriental qu'elle en devint la cause de tous ses différends avec le Grand Quartier Général, on constate avec étonnement qu'il ne l'applique pas en France, au commencement de l'année 1918.

Etant incontestablement le plus fort à cette époque sur le front occidental, par quelle stratégie nouvelle espère-t-il donc venir à bout de la résistance des Anglo-Français réduits à l'attitude défensive? Jusqu'à quel point compte-t-il pousser sa prochaine victoire?

Pour le savoir, il nous faut relier les révélations éparses dans le livre du feld-maréchal ce qui, entre parenthèses, nous inclinerait à penser déjà, si la narration des faits ne nous en donnait la certitude, qu'Hindenburg n'a pas appliqué, de mars à juillet 1918, un plan préalablement arrêté.

Dès la fin de 1917, il s'est évertué à rassembler face au front de France toutes les forces qu'il a pu extraire des autres théâtres d'opérations. Que compte-t-il leur demander? Il les lancera, en presque totalité, « sur un point, pour l'écraser ». Le reste sera conservé afin que les parties fixes du front « ne courent pas trop de risques ». Ceci revient donc à dire qu'un bélier extrêmement puissant sera mis en mouvement contre une partie de la muraille édifiée par l'ennemi, alors que, partout ailleurs, le front ne sera garni que dans la limite strictement suffisante pour assurer son ordinaire sécurité.

Le bélier mis en branle, que produira-t-il? « Une percée complète » de la muraille « suivie de la lutte en terrain libre » et, en terrain libre, naturellement, Hindenburg ne doute pas de battre son adversaire. Mais, lui objecte-t-on dans son propre camp, ce « but idéal », réussirez-vous à l'atteindre? L'expérience n'a-t-elle pas déjà mainte fois démontré que votre moyen procure des succès plus ou moins grands mais non la décision? Pourquoi seriez-vous plus heureux que vos devanciers?

Et c'est, en effet, tout le problème. Aucune attaque de ce genre n'a réussi jusque-là à devenir décisive; pour qu'elle le devienne, il faut qu'après avoir enfoncé la muraille, elle ne rencontre plus rien ou peu de chose en arrière. Dans le cas contraire, elle est, tôt ou tard, arrêtée. Dans l'acte de la défense contre une tentative isolée de percée, les gardiens immédiats de la muraille ne sont que des acteurs de second plan; les grands premiers rôles sont tenus par les réserves générales du défenseur. Si celui-ci les sait garder puissantes, s'il les dispose de manière à favoriser la rapidité de leur transfert vers les points les plus vraisemblablement menacés, s'il prévoit une bonne organisation des transports et s'il possède enfin le réseau routier et ferré correspondant à leur importance, l'attaque, au début victorieuse, est finalement destinée à échouer.

A la question qui lui est ainsi posée, Hindenburg ne trouve qu'un mot à répondre : « Confiance,

confiance en ses troupes qui, seules, sont capables d'accomplir l'invraisemblable ». L'argument est faible, mais il faut songer qu'Hindenburg n'a jamais attaqué sur le front occidental; il ignore la capacité de résistance comme la puissance manœuvrière de ses adversaires de France; il sait ce qu'il a vu et accompli en Russie, en Roumanie, en Italie, et sa conviction est faite depuis 1915 que, par le procédé qu'il va employer, l'écrasement décisif de la Russie était déjà possible à cette époque lointaine — « ce qui, dit-il, aurait peut-être épargné la lutte de 1918 » — il croit sincèrement qu'il va trouver sur le front occidental des obstacles sinon de même grandeur, du moins de même nature que ceux surmontés là-bas.

Mais, vérité en Russie peut être aussi bien demi-vérité ou même erreur sur d'autres théâtres d'opérations. En Macédoine, par exemple, la conception d'une percée décisive est tout à fait logique parce que le système des voies ferrées et routières, très rudimentaire, ne permet guère d'acheminer les réserves, en temps voulu, vers la partie menacée de la muraille. La même conception est déjà beaucoup moins soutenable en Russie où le réseau des communications est plus développé; elle ne l'est plus du tout en France — avec les moyens de guerre employés en 1918 cela va sans dire — parce que nos routes et nos chemins de fer, sans parler de nos moyens de transport, sont infiniment nombreux et puissants.

En France, et en 1918, une percée décisive ne se pouvait réellement effectuer qu'après avoir, au préalable, démuni le défenseur de la majeure partie de ses réserves générales. La stratégie devait donc y obliger d'abord ces réserves à venir se diluer sur le front puis à y demeurer. Ensuite, mais ensuite seulement, on pouvait songer à pratiquer, sur un autre point, la percée décisive.

Pour résoudre la première partie du problème, force était de procéder à une série d'attaques ayant pour objet, non de pousser très loin, mais d'aspirer pour ainsi dire les réserves générales de l'adversaire. Il fallait d'autant plus s'y garder de courir jusqu'à perdre haleine qu'on devait davantage économiser les forces des hommes, pour que ces mêmes hommes pussent longtemps soutenir l'action offensive et maintenir les réserves ennemies à la bataille. En revanche, il fallait user du matériel sans ménagement; plus il serait puissant, moins on aurait besoin de soldats et plus il en resterait pour l'attaque finale.

Hindenburg lui, n'envisage l'éventualité d'avoir à livrer plusieurs attaques que comme un pis aller. Intérieurement, il est convaincu qu'il n'en arrivera pas à cette extrémité. Nous en avons pour preuve l'assurance avec laquelle « il croit pouvoir affirmer que les Américains n'arriveront pas à temps ». Néanmoins, il envisage cette désagréable hypothèse : « Si un premier coup ne suffit pas, il lancera d'autres

coups, jusqu'au bout, jusqu'à la percée ». La vraie doctrine pourrait naître de ce pis-aller mais grevée de trois lourdes hypothèques :

a) Il est clair, en effet, qu'en visant du premier coup à la décision, on ne se croira jamais trop fort pour tenter l'entreprise; on y emploiera donc le maximum des réserves, si bien que, l'échec venu, le deuxième coup sera moins puissant que le premier; et ainsi de suite. Bien plus ce deuxième coup se fera d'autant plus attendre que, tout espoir ayant été placé dans le précédent, on l'aura moins préparé. C'est à peu près le contraire de ce qu'il faudrait faire. Veut-on confirmation de cette prévision ? Voici ce qu'écrit Hindenburg à propos de la préparation de son attaque du 15 juillet : « Nous avions naturellement intérêt à commencer au plus tôt nos nouvelles opérations car, en raison de l'arrivée prochaine des Américains, le temps ne travaillait pas pour nous, mais contre nous. Etablir une juste balance entre la nécessité de préparer nos offensives et les exigences de la situation générale était un devoir qui incombait au Grand Quartier Général et constituait certainement la partie la plus délicate de sa tâche. Abstraction faite des préparatifs purement tactiques — apport et mise en place de tous les moyens de combat, par exemple — nous ne devions cependant pas perdre de vue, si pressante que fût la situation générale, les difficultés que rencontrait le commandement subordonné, après chaque

bataille, pour reconstituer ses unités en vue de nouveaux combats. Ces considérations nous obligèrent à reculer jusqu'au 15 juillet le déclenchement de la bataille de Reims ».

b) Il est non moins certain que, si l'assaillant se met sur la défensive dès qu'une de ses attaques ne réalise plus de progrès, le défenseur ne tarde pas à s'apercevoir de cette inaction et en profite pour récupérer une partie des forces engagées sous la pression du danger; il les met en réserve, les réorganise et les rend bientôt aptes à de nouveaux combats. Or, si l'attaque a été poussée jusqu'à bout de souffle, que peuvent faire les divisions d'assaut lorsqu'elles sont arrêtées, si ce n'est se fixer définitivement? Certes, l'assaillant les peut relever par des unités fraîches mais celles-ci, à leur tour, manquent à l'attaque suivante.

c) Enfin, si l'intervalle entre deux attaques successives se prolonge par trop, le défenseur a encore tout loisir de récupérer des forces et de les remettre en bonnes conditions. Tout est donc à recommencer pour l'assaillant.

Cela, Hindenburg ne l'a pas vu de prime abord. C'est seulement après que les grandes actions entamées le 21 mars en Picardie et le 9 avril dans les Flandres se furent définitivement amorties contre la digue franco-anglaise qu'il entrevit enfin la stratégie qui convenait au cas particulier d'une

victoire à remporter contre un adversaire puissamment fortifié, n'ayant aucune aile qui se puisse manœuvrer et disposant d'une vaste réseau de communications. « Nous voulions, dit-il, par des coups localisés et se succédant rapidement, ébranler l'édifice ennemi jusqu'à ce que, finalement, il s'écroule. » Nous voilà donc parvenus, à peu près, à la notion exacte de ce qu'il fallait faire, mais Hindenburg a trop tardé; il n'est plus en état d'appliquer sa formule. Le 21 mars en effet, hypnotisé par l'idée de percée décisive, il a accumulé la plus grande partie de ses disponibilités dans l'opération dont il n'a pas voulu convenir que toutes les expériences passées faisaient prévoir le sort malheureux. Grâce à quelques ressources encore conservées, grâce à des relèves de divisions occupant précédemment des secteurs tranquilles, grâce au rappel de quelques unités non ou peu engagées et à des apports venant de Russie, il peut encore assez rapidement organiser son offensive du 9 avril, mais celle-là aussi s'arrête bientôt. Dès lors, Hindenburg est bien en peine; il n'a rien prévu et n'a d'ailleurs, pour assaillir le nouvel objectif qu'il s'est fixé — le Chemin des Dames — que peu de moyens immédiatement disponibles; il lui faut préparer, de toute pièce et au prix de temps, l'action qui aboutit, le 27 mai seulement, à une troisième attaque; elle est encore endiguée. Dès lors, ce n'est plus que le 15 juillet, qu'il parvient à en lancer une quatrième

à l'assaut de nos lignes, de part et d'autre de Reims

L'intervalle séparant deux attaques successives s'accroît donc sans cesse; de trois semaines à peine au début, il passe à sept semaines, puis davantage. Comme d'autre part, les fronts d'attaque se stabilisent chaque fois, les Alliés rencontrent de moins en moins de difficultés à refaire celles de leurs grandes unités éprouvées par les batailles précédentes; aux attaques qui s'espacent, ils peuvent de mieux en mieux répondre par des réserves sans cesse renaissantes; par surcroît, l'afflux des divisions américaines instruites pour le combat grandit toujours. Dans de telles conditions, le redoublement des coups n'a plus aucune chance de réaliser son but.

La preuve qu'Hindenburg n'a pas compris la stratégie inaugurée par les Alliés à partir du 18 juillet — stratégie prévue en ses modalités dès la fin de 1915, en tout cas en 1916, adoptée en 1917, préparée à partir de cette date et retardée seulement par la construction du matériel immense qu'exigeait son application — cette preuve, il nous la fournit lui-même en prêtant au maréchal Foch, et dès le début de nos propres offensives, sa conception personnelle de la percée; il lui reproche de n'avoir pas poussé son attaque du 8 août à corps perdu, ce qui aurait permis aux Anglo-Français d'atteindre la Somme dès le lendemain; il se réjouit de ce que les

réserves qu'il a hâtivement dépêchées soient parvenues dans les journées suivantes à modérer notre avance! Donc, il n'a pas vu que notre souci n'était aucunement de faire de grands gains de terrain mais précisément et uniquement de l'obliger, lui, commandant en chef allemand, à se démunir peu à peu de la seule arme d'un commandant en chef — ses réserves générales — pour l'envoyer dans la fournaise, y rester et y fondre.

A la conduite prudente de notre commandement qui vise un but, l'obtient, ne le dépasse pas, et commande ainsi aux événements, que l'on compare celle d'Hindenburg après son offensive du 27 mai. Comptant « seulement atteindre la ligne : Aisne-Vesle », il est « entraîné beaucoup plus loin qu'il ne le désire »; son « avance inattendue soulève de nouvelles espérances et fait entrevoir de nouveaux objectifs » — la prise de Reims, sans doute — « que l'épuisement progressif des forces assaillantes ne permet pas d'atteindre ». Nous voilà bien, une fois de plus, en face de l'idée de percée décisive avant que le moment soit venu de la réaliser.

Hindenburg encore n'a pas compris la stratégie du maréchal Foch lorsqu'après le 18 juillet et même plus tard, il se leurre du vain espoir — sans trop y croire cependant — que nous allons cesser nos assauts et, partant, le laisser tranquillement se reconstituer. Non! notre haut commandement savait trop pour l'avoir lui-même heureusement éprouvé,

« avec quelle rapidité le soldat reprend ses forces s'il peut dormir à son aise pendant quelques jours, s'il est ravitaillé, s'il jouit d'un véritable repos que ne troublent ni bombes ni obus ». C'est précisément ce qu'il ne voulait pas permettre aux Allemands. Non, ce n'était pas par caprice ou hasard que se précipitaient les attaques françaises, anglaises, américaines, des 18 juillet, 8 août, 20 août, 26 août, 12 et 26 septembre, etc..., et que, sur aucun des fronts intéressés par les attaques antérieures, la lutte ne cessait; il fallait que, sans répit et sans pouvoir rien retirer du feu, l'ennemi fût obligé de puiser toujours davantage dans ses réserves et que, finalement il en vînt à ne plus pouvoir rien opposer à notre dernier assaut passé au delà de ses premières lignes à la recherche de la décision. Au moment où l'adversaire ne pourrait plus compter sur rien d'autre que la résistance du fragile écran de ses tranchées, il serait perdu, car la résistance d'un front, si bien fortifié qu'il soit, peut toujours être surmontée; il suffit d'accumuler pour sa conquête le matériel nécessaire aux bouleversements de ses organisations et à l'accablement de ses défenseurs.

A la fin d'octobre, Hindenburg s'exclamait tristement : « Si seulement nous pouvions avoir quelques divisions allemandes fraîches, nous ferions de grandes choses! » Là, en effet, était le salut, mais ces divisions, par sa faute, il ne les avait plus.

Au demeurant, la stratégie des Alliés se déroula

bien à leur gré comme le montrent les données suivantes : au 18 juillet, les Allemands avaient 65 divisions réservées dont 34 fraîches[1]; au 8 août, 68 divisions en réserve, dont 28 fraîches, au 12 septembre 68 réservées, 14 fraîches; au 1er octobre 31 réservées, 14 fraîches; au 1er novembre 31 réservées, 5 fraîches; au 11 novembre 17 réservées, 2 fraîches.

34, 28, 14, 5, 2! On voit avec quelle rapidité décrut, à partir du 18 juillet, le nombre des divisions fraîches, les seules capables de figurer honorablement dans une grande bataille. Au 11 novembre, l'armée allemande était donc bien dans l'impossibilité absolue de se défendre. Or, à la même date, les Alliés disposaient de 103 divisions en réserve, dont les deux tiers environ en état de combattre immédiatement[2]. Tandis que l'armée allemande allait rester pressée depuis la mer du Nord jusqu'au nord-est de Verdun, une nouvelle opération offensive dont le premier échelon comporterait à lui seul 25 à 30 divisions, allait partir dans le sud-est de Metz, le 14 novembre, en direction de la Sarre. On peut

[1] Nous entendons par ce vocable les divisions sorties depuis assez longtemps d'une grande bataille pour pouvoir être engagées de nouveau, leur réorganisation effectuée.

[2] Les réserves alliées sur le front français étaient en progression constante depuis le 1er juillet :

1er juillet,	65	divisions	sur un total de	192
15 juillet,	70	—	—	194
15 octobre,	88	—	—	205
11 nov.,	103	—	—	205

l'assurer avec une rigoureuse certitude, cette attaque eût été la dernière, car rien ne pouvait plus s'opposer à l'exploitation décisive de sa percée.

Hindenburg a grand tort de prétendre, quelque part, que notre commandement « n'avait cure du sang répandu » car c'est bien le sentiment contraire qui, le 11 novembre, fit agréer sa capitulation et le sauva d'un désastre dont l'histoire n'aurait encore fourni aucun exemple.



La stratégie qui réussit à faire plier les genoux à l'armée allemande s'est présentée, par la force des événements, non comme l'application d'une initiative des Alliés, mais comme une riposte à de puissantes attaques ennemies préalablement endiguées. Qu'aurait-elle donné dans les conditions où nous la préparions depuis 1917, c'est-à-dire contre un adversaire résolu à demeurer sur ses positions et décidé à parer les coups?

Hindenburg a envisagé la solution de la défensive avant de se décider à sa grande attaque de mars 1918; il l'a repoussée résolument : « L'armée serait morte d'épuisement avant l'ennemi ». Et cela est en effet probable, parce que, au cours de la série d'attaques que nous avions prévues sur des fronts organisés en conséquence et dont l'exécution devait être extrêmement rapide, rien n'aurait pu sauver les

réserves allemandes de l'attraction vers le front et, ces réserves épuisées, rien non plus n'aurait pu nous empêcher d'exploiter notre ultime succès. Seulement nous aurions dû attendre d'être encore plus forts grâce aux Américains, grâce à la sortie complète de nos usines des matériels commandés pendant l'année précédente; les Allemands auraient gagné du temps et c'eût été déjà beaucoup pour eux.

Le sort de la guerre ne se serait peut-être réglé qu'au printemps de l'année 1919. Il n'en eût pas été changé, car, une fois nos opérations commencées, peut-être nos premières attaques, s'exerçant contre un adversaire non encore démoralisé par d'apparents mais vains succès, auraient-elles été plus dures que celles de 1918, mais leur implacable succession, selon les prévisions d'un plan bien arrêté au lieu d'être en partie improvisé, eût bientôt amené dans l'armée allemande une crise analogue à celle qui y sévit à partir du 8 août 1918.

A la fin de juin de la dite année, passant en revue les résultats obtenus par les trois grandes offensives qu'il a déjà livrées, Hindenburg constate que « ses armées ont accompli des exploits inconnus depuis 1914, qu'elles ont gagné un terrain considérable, fait un riche butin, infligé de lourdes pertes à leurs adversaires, montré que leur vieil esprit offensif ne s'était pas émoussé au cours de longues années de défensive; les différentes armes ont joué d'accord dans le formidable concert; depuis Kœniggrætz et

Sedan, l'armée allemande n'a donc pas changé »; elle demeure un si superbe instrument de combat que « son chef se sent lui-même rempli d'enthousiasme comme au temps de sa lointaine jeunesse ». Que sont cependant les résultats obtenus? « La puissance militaire et politique de l'Entente n'est pas frappée au cœur. L'ennemi n'est nullement disposé à consentir des concessions; chaque défaite semble renforcer sa volonté ; la conduite de ses hommes d'Etat a quelque chose d'impressionnant » ; l'aide américaine a déjà commencé à se faire sentir à Château-Thierry, où « les jeunes troupes de l'Union, si elles se sont révélées maladroites au combat, ont du moins fait preuve d'une puissante volonté »; la force de leurs effectifs a, d'ailleurs, produit une « pénible impression de surprise » sur les unités allemandes de même ordre. « On ne peut entrevoir la fin de la guerre. »

Ainsi donc, possesseur d'un instrument, parfait de son propre aveu, le Haut Commandement allemand se déclare, déjà en juin, impuissant à résoudre le problème de la victoire, évidemment susceptible de solution cependant. Quelle preuve meilleure peut-il nous fournir de l'insuffisance de ses conceptions à propos de la grande bataille de France? Car à quoi en pourrait-on attribuer l'échec? Au hasard? A la fortune adverse ? Hindenburg n'y croit pas lui-même. « On est toujours trop facilement porté à attribuer un rôle considérable au hasard dans les

événements militaires. En faisant usage de ce mot, on enlève à la guerre sa fière grandeur; on la ravale au rang d'un jeu de hasard. Je n'ai jamais eu l'impression qu'elle eût ce caractère. Toujours et partout, dans les évènements et les résultats de la guerre mondiale, j'ai constaté une suite impérieuse de conséquences s'enchaînant les unes les autres avec une logique impitoyable. » Alors?



Des conceptions d'Hindenburg, nous n'avons jusqu'ici examiné que l'ensemble; il est intéressant d'en discuter encore avec lui, quelques points particuliers.

Son premier coup, le plus violent, celui qu'il a le plus ferme espoir de voir aboutir au succès, sur quel point le dirige-t-il, et pourquoi ce point? Cela, dit-il, lui est indifférent « aussi bien politiquement que militairement ». Anglais ou Français, peu importe. Affirmation singulière! En admettant qu'au point de vue des difficultés militaires, il n'y ait aucune distinction à faire entre les deux armées, il n'en reste pas moins que les Anglais tiennent une certaine partie du front et les Français l'autre partie; tous les points de la ligne ne sont évidemment pas également favorables à l'attaque, tous ne conduisent pas à des régions d'importance stratégique égale. Hindenburg se charge, d'ailleurs, de réfuter admira-

blement ses premiers dires. L'Anglais « est assurément moins habile au combat que son allié, il s'adapte mal aux changements brusques de situation, il travaille trop schématiquement, il a déjà fait preuve dans l'offensive de faiblesses qui se doivent aussi retrouver dans la défensive ». Le Français « est plus habile dans la bataille, mais il est moins obstiné dans la défense. En revanche, chefs et soldats allemands considèrent l'artillerie française comme un redoutable adversaire, le principal adversaire ».

Si l'on attaque les Français d'abord, ils agiront, comme les expériences précédentes l'ont montré, « avec plus de rapidité et de décision », c'est-à-dire qu'ils se débrouilleront mieux pour amener leurs réserves au bon endroit, que cet endroit intéresse leur front ou celui de leur allié. Et c'est pourquoi la première attaque, — en son for intérieur, Hindenburg pense bien que ce sera la seule — portera contre les Anglais. Si ce ne sont là considérations militaires, on se demande vraiment comment les qualifier.

Quant au choix de la partie du front à assaillir, il n'est influencé que par des données bien secondaires : la plus ou moins grande densité des forces d'occupation, telle du moins qu'on la croit connaître! Des heureuses conséquences stratégiques que pourrait avoir une direction bien choisie après un premier succès tactique, il n'est pas question. Sans

doute, suppose-t-on qu'une fois la lutte transportée en terrain libre, le front du défenseur ne sera plus continu et qu'on pourra manœuvrer contre un adversaire présentant une aile débordable. Ce n'est qu'à la fin de mars, lorsque la gauche et le centre de son groupe d'attaque sont parvenus à Montdidier et en face de Villers-Bretonneux qu'Hindenburg comprend toute la portée stratégique possible du succès tactique qu'il vient de remporter. « En avant! direction Amiens, pour rejeter les Français d'un côté et les Anglais de l'autre. » A chacun de ses soldats, il voudrait pouvoir crier : « Pousse sur Amiens, fais un suprême effort; Amiens sera peut-être la victoire décisive. Empare-toi tout au moins de Villers-Bretonneux afin que, des hauteurs avoisinantes, nous puissions écraser Amiens avec la masse de notre artillerie lourde ». Amiens, ce nœud qui relie la France en armes à l'Angleterre en armes! Mais son espoir est vain; « les Français sont survenus, leurs attaques successives et leur artillerie si habile dans la bataille, sauvent la situation de leur allié en même temps que la leur ». Le 4 avril, après un nouvel assaut infructueux sur Villers, il s'écrie mélancoliquement : « La grande bataille de France est terminée! ».

Et de même pour l'attaque du 9 avril entre La Bassée et Ypres; cette fois-ci ce sont bien encore les Anglais qui sont visés, ce sont bien des considérations de densité de forces d'occupation qui

déterminent le choix du front d'attaque — les réserves anglaises existant en mars dans cette région ont filé vers le sud et la partie centrale de la ligne est occupée par les Portugais dont on escompte la faible capacité de résistance — mais on y ajoute un objectif stratégique : Cassel, puis la côte. « Si, dans les Flandres, nous réussissons à n'avoir que l'armée anglaise en face de nous, alors nous aurons toutes chances de remporter un grand succès. Qu'elle ne reçoive aucun secours de l'armée française et l'Angleterre sera peut-être perdue. » Or, les Français sont loin. Malgré la distance, ils viennent tout de même au secours de leurs partenaires. « Serrant les dents de rage contre leur allié qui a perdu le Kemmel, les renforts français s'efforcent de nous arracher ce point d'appui. C'est en vain, mais nos derniers assauts de la fin d'avril ne parviennent pas non plus à percer les nouvelles positions anglo-françaises. Le 1er mai, nous revenons à la défensive dans les Flandres ou plus exactement, nous suspendons notre offensive, du moins nous l'espérions alors. Par deux fois, la France avait sauvé l'Angleterre en pleine crise. »

Il ne faut pas que cela se renouvelle. Quelles perspectives si l'on pouvait reprendre l'attaque en Flandres après avoir obligé les Français à rappeler leurs divisions du Nord et à n'en pas envoyer de nouvelles! Les Allemands se voient déjà sur les côtes de la Manche ayant, à portée de leurs coups,

les artères vitales de l'Angleterre dont ils pourront attaquer les lignes de communications maritimes; ils pourront même « prendre sous le feu de leurs pièces à longue portée une partie de la côte méridionale de la Grande-Bretagne ». Que « la technique allemande apporte encore un léger perfectionnement aux pièces qui, de la région de Laon, tirent sur Paris, et Londres, le plus grand centre commercial et politique anglais, sera bombardé depuis Calais ». Décidément, « la fin de la guerre dépend de l'heureuse issue de l'attaque contre l'aile nord anglaise ».

Seulement, il faut d'abord « séparer les deux amis qui combattent côte à côte dans les Flandres » et les séparer de telle sorte qu'ils ne se joignent jamais plus. « Il sera plus facile de battre les Anglais si les Français sont loin d'eux. » On va donc provoquer une crise dans l'armée française en l'attaquant tout d'abord. Où? Dans la région du front la plus sensible, celle qui mène à Paris. « L'atmosphère de la capitale est chargée d'électricité »; l'orage est imminent; « ce que les obus et les bombes d'avion ne sont pas arrivés à faire », la menace toute proche des armées allemandes le fera. On attaquera donc dans la région de Soissons; au surplus, c'est là que, d'après les renseignements, les positions françaises sont le plus faiblement occupées; cette faiblesse compensera les difficultés du terrain.

Voilà le raisonnement; dans sa partie théorique,

il est rigoureusement exact; toute attaque a pour immédiat effet d'aspirer les réserves du défenseur et une attaque dans la direction de Paris — direction ultra-sensible, en effet, pour les Français — semblait même devoir produire un effet d'aspiration supérieur à tout autre, mais, par compensation Hindenburg n'aurait pas dû oublier que la région de Paris est aussi celle qui, de beaucoup, est la mieux outillée en voies ferrées et en routes pour de rapides et puissants transports. Or, c'est là que sont rassemblées les réserves françaises. Dès le moment où cesserait la pression allemande contre l'armée française, les divisions venues à la bataille et non encore engagées, celles appelées d'autres secteurs, n'auraient plus qu'un bond bien court à effectuer pour se porter à la rescousse des Anglais menacés à leur tour. Tous les moyens de transport seraient utilisables: trains, convois automobiles, même la voie de terre.

Au risque d'attirer quelques divisions de moins, Hindenburg aurait agi prudemment en faisant choix d'une autre partie du front pour attirer les réserves françaises. La Haute-Alsace, en particulier, était indiquée. Non seulement la conquête de la partie du territoire naguère annexé que l'armée française occupait encore pouvait avoir un certain retentissement, non seulement nous ne pouvions pas laisser prendre Belfort, mais le temps que nos réserves auraient dû mettre pour se transporter, par voies ferrées exclusivement, de Belfort à Cassel, pouvait

procurer le délai nécessaire à la mise hors de cause de la gauche anglaise.

On sait ce que produisit l'attaque du 27 mai : un immense saillant s'avançant à l'intérieur des positions françaises jusqu'à la Marne qui coule de Dormans à Château-Thierry, saillant dont la base était formée par Soissons pris par les Allemands et Reims demeuré entre nos mains, saillant dangereux pour le vainqueur au même titre que l'étaient déjà ceux des Flandres et de Montdidier. En résumé, les trois premières attaques allemandes avaient eu, toute proportion de gain de terrain mise à part, le sort de toutes celles qui, de part et d'autre, avaient été jusque là tentées.

A la guerre, tout s'enchaîne, il est rare qu'une faute ne trouve pas bientôt sa peine. Hindenburg en laissant ses troupes pousser, à la fin de mai, plus loin qu'il n'avait projeté, en courant avec elles à la poursuite de sa chimère de percée décisive, les avait placées dans une situation tactiquement déplorable. Dans la vaste hernie de Château-Thierry-Dormans, ses armées ne s'alimentaient — et il faut comprendre par là non seulement les vivres, mais tout ce qui est nécessaire pour subsister militairement — que par une seule voie ferrée, non à l'abri du canon, ni surtout de l'aviation française. A l'extrême rigueur, cela pouvait suffire, si le front demeurait calme; c'était tout à fait insuffisant pour livrer bataille.

La situation serait sensiblement améliorée si l'on s'emparait de Reims et de la Montagne de même nom, située au sud. L'œuvre « incomplète et inachevée » du 27 mai exigeait impérieusement cet achèvement. De là, et uniquement de là, l'attaque du 15 juillet. Ludendorff avoue, à défaut d'Hindenburg, qu'au G. Q. G. allemand on savait, à la fin de juin, les réserves françaises extrêmement réduites, malgré le rappel des divisions précédemment engagées dans le Nord; on devinait, il est vrai, la présence en France d'une vingtaine de divisions américaines, mais encore incapables de se battre autrement qu'encadrées par des unités franco-britanniques; le but était donc atteint qu'on s'était proposé en attaquant au Chemin des Dames; le moment était venu de tomber sur la gauche anglaise.

Il eût été venu, si l'on n'avait auparavant commis la faute de s'enfoncer dans le saillant de Château-Thierry, dont, avant toute chose, il fallait maintenant, et à tout prix, élargir la base. Hindenburg a beau colorer la décision d'attaquer, le 15 juillet, de part et d'autre de Reims, de la même raison — séparation des Anglais et des Français — qui lui avait fait entreprendre son opération du 27 mai, il n'ajoute qu'un argument bien faible à la cause essentielle de sa nouvelle attaque : pouvoir vivre dans la conquête du 27 mai, où, pour le moment, « il meurt d'étouffement ».

L'opération dont la prise de Reims devait être la conséquence est donc improvisée. Au début, on ne prétend enlever cette ville avec la Montagne située au sud, que par une action dirigée contre la face ouest du saillant de Reims; on y associera cependant un passage de la Marne vers Dormans suivi d'un rabattement vers l'amont de la rivière afin de protéger du canon français de la rive sud, l'aile des forces attaquant d'ouest en Est, par la rive nord.

Ce franchissement de la Marne n'est pas considéré comme une entreprise trop audacieuse — que de fleuves plus larges et plus profonds n'a-t-on pas passés de vive force sur le front oriental? La Dwina, le Danube, pour ne parler que de ceux-là — mais on convient cependant que, s'il est relativement facile de sauter sur l'autre bord, il sera beaucoup moins simple d'y progresser suffisamment pour que les ponts destinés à l'artillerie, aux munitions, aux vivres et aux matériaux divers, ne restent pas sous le feu de l'artillerie française.

Cette conception de l'opération nous apparaît, malgré tout, encore bien vaste pour son objet, car, au demeurant, grimper sur la face ouest de la Montagne de Reims n'exigeait pas de passer la Marne parce qu'il n'était point nécessaire d'avancer l'aile droite de l'attaque principale jusqu'à la vallée. La vérité est que, comme toujours, les visées initiales se muèrent bientôt en prétentions plus ambitieuses;

la percée décisive continuait à hanter les cerveaux au G. Q. G. où l'on ne semble vraiment pas s'être douté que plus de sept semaines s'écouleraient entre la nouvelle attaque et la précédente, semaines dont l'Entente devait raisonnablement tirer profit pour se réorganiser.

Hindenburg prend donc la résolution de compléter l'attaque prévue sur la face ouest du saillant de Reims par une autre sur la face Est, celle de Champagne. On attaquera même plus loin : des Monts de Champagne à l'Aisne, dans « l'espoir de pousser jusqu'à Châlons-sur-Marne ». Quelles brillantes perspectives en cas de succès ! Toute l'armée française qui défend Reims et la montagne au sud-ouest capturée ; la ligne de la Marne, débordée entre Dormans et Épernay, et inutilisable comme défense pour les Français ; tout le front entre Châlons et Saint-Mihiel dans l'obligation de se replier ; Verdun abandonné. Tout espoir est permis.

En une nuit, la résistance de notre 4e armée en Champagne, de notre 5e armée à Reims et au sud-ouest, font crouler tous ces vastes projets. On sait que la 4e armée, installée depuis longtemps sur un terrain couvert de fortifications, inaugura, le 15 juillet, une tactique nouvelle, consistant à ne laisser qu'un rideau sur sa première position — la seule sur laquelle s'acharna l'artillerie allemande — et à reporter sa défense effective sur une deuxième

position assez éloignée pour être à l'abri des coups de la majorité des canons ennemis[1].

Hindenburg feint de croire que cette tactique a été improvisée dans la demi-heure qui précéda l'attaque, « grâce à la trahison de quelques soldats allemands » capturés aux Monts de Champagne! Le feld-maréchal, il faut le reconnaître, est généralement économe d'arguments aussi enfantins. En fait, nous avions depuis longtemps percé à jour ses préparatifs d'attaque, car nous étions devenus plus habiles à les reconnaître; les quelques prisonniers faits à Moronviliers n'indiquèrent que l'heure de l'assaut et rien de plus. Leur renseignement parvint à une armée alertée depuis plusieurs jours, renforcée à souhait en divisions et en artillerie, disposée pour recevoir l'assaut sur les positions où elle le devait recevoir, conformément à des instructions datant de la fin de 1917, et dont l'application dans le cas particulier avait été soigneusement contrôlée par le maréchal Pétain lui-même. Personne ne pourra croire que de telles dispositions se soient pu prendre en quelques minutes, ni même en quelques jours.

La vérité toute simple est que nous avons adapté à un genre spécial d'attaque le mode de défense

[1] La même tactique ne pouvait être appliquée à la 5e armée, venue depuis le début de juin sur un terrain neuf, parce que sa deuxième position n'était encore qu'ébauchée. En revanche, cette armée devait trouver, dans la nature boisée de la Montagne de Reims, un terrain spécialement favorable à la défense pied à pied.

qui convenait pour en neutraliser les effets. Le principe, comme on vient de le dire, en avait été posé depuis longtemps; seulement, dans l'armée française comme dans l'armée allemande, « le passage d'une conception tactique à une autre qui provoque, déjà en temps de paix, une certaine crise » ne s'effectue que lentement. « Chez les uns, elle donne lieu à des exagérations dans l'application; chez d'autres, elle se heurte à un engouement, obstiné et difficile à vaincre, pour les principes anciens ». Il est souvent nécessaire d'intervenir énergiquement, pour triompher « de la paresse de pensée et de l'apathie naturelle à l'humanité ». Hindenburg l'a éprouvé puisque c'est lui qui parle ainsi; dans l'armée française, six mois avaient été nécessaires pour imposer la doctrine défensive nouvelle et en régler l'application.

Peut-être ne faut-il pas le regretter, tout procédé systématiquement employé perd bientôt sa valeur; sa puissance de surprise est éphémère; appliqué plus tôt, le retrait volontaire sur la deuxième position aurait été couronné de succès une fois, deux fois, et si, à ce moment, nous n'avions pas été en mesure de saisir l'initiative des opérations, qui sait quelle nouvelle forme d'attaque l'ennemi nous aurait réservée?

Quoiqu'il en soit, dès le 16 juillet, Hindenburg déclare que, la prise de Châlons apparaissant « comme incertaine et lointaine », il doit arrêter

l'attaque. De même, au sud de la Marne, « il est obligé de passer à la défensive ». L'échec est complet, mais comme il n'ose pas se l'avouer, il songe à « tout au moins prendre Reims dont l'enlèvement ne sera peut-être pas sans produire une profonde impression sur l'ennemi ». Que d'espoirs plus vastes anéantis! Ce dernier même ne sera pas satisfait! Dès le 17, les Allemands sont si vivement pressés au sud de Dormans, que la moindre circonstance malheureuse peut tourner à la catastrophe; il faut donc se replier; l'ordre sera exécuté dans la nuit du 20 au 21 juillet. Enfin, sur les confins occidentaux de la Montagne de Reims, la résistance de l'adversaire est si puissante et ses contre-attaques si vigoureuses, qu'on doit abandonner toute idée de le repousser. Reims, une fois de plus et définitivement, échappe aux convoitises de ses assaillants.

Hindenburg, avec sa générale bonne foi, avoue l'insuccès absolu de sa quatrième grande attaque; mais il lui reste encore une espérance; peut-être les Français sont-ils suffisamment fixés pour n'avoir pas le temps de voler au secours des Anglais que les Allemands vont maintenant attaquer en Flandres. Dès le 17 au soir, Ludendorff part pour le quartier général du prince Ruprecht de Bavière, à l'effet d'y surveiller les derniers préparatifs du nouvel et probablement décisif assaut.

Le coup de tonnerre du 18 juillet l'en rappelle bientôt et, à sa suite, les troupes destinées à l'écra-

sement des Anglais. La grande bataille offensive de France est désormais bien terminée pour les Allemands; les rôles vont s'inverser. Il faut bien, pour que les choses en soient venues à ce point, qu'il y ait eu quelques faiblesses dans les plans du Haut Commandement et nous pensons avoir indiqué plus haut les principales.



La surprise du 18 juillet, entre bien d'autres conséquences, a celle de vider entièrement d'ennemis le saillant de Château-Thierry - Dormans, d'obliger les Allemands à se replier sur la ligne Aisne - Vesle, et, pour ce faire, on doit appeler à l'aide toutes les disponibilités y compris celles destinées à l'attaque des Flandres; désormais Hindenburg est donc partout réduit à la défensive.

Il ne s'illusionne pas sur les suites possibles de ce revirement dans la situation. « Nous avions dû céder à nos adversaires l'initiative des opérations, et nous n'avions pas, pour le moment, les forces suffisantes pour la lui reprendre. Le général Foch était délivré de l'influence que la menace de l'offensive des Flandres exerçait sur ses décisions, les Anglais débarrassés de l'inquiétude où nous les tenions depuis des mois. Il fallait s'attendre à ce que le Haut Commandement ennemi profitât des circonstances, s'il était énergique, dans la mesure

où il pouvait se créer des disponibilités. Il pouvait trouver des occasions favorables, car nos fronts défensifs ne pouvaient tous être tenus par des troupes nombreuses ou entièrement fraîches; en outre, elles étaient réparties depuis le printemps sur des fronts très étendus, donc très sensibles au point de vue stratégique... Mais l'effet que notre échec avait produit sur notre peuple et sur nos alliés avait des conséquences plus graves encore, si l'on en croyait les premiers renseignements. Que d'espérances brisées que nos succès des derniers mois avaient fait naître! Que de calculs détruits! Nous pouvions cependant être assurés que l'équilibre politique se rétablirait si nous réussissions à redevenir maîtres de la situation militaire. »

Dans cet ordre d'idées, que compte faire Hindenburg? Il ne nous le confie qu'après la description de notre offensive du 8 août sur le saillant de Montdidier, offensive plus désastreuse encore pour lui que la précédente. A ce moment il n'a plus qu'un espoir. Tenir, pour « provoquer l'épuisement des forces ennemies. Tenir jusqu'à la mort! Quel renoncement après tant de journées glorieuses, tant de brillants succès! »

Espoir bien faible, doit-on penser, puisque le 14 août dans un grand conseil tenu à Spa en présence de l'empereur et du chancelier, Hindenburg convient de l'impossibilité de gagner militairement la guerre, et approuve les tentatives pacifiques qui

seront confiées à une puissance neutre. Le moment de cette démarche est seul remis à une occasion favorable — succès partiel ou consolidation du front. — Espoir illusoire au surplus, à l'heure où l'armée américaine en France commence à atteindre le million d'hommes, en attendant que d'autres millions la rejoignent; espoir compréhensible à la rigueur au temps de Falkenhayn, dont ce fut — il le dit — la grande idée, mais en 1918!

A résister toujours sur des fronts actifs de plus en plus étendus, à reculer sans cesse, l'armée allemande devait fatalement s'épuiser la première. Dès septembre, Hindenburg en fut convaincu puisque le 10 de ce mois, il approuva l'entremise immédiate d'une puissance neutre, et le 28, suggéra l'appel au Président Wilson. Au commencement d'octobre, il écrit : « Si nos adversaires se trompaient en admettant que notre front s'écroulerait, nous nous trompions aussi quand nous espérions qu'ils en arriveraient à s'épuiser complètement ». A partir du 8 août, la chose est déjà certaine; la marche « vers la fin » — car c'est le titre que porte le dernier chapitre des « Souvenirs » — était commencée.

Le Haut Commandement allemand la pouvait-il éviter? Question théoriquement facile à discuter, mais sur laquelle il serait pour le moins téméraire de vouloir fournir une conclusion absolue, faute de connaître les moyens matériels dont notre adversaire disposait encore vers le 1er août.

Une armée sur la défensive dont les ailes sont appuyées à des obstacles infranchissables, fait nécessairement deux parts de ses forces : l'une tient le front, l'autre est en réserve. Sur le front, le minimum indispensable pour assurer la garde de la ligne et résister le temps nécessaire à l'afflux des réserves; en arrière, hors des émotions de la bataille, tout le reste, car, encore une fois, la puissance réside dans les réserves et non dans le cordon protecteur qui les sépare de l'ennemi.

Les réserves sont divisées, à leur tour, en deux fractions; l'une est à la disposition des armées ou groupes d'armées, prête à fournir au front un premier supplément de résistance; l'autre appartient au commandant en chef, qui la répartit en plusieurs masses, dans des régions de faciles communications; c'est avec elle qu'il barre la route à l'ennemi ayant percé le front ou, s'il y a lieu, exécute des contre-offensives.

Il résulte de cette disposition générale que, pour une armée de force donnée, moins le front est étendu, plus les réserves sont considérables. Quand on est menacé de manquer de réserves, comme c'était le cas pour les Allemands au début du mois d'août, le mieux à faire pour en récupérer, est donc de raccourcir le front. Hindenburg, en arrière de lui, avait une position toute préparée, celle qui, en France porte son nom : est d'Arras, ouest de Cambrai, Saint-Quentin, La Fère, avec prolongement

par Sissonne, vers le nord de Verdun. Plus loin encore, il en pouvait organiser ou compléter de nouvelles; certaines étaient amorcées déjà, d'autres se trouvaient naturellement renforcées par de solides obstacles naturels, telle la ligne : Bruxelles, Namur, Meuse, et aussi celle allant de la pointe sud du Limbourg hollandais, par Luxembourg et Metz, se lier au front de Lorraine.

Plus on se rapprochait de cette dernière, moins le développement du front était grand, et plus l'importance des forces réservées pouvait être considérable.

Hindenburg, en se repliant, d'abord et d'un bond, sur la première aurait gagné quelque temps pour l'organisation des suivantes, et, en tout cas, économisé bon nombre de divisions. Sans doute, la décision était pénible à prendre car on ne renonce pas volontiers à des conquêtes qui ont jadis coûté tant d'efforts, pénible encore car, devant faire vite, il lui fallait abandonner un matériel précieux, mais ni conquêtes, ni matériel ne pèsent auprès du salut. D'ailleurs, Hindenburg s'est déclaré en situation de remplacer, même après le 8 août, le matériel perdu; c'est donc une pure question d'amour-propre qui, à la fin de juillet, l'empêcha de se résoudre à la retraite nécessaire.

Mais, dira-t-on, Hindenburg s'est finalement replié sur les positions indiquées. Sans doute, mais dans des conditions bien différentes de celles dont il eût été favorisé en agissant de propos délibéré

à la suite de son échec du 15 juillet. A cette époque, en effet, il n'était saisi par l'ennemi que sur une petite étendue de son front, à savoir entre Soissons et Reims; partout ailleurs, il jouissait d'une liberté de mouvement presque absolue; il pouvait donc organiser son recul, former ses colonnes, en prévoir la protection par des arrière-gardes peu puissantes mais fort bruyantes, et, une belle nuit, disparaître en gagnant une étape au moins sur son adversaire qui, obligé d'abord de se reconnaître, puis, par raison de prudence, de suivre à travers champs en refoulant les arrière-gardes, n'aurait progressé que très lentement. L'exemple de mars 1917, donné par les Allemands eux-mêmes, n'était-il pas là pour indiquer le procédé? Il suffisait de l'amplifier. « Notre grand mouvement de repli com-
« mença le 16 mars 1917, dit Hindenburg. L'ennemi
« nous suivit à travers champs, le plus souvent
« avec prudence. Sur les points où cette marche
« prudente voulut prendre l'allure d'une poursuite
« plus audacieuse, nos arrière-gardes se chargèrent
« de refroidir l'élan de l'adversaire. »

A partir du 8 août, la situation était déjà bien différente. Tout le front entre la Somme et l'Oise s'était embrasé; les divisions y étaient déployées sur des fronts de combat et non échelonnées en profondeur sur des fronts défensifs; le contact était étroit; s'esquiver subrepticement était devenu très difficile. sinon impossible.

Plus le temps s'écoula, plus s'accentuèrent les dimensions de l'incendie. Le nombre des divisions allemandes obligées de demeurer à la bataille ne put en rien diminuer, même quand le front se restreignit, parce que les pertes et les fatigues, le manque de temps pour procéder à la réorganisation des divisions retirées du feu puis renvoyées au combat, tout concourut à la diminution des effectifs; une division ne fut bientôt plus capable de lutter sur le même front qu'autrefois; à un certain moment, cette situation, paradoxale en apparence, se produisit que, le front s'étant raccourci de 200 kilomètres, le nombre des divisions engagées resta constant; les réserves, en conséquence, ne s'accrurent pas; en d'autres termes, les avantages normaux du raccourcissement ne jouèrent plus.

Le repli volontaire de l'armée allemande sur la position Siegfried - Hunding - Brunhilde, ne l'aurait probablement pas sauvée, mais elle aurait péri moins vite et moins sûrement. Le salut d'ailleurs se pouvait peut-être payer d'un prix plus considérable, c'est-à-dire d'un recul immédiat sur la position qui, de toutes, était la plus courte, la position frontière allant de la Hollande aux avancées de Metz. Mais ici interviennent les considérations relatives au matériel de guerre accumulé dans les territoires à évacuer; à la vitesse où il fallait procéder, l'évacuation en était impossible; la question était donc de savoir si l'on était en état de remplacer les richesses

ainsi abandonnées. Sur ce point, aucun jugement fondé ne peut encore être prononcé. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, même au 1er novembre, la question matérielle passait encore au second plan dans les préoccupations d'Hindenburg. Voulant, à cette date, se replier vers la ligne Anvers - Meuse, il considérait en effet, « le mouvement comme difficile parce qu'en avant de la position choisie existait un matériel précieux, mais étaient encore plus précieux les 80.000 blessés des ambulances de première ligne, qu'il fallait ramener en arrière »; cette dernière considération « suffit à lui faire retarder l'exécution de sa décision ».

SES PARTICULARITÉS

A nous en tenir là, nous posséderions, en somme, l'esquisse d'un général prussien de bonne souche, de « pur sang » comme Hindenburg se vante d'être, et notre silhouette pourrait aussi bien convenir à tout autre, à Ludendorff par exemple. A cela rien de bien étonnant, puisque, dans leurs « Souvenirs », ces deux hommes traitent non seulement des mêmes questions, mais dans le même ordre ou à peu près, avec les mêmes jugements fondamentaux; ils ont été attelés en commun à la même tâche et leurs pensées sont évidemment communes. Bien plus, si notre poste d'observation est assez lointain, nous trouverons qu'ils se ressemblent physiquement; la face carrée et large, la mâchoire autoritaire, le vaste front, la stature, la carrure massive, l'obésité de Ludendorff, Hindenburg les possède aussi; mais rapprochons-nous jusqu'à distinguer les détails qui donnent à chaque physionomie son caractère propre, et nous verrons les différences s'accentuer jusqu'à sauter aux yeux; ces deux hom-

mes, en apparence si semblables, nous apparaîtront parfaitement distincts.

Ce sont les traits particuliers d'Hindenburg que nous allons maintenant ajouter à l'esquisse générale qui précède, nous verrons par la suite que, bien peu d'entre eux, se peuvent observer chez Ludendorff.

Prussien et soldat prussien jusque dans l'âme puisque c'est dans « l'habit d'honneur de soldat prussien qu'il veut reposer dans la tombe », Hindenburg n'est cependant pas exclusif au point de méconnaître les qualités et les grandeurs des autres nations; il n'est même nullement fermé à la compréhension de leur esprit particulier. Cette largeur d'idées qui est une de ses qualités les plus frappantes, date de longtemps. Vers 1884 déjà, étant simple capitaine et commandant d'une compagnie de Polonais, il trouve ses soldats appliqués, pleins de bonne volonté, très attachés à ceux de leurs chefs qui se montrent soucieux de leur bien-être et se rendent compte des difficultés qu'éprouvent des hommes parlant une langue étrangère pour apprendre rapidement leur métier. Il s'efforce de pénétrer leur caractère et de converser avec eux; entre eux et lui, un lien solide s'établit et quand, après quinze mois de commandement, il abandonne son unité, il souffre réellement de la séparation. En 1866, à Sadowa, ayant les Autrichiens comme adversaires, il note à la fois leur bravoure et la valeur technique de leur artillerie qu'il se réjouit de retrouver, cin-

quante ans plus tard, digne de celle d'autrefois. En 1867, tenant garnison dans la capitale du Hanovre qui vient d'être annexé à la Prusse, il trouve naturel que beaucoup d'habitants demeurent fidèles à leur ancienne maison souveraine et boudent leurs nouveaux maîtres. Lorsqu'il séjourne à Coblence, en Pays Rhénans, il y découvre que les indigènes sont gens de belle humeur et d'aimable accueil; s'il doit faire quelque effort pour s'accoutumer à leurs façons, moins rudes que celles des Allemands du Nord, il s'explique cependant que les différences géographiques et économiques engendrent des pensées et des sentiments différents. En 1870, Saint-Privat lui apparaît très justement comme une importante victoire, mais dont la grandeur tient surtout à sa portée morale et non à la manière dont elle fut militairement dirigée, car la critique, à ce point de vue, serait vraiment trop facile. La même année, témoin des charges de la division Margueritte, sur le plateau de Floing, près Sedan, il regrette ces « tentatives héroïques d'un adversaire malheureux ». Il apprécie pleinement l'immense portée future de la lutte, cependant sans espoir, engagée contre les armées allemandes par notre gouvernement de la Défense Nationale et dit, avec raison, qu'à son défaut, la France eût perdu non seulement une bonne part de sa dignité, mais tout espoir en un meilleur avenir.

Il se vante de ne rien sacrifier au cosmopolitisme,

mais il est sans prévention contre les autres peuples; ils ont leurs qualités, différentes des qualités allemandes, mais qualités tout de même. Il apprécie les nôtres en particulier à leur valeur et d'autant plus, probablement, que certaines sont moins répandues chez ses compatriotes. Il admire notamment qu'en France, des personnalités puissantes soient capables de captiver la masse populaire et de l'entraîner à leur suite au point que, par dévouement à son idéal patriotique, elle en vienne à faire le sacrifice complet de son intérêt personnel. Et cela n'est pas si mal observé. A Avesnes, où il demeure en mars 1918, la population « se comporte dignement à ses yeux malgré le sort cruel que la durée de la guerre lui a déjà imposé ».

Il va même jusqu'à chercher dans notre histoire des exemples qui puissent s'adapter à la situation présente. Après la révolution russe, il se tient sur ses gardes et prend des précautions pour n'être pas lui-même submergé par le flot révolutionnaire; ce faisant, il se souvient à propos des enseignements de la canonnade de Valmy, car c'est à partir de ce jour que « se réunirent en faisceau les forces dispersées du peuple français et à cette source que s'alimenta la formidable et sanglante marée dont l'Europe tout entière fut couverte ».

A la fin d'octobre 1916, la reprise des forts de Douaumont et de Vaux lui est fort pénible; il n'admire pas moins le mode de préparation et d'exé-

cution de l'attaque qui nous valut « un succès dont nul ne pouvait nier l'importance ». Aussi n'est-il pas étonné de trouver à la tête de nos armées, l'année suivante, le général qui s'était, en la circonstance, acquis « une gloire justifiée ».

La liste serait longue de ses appréciations élogieuses sur nos hommes d'Etat et nos armées; nous avons eu l'occasion déjà, d'en indiquer quelques-unes dans les chapitres relatifs à la politique et aux opérations.

Il retrouve l'image de l'habileté politique des Romains dans la sagesse gouvernementale britannique, qui parvint à pousser l'art diplomatique jusqu'au raffinement, si bien que la Grande-Bretagne réussit à bluffer le monde entier. Les Anglais, en 1917, attaquent en Mésopotamie et s'emparent de Bagdad; ils doivent leur succès à un « habile mouvement tournant ». Le 20 novembre de la même année, ils exécutent la fameuse surprise de Cambrai, où leur cavalerie donne en liaison avec des chars de combat; Hindenburg constate que si les escadrons britanniques « n'ont pas pu rallier la victoire à leurs étendards, ils se sont une fois de plus jetés dans la bataille en vraie et chevaleresque cavalerie ». En mainte circonstance, il loue l'acharnement que déploient, au combat, dans l'attaque comme dans la défense, les troupes britanniques. D'autre part, la comparaison de l'influence des hommes d'Etat anglais et allemands sur leurs peuples respectifs, lui

fournit l'occasion de parallèles qui ne sont pas à l'avantage des dirigeants de son pays.

Les Russes, il ne les a jamais sous-estimés. C'est une erreur « de ne voir chez eux que despotisme et esclavage, insuffisance et égoïsme. Des forces morales puissantes étaient en voie de développement en Russie, mais elles n'avaient encore pénétré que dans quelques milieux. L'amour de la patrie, l'initiative et la puissance de travail n'étaient pas ignorés de l'armée. S'il en avait été autrement, comment le pays et les troupes auraient-ils consenti les hécatombes de 1914 et 1915? Non! le Russe de cette époque n'était plus celui de Zorndorff qui se laissait abattre comme un vil bétail, seulement il manquait à la masse les vertus humaines et intellectuelles qui, en Allemagne, sont communes à tout le monde ». S'il a remporté de grandes victoires sur le front oriental, c'est en partie parce que le « manque de prudence incompréhensible, pour ne pas dire la naïveté de ses adversaires dans l'usage de la T. S. F. lui permit non seulement de connaître à temps les dangers qui le menaçaient, mais d'apprendre les intentions et même l'ordre de bataille de son ennemi ». Lorsqu'en 1917, malheureusement trop tard pour nous, Kerensky fait une dernière tentative pour obliger les divisions allemandes à rester sur le front oriental et ordonne l'offensive, Hindenburg s'écrie : « Jeu audacieux, plus qu'audacieux, de la part de la Russie, mais justifié. S'il réussit, non seulement

l'Entente sera sauvée, mais la dictature russe pourra se maintenir et durer; or, sans elle, la Russie tombera dans le chaos. »

Aux Roumains, il accorde le double témoignage qu'ils se sont bien battus et qu'à l'heure où l'armée russe entra en pleine décomposition, eux au moins « ne furent pas touchés par le virus destructeur ».

*
* *

Il a, certes, une très haute idée des qualités ataviques de sa race et il croit volontiers qu'il n'existe guère au monde, de peuple possédant au même degré que les Allemands « les dons indispensables à l'éclosion d'une riche existence morale et matérielle », mais l'opinion très haute qu'il professe pour son peuple et pour ses armées ne va pas jusqu'à lui masquer leurs faiblesses — comme nous l'avons déjà pu voir, à propos de la politique — et jusqu'à lui faire contester les désillusions qu'ils lui procurent; en revanche, il est rare que, par bonté, naturelle ou réfléchie, il ne trouve aux défaillances quelques justifications.

Le plan de campagne initial, bien conçu, a conduit cependant à un échec. Pourquoi? Il l'attribue « à l'affaiblissement de l'idée fondamentale qui exigeait une aile droite plus puissante que dans la réalité, à l'insuccès de l'aile gauche trop fortement constituée d'ailleurs, insuccès provoqué par l'intem-

pestive initiative du commandement subordonné, à la surestimation des premières victoires remportées, au détachement prématuré en Prusse Orientale de deux corps d'armée de la droite, si bien qu'après cette demi-mesure un but était abandonné et l'autre non atteint, à la méconnaissance du danger qu'il fallait s'attendre à voir surgir d'une grande place forte et d'un nœud considérable de voies ferrées comme Paris, à l'insuffisante intervention du Grand Quartier Général dans le règlement des zones de marche des armées, enfin et peut-être, au moment de la bataille de la Marne, à l'appréciation inexacte de la vraie situation — qui n'était pas en soi défavorable — par certains organes du commandement ».

Tout ceci est bien un peu le procès de la Direction suprême, cette institution avec laquelle il demeuda à peu près toujours en conflit, aussi longtemps qu'il n'en fut pas le maître. Cela ne l'empêche pas cependant d'avoir pour elle des égards et de ne pas donner son opinion personnelle comme parole d'évangile lorsqu'elle contredit les instructions venues de plus haut.

Ainsi, à son avis, « l'idée de s'emparer de Verdun était bonne; la prise de cette ville écartait définitivement le danger d'un étranglement au point le plus sensible et le plus vulnérable des communications allemandes »[1]. La prise de la forteresse pouvait

[1] Les troupes en position sur l'Aisne et en Champagne s'alimentaient, en effet, par les routes et voies ferrées de la région

aussi « donner de nouvelles possibilités stratégiques vers le sud et vers l'ouest », autrement dit vers le sud en supprimant le saillant dangereux de Saint-Mihiel, vers l'ouest en faisant tomber le front français entre Meuse et Argonne et, avec un peu de chance, celui d'Argonne avec répercussion sur la Champagne.

Hindenburg, on le voit, ne masque pas ses espérances; il fait mieux, en avouant nettement que l'entreprise ne lui semblait pas téméraire : « N'avions-nous pas réussi déjà et à plusieurs reprises les choses les plus audacieuses et les plus invraisemblables en fait d'attaque de places fortes? » Ceci est plus franc que de nier, comme Ludendorff et Falkenhayn, les grandes visées du moment, de même que l'espèce de surexcitation des cerveaux allemands à la suite des conquêtes extra-rapides de Liége, Maubeuge, Novo-Georgiewsk, Varsovie, Ossovietz, Ivangorod, Kowno, Grodno et autres forteresses. Hindenburg ne conteste pas non plus, comme le fait Falkenhayn, que les pertes allemandes aient été terribles et supérieures à celles des Français. Il va sans dire que, justifiant la conception d'une attaque sur Verdun, Hindenburg n'en éprouve pas moins d'amertume à voir cette opération marquer l'abandon définitif de son rêve favori, c'est-à-dire la

de Mézières; d'autre part, la ligne venant de Belgique et conduisant, par Mézières, à la région de Metz, était une importante voie de rocade pour les mouvements de troupes et de matériel se rendant d'une extrémité à l'autre du front. Or, la région Mézières-Longuyon était évidemment fort proche de notre tête de pont de Verdun.

recherche de la décision à l'est avant toute tentative du même genre en France. On sait que « telle est la grande question » qui l'a toujours séparé de Falkenhayn. Il n'éprouve aucun doute, elle présentera, plus tard, un grand « intérêt historique », mais s'il se croyait « le droit et même le devoir d'exprimer hautement son opinion sur ce sujet », il n'en trouve pas moins « naturel que le Grand Quartier Général ne lui ait pas reconnu celui de le résoudre ». Ce n'était pas « sur ses épaules que pesait la responsabilité » et, à tout prendre, s'il avait vu « le tableau d'ensemble de la guerre » au lieu de n'en embrasser qu'une partie, « s'il avait connu la situation politique et militaire générale, peut-être aurait-il présenté un autre plan et agi d'autre sorte ».

Ce sont bien là discours d'homme de bonne foi. Hindenburg se montre tel encore dans la description de ses propres opérations; il ne cache aucune des crises subies, aucun des revers essuyés. A la fin d'août 1916, « commence sur le front oriental la crise la plus grave qui s'y soit jamais produite, plus grave encore que celle de 1914 parce qu'il n'y a nulle part, comme à cette époque, d'armée allemande prête à intervenir pour sauver la situation » — les Autrichiens sont partout dangereusement défaillants, leurs meilleures troupes étant parties guerroyer en Italie — parce que les réserves du Grand Quartier

Général sont inexistantes, « la lutte continuant autour de Verdun et les Alliés procédant, sur la Somme, à une dangereuse offensive ».

Hindenburg convient sans détour du danger couru par son front de France en 1917. La grande bataille des Flandres, commencée à la fin de juillet et terminée seulement avec l'année, provoque une crise extraordinaire, si extraordinaire que le feld-maréchal, cependant si calme d'ordinaire, passe sa vie dans une anxiété constante qui ne lui permet pas de jouir des succès remportés à la fois en Russie contre les armées de Kerensky et en Italie où, d'un bond, il vient de sauter de l'Isonzo sur le Piave. En ce qui concerne cette dernière campagne, il dit sa joie bien naturelle, mais ne peut cependant vaincre un certain sentiment de regret. Si grande qu'elle ait été, sa victoire, au demeurant, n'a pas été complète. Si ses soldats en peuvent avoir une légitime fierté, lui ne saurait la partager, car « la joie du soldat ne correspond pas toujours à celle du chef ».

Il convient qu'à la Malmaison, le 22 octobre 1917, les armées allemandes chargées de défendre le secteur « ont perdu une partie importante de leurs positions et subi des pertes sévères ».

En 1918, tout en rendant justice à la grandeur des succès remportés par ses premières grandes attaques, Hindenburg ne cache rien des médiocres résultats obtenus, stratégiquement parlant. Vers la fin de juin, il passe en revue ses chances de vaincre

puis, énumérant les causes de faiblesse de ses armées : insuffisance des cadres subalternes, relâchement de la discipline, pillage de vivres, etc., il pense « la chose compréhensible après une aussi longue guerre et tant de privations ».

A l'occasion de notre offensive du 18 juillet, après avoir exposé toutes les conséquences, pénibles pour lui, du renversement de la situation militaire, il a, sur l'artillerie française, des mots à retenir. « Elle fait traverser aux troupes allemandes les crises les plus pénibles; elle disloque les lignes d'infanterie exposées en plein champ à ses effets destructeurs; elle met leur résistance à la plus rude épreuve. »

Nous savons qu'après le 8 août, il ne se fait plus aucune illusion sur l'issue de la guerre; auparavant, « il pouvait encore prétendre que son attaque du 15 juillet avait manqué comme tant d'autres; cette fois-ci, sa défaite sur un front défensif est évidente; jamais il ne pourra effacer l'effet moral produit sur ses armées, son peuple et ses alliés ». Ses soldats n'ont pas tenu comme ils l'auraient dû faire? D'abord, ils n'ont pas travaillé à se fortifier ainsi que la prudence l'exigeait. Mais comment le leur reprocher? Sans doute, en ne creusant pas la terre, ils s'exposaient pour l'avenir à subir tout d'un coup de grandes pertes, notamment en prisonniers, mais, en attendant, faute de tranchées, ils étaient incapables de faire un mouvement, même isolément, sans se faire tuer. Ne sont-ils pas excusables?

Ensuite « des bruits insensés se sont répandus parmi eux. On prétendait que des masses de cavalerie anglaise étaient déjà sur les derrières des premières lignes d'infanterie. A l'avant, on devenait inquiet, on abandonnait des positions où l'on venait de repousser de violentes attaques ennemies, on cherchait vers l'arrière le contact perdu; l'imagination inventait des fantômes et voyait en eux des dangers réels ». Mais tout cela, après tout, est « humainement compréhensible dans de telles conditions. Les vieux soldats ne représentaient plus qu'une faible minorité qui allait toujours s'affaiblissant; leur esprit ne se faisait plus partout sentir ». Quoi d'étonnant à ce que les jeunes aient donné des signes de défaillance? Il en résulte que, « si l'ennemi exécute de nouvelles attaques aussi puissantes que les précédentes, il aura des chances, en raison de la composition actuelle de l'armée, de paralyser la force de résistance allemande ».

Au début de septembre, Hindenburg ordonne le recul sur la position Siegfried et l'évacuation du saillant de la Lys (Kemmel) qu'il a conquis en avril précédent. Ce sont « des décisions pénibles » à prendre, et cependant « elles ne lui apportent pas le soulagement désiré. L'ennemi le talonne partout et la situation est toujours aussi tendue ».

Le 12 septembre, dans la boucle de Saint-Mihiel, « Français et Américains attaquent avant que le repli précédemment ordonné vers la base du sail-

lant ne soit terminé; ils infligent à l'armée de défense une grave défaite ».

Nous n'en finirions pas de noter les manifestations de la bonne foi d'Hindenburg et de son aptitude à comprendre les causes profondes des défaillances humaines. Son esprit de tolérance ne s'applique pas seulement aux militaires, il trouve aussi des excuses aux autorités de l'intérieur pour lesquelles il est cependant sévère. « On ne peut pas exiger que tout soit parfait, car la guerre et les privations pèsent lourdement sur une grande partie de notre peuple et attaquent son moral. Qui n'a pas mangé à sa faim pendant de nombreuses années ne peut guère posséder un moral élevé et se sent enclin à l'indifférence. De l'indifférence, il passe au mécontentement... » Le Ministère de la Guerre, les bureaux, dont Ludendorff se plaint si amèrement, Hindenburg les traite avec moins de rigueur : « Les services rendus par le Ministère en temps de paix et surtout au cours de la dernière guerre, méritent d'être mis entièrement en valeur. » S'il a souvent recueilli « des plaintes sur le bureaucratisme étroit de l'intérieur », elles provenaient surtout d'inventeurs, mais « les bureaucrates à leur tour gémissaient sur l'avidité dépensière des rêveurs et sur les plans toujours nouveaux des cerveaux en mal d'invention ».

Il n'est pas jusqu'aux diplomates qui ne trouvent quelquefois grâce devant lui. La Roumanie venant de se déclarer pour l'Entente, un concert d'impré-

cations s'éleva contre les responsables de cet échec politique. « C'est être sage à bon compte que de juger sévèrement les autorités et personnages qui étaient alors responsables, maintenant que l'on a vu la Roumanie se ranger au nombre de nos ennemis et constaté l'insuffisance de nos préparatifs militaires contre ce nouvel adversaire. Les gens qui osent se livrer à une telle critique, en se basant le plus souvent sur des affirmations gratuites car ils ignorent les événements réels, me rappellent une déclaration de Fichte dans ses *Discours à la Nation allemande*, où il parle de ce genre d'écrivains, qui ne disent ce qu'on aurait dû faire qu'une fois les événements arrivés. »

Enfin, les vues d'Hindenburg sont assez vastes pour n'apercevoir pas que des erreurs dans les idées nouvelles. Il envisage sans frayeur la possibilité de restaurer l'hégémonie allemande « par des moyens et procédés » différents de ceux de jadis; moyens et procédés lui importent peu, pourvu que le but soit atteint.

L'ordre du jour du 12 novembre 1918, par lequel Hindenburg annonce aux armées la signature de l'armistice de la veille, est un résumé de tout cela. Tout plein de dignité personnelle, il rend justice aux efforts faits par les troupes, par le gouvernement et par les alliés de l'Allemagne pour éviter la récente catastrophe.



Certes, il n'est pas toujours tendre à l'endroit de ses alliés; ils lui ont donné tant de déboires! Ils l'ont si souvent forcé « à bien moins diriger les opérations qu'à s'évertuer à des compromis entre leurs intérêts divergents. » Mais il est loin de penser, et encore moins de dire, que « l'Allemagne aurait pu soutenir une lutte inouïe sans leur appui ». Non, son pays n'a pas eu que « des partenaires boiteux ». Ce disant, « on oublie que ces partenaires ont souvent attiré sur eux des forces ennemies bien supérieures aux leurs ». « S'il jette un coup d'œil en arrière, pour embrasser l'œuvre accomplie par ses alliés, il doit reconnaître qu'ils se sont efforcés de servir la grande tâche commune dans toute la mesure où la nature de leurs forces politiques, économiques, militaires et morales le leur permit. »

Une fois la Roumanie exécutée, Hindenburg embouche bien sans doute la trompette de la victoire; le vieux couplet du lansquenet lui revient à la mémoire — Qui veut être malheureux à la guerre, n'a qu'à se frotter à l'Allemand, — mais cette réminiscence ne lui fait pas dédaigner la part prise par les Autrichiens, les Bulgares et les Turcs à cette belle opération.

En le voyant ménager ses anciens alliés, nous comprenons bien qu'il veut aider à la disparition « des désaccords qui se manifestent aujourd'hui entre eux et contribuer à la dissipation des

nuages épais qui masquent encore la vérité », rappeler à ses amis d'hier que « le soldat allemand, sur maint de champ de bataille glorieux, a combattu à leurs côtés pour la réalisation de leurs plans et de leurs rêves »; en un mot, préparer l'avenir. Ceci reste cependant, qu'aux fautes graves de ses partenaires, il cherche et trouve des explications sinon des justifications, car il a le courage — ce qui n'est pas d'une nature médiocre — de se placer au point de vue des autres et pas seulement au sien propre.

Il n'oublie pas que l'Autriche-Hongrie « ne possédait en rien le réservoir de forces intellectuelles où l'Allemagne réussit à puiser si souvent et si longtemps pour se procurer des cadres subalternes ». Il trouve que « c'est parler bien vite et bien légèrement que de dire l'armée austro-hongroise médiocre », car « elle compta, jusqu'à la fin de la guerre, d'excellentes unités ». Au surplus, « dans toutes les armées du monde, il peut se produire, et il s'est produit, des défaillances; les divisions allemandes engagées sur le front autrichien, s'y trouvant attaquées de front et souvent débordées sur leurs flancs, n'ont pas été plus indemnes que les autres de faiblesses morales. S'il est compréhensible que ces divisions n'aient conservé qu'une minime confiance dans leurs camarades de l'armée autrichienne, nul n'a le droit de sous-estimer l'œuvre accomplie par cette dernière dans une lutte formidable », car ce

n'est pas un si mince mérite que « d'avoir réussi à maintenir en face d'elle des effectifs ennemis qu'elle était elle-même loin de posséder ». « Ce n'est vraiment pas le moment, en une période de communs malheurs, de donner libre cours aux sentiments amers que certaines désillusions ont pu provoquer. » Ce qu'il faut, c'est se souvenir « des heures de gloire vécues ensemble », ce qu'il faut, « c'est éviter de se séparer moralement ».

Dans son désir de ne pas froisser les Autrichiens, Hindenburg pousse même parfois ses absolutions jusqu'à l'exagération. En parlant des combats autrichiens en Italie, il s'exprime ainsi : « L'héroïsme austro-hongrois s'était élevé jusqu'aux plus grands exploits, car les défenseurs de l'Isonzo avaient résisté pendant des années à un adversaire trois fois supérieur, et cela dans une situation dont la misère et les horreurs ne le cédaient en rien à celles de nos champs de bataille du front occidental, quand elles ne les dépassaient pas à maint point de vue (*sic*) ».

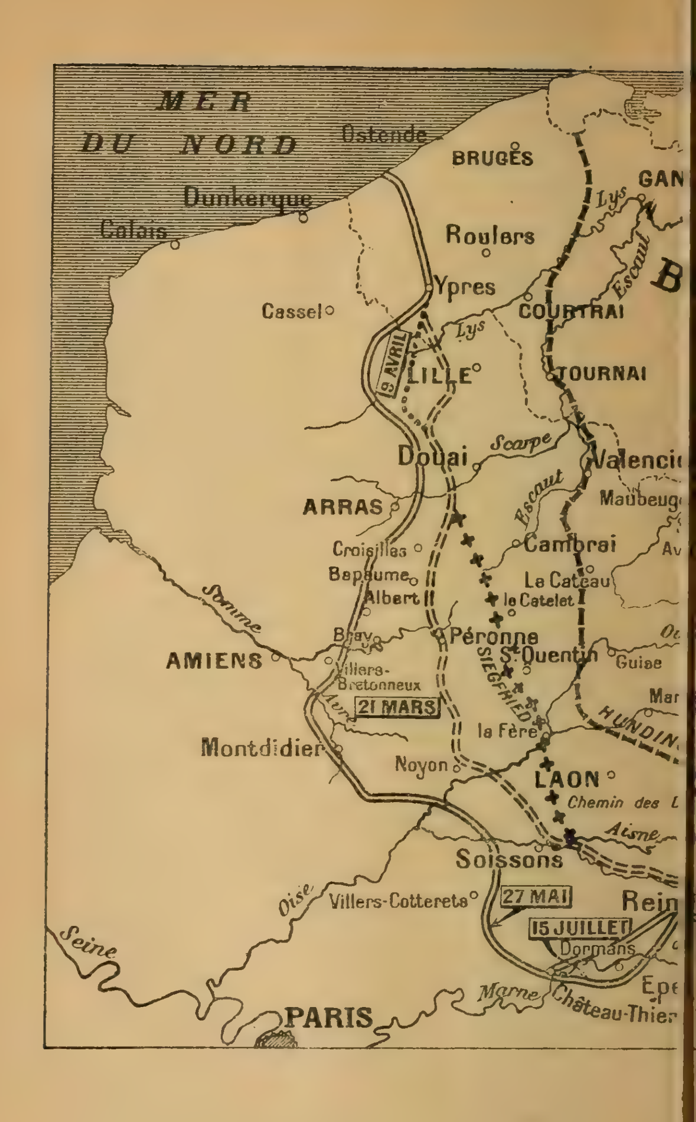
Il ne faut pas oublier non plus « les efforts que durent faire les troupes chargées de la défense des hautes montagnes du Tyrol méridional. Ne luttaient-elles pas sur certains points au milieu des neiges et des glaces éternelles? » Peut-être est-il permis de taxer aussi d'exagération, l'appréciation suivante sur la campagne autrichienne en Albanie, au cours de l'été 1918 : « Ce fut un exploit remarquable, dont nos alliés peuvent être fiers. »

Lorsqu'en cette même année 1918, quelques divisions autrichiennes vinrent renforcer le front allemand de France, elles avaient besoin de se reposer, d'être instruites et surtout d'être équipées avant d'entrer en ligne. « Leurs officiers, aussi bien que le Grand Quartier Général autrichien reconnurent franchement ces lacunes. Tous les organes du commandement austro-hongrois se donnèrent le plus grand mal pour que les troupes envoyées sur le front occidental fussent aussi rapidement que possible à hauteur de leur tâche. Les hommes eux-mêmes firent preuve de la plus grande bonne volonté, les officiers, d'intelligence et d'activité. Sans doute, l'Autriche-Hongrie ne fournit pas l'appoint décisif qu'elle aurait pu donner, mais les grandes pertes qu'elle avait subies sur le front italien, le manque de renforts, la fidélité politique douteuse de certaines unités, la situation intérieure enfin de la Monarchie Danubienne en furent cause. » De cette triste situation intérieure et de ses conséquences, Hindenburg donne des justifications. « Comment des forces humaines seraient-elles parvenues à provoquer, dans le mélange des peuples d'Autriche-Hongrie, l'élan d'enthousiasme réunissant toutes les forces de la nation dans une seule et même volonté de combattre! »

En 1918 encore, alors que Vienne est menacée de famine, il ne s'étonne pas que « les autorités austro-hongroises aient pris des mesures contraires aux intérêts allemands en rassemblant des vivres en

Roumanie et en Ukraine », pas plus qu'il ne s'étonne qu'un « infini besoin de paix se soit fait jour et qu'on ait déclaré la Double Monarchie incapable de continuer la guerre au delà de l'année en cours ! »

En fait, ce qui fit défaut aux alliés de l'Allemagne, et à la Bulgarie notamment, c'est un Frédéric-Guillaume Ier, ce grand roi qui « édifia les piliers de fer » — lisez l'armée — « sur lesquels l'Etat allemand put si longtemps reposer dans la plus complète sécurité ». L'attitude de l'armée et du gouvernement bulgares a donné lieu à de nombreux reproches, et Hindenburg lui-même n'y a pas manqué, mais « pour apprécier la valeur exacte de l'armée, encore ne faut-il pas oublier qu'elle avait supporté, quelques années auparavant, une autre guerre meurtrière, où la plus grande partie de son corps d'officiers et de l'élite intelligente de la nation avait été fauchée. Il était tout au moins aussi difficile à la Bulgarie qu'à l'Autriche-Hongrie de se reconstituer en ce domaine. D'autre part, sa civilisation relativement primitive rendait difficile l'introduction et l'emploi dans l'armée de nombreux moyens de combat et de transport cependant absolument nécessaires dans une guerre moderne. Ce manque de moyens fut d'autant plus sensible, sur le front macédonien, que les Bulgares avaient en face d'eux des unités franco-britanniques de réelle valeur. » N'était-


MER
DU NORD
Ostende
BRUGES
GAN
Dunkerque
Calais
Lys
Roulers
Escaut
B
Ypres
Cassel
COURTRAI
Lys
9 AVRIL
LILLE
TOURNAI
Scarpe
Douai
Valenci
Escaut
Maubeug
ARRAS
Cambrai
Croisilles
Av
Bapaume
Le Cateau
Albert
le Catelet
Somme
Bray
Péronne
Oi
SIEGFRIED
AMIENS
St Quentin
Guise
Villers-
Bretonneux
Mar
Avre
21 MARS
HUNDING
la Fère
Montdidier
Noyon
LAON
Chemin des L
Aisne
Soissons
Oise
Villers-Cotterets
27 MAI
Rein
15 JUILLET
Seine
Dormans
Epe
Marne
Château-Thier
PARIS


HOLLANDE
ANVERS
BRUXELLES
Limbourg
LIÈGE
Meuse
G I Q U E
NAMUR
Spa
ALLEMAGNE
LIGNE
Dinant
MEUSE
FRONTIÈRE
FRONTIÈRE
GRAND DUCHÉ
Luxembourg
Moselle
ZIÈRES
Sedan
Montmédy
Meuse
Chiers
Longuyon
uziers
St Privat
ts de Champagne
ARGONNE
Verdun
Aisne
METZ
Aire
CHALONS-s-M.
St Mihiel

CROQUIS N° 3.

il pas juste, dans ces conditions, « que l'Allemagne aidât son allié en hommes et en matériel? »

Il est exact qu'engagés pour la première fois, à Monastir, dans de durs combats défensifs, les Bulgares y firent preuve de sensibilité sous les bombardements de longue durée, mais c'est une constatation qui ne leur est pas particulière; on avait pu déjà la faire dans toutes les armées entrées en guerre avec des forces soi-disant intactes. Pourquoi serait-on plus sévère pour les Bulgares que pour les Allemands eux-mêmes?

On s'est plaint en Allemagne du peu d'enthousiasme du peuple bulgare et l'on a eu raison, mais autant la guerre de 1912 avait été nationale, autant celle de 1915 ne résultait que « du froid calcul des hommes d'Etat ». Dès lors, rien de surprenant à ce que « le peuple ayant mis la main sur tous les territoires qu'il ambitionnait, se soit senti satisfait et peu disposé à de nouvelles entreprises ».

Pour la Turquie, « cette brave et fidèle alliée », Hindenburg est plus conciliant encore. On a pu lire dans un document officiel allemand, datant d'avant-guerre, que « la Turquie n'était qu'un zéro ». « Zéro singulier, dit le feld-maréchal, que celui qui défendit les Dardanelles, gagna la bataille de Kut-El-Amara, menaça l'Egypte, tint en échec les attaques russes sur les hauts plateaux d'Arménie; zéro inappréciable, en tout cas, puisqu'il attira sur lui plusieurs cen-

taines de milliers d'ennemis, et des meilleurs! » Dans son ardeur à défendre la Turquie, il va même jusqu'à tenter l'explication de l'existence des 300 à 500.000 déserteurs que compta l'armée ottomane vers la fin des hostilités. « L'Islam connaît aussi le désir intime de retrouver foyer, femmes et enfants » et, au surplus, malgré cette déperdition de force, la Turquie « n'a-t-elle pas résisté jusqu'au bout, s'efforçant, sans laisser échapper la moindre plainte et sans perdre courage, de remplir au mieux ses devoirs d'alliée? »

De la valeur de l'armée turque, Hindenburg ne manque pas de témoigner. C'est après la réussite de la contre-attaque exécutée contre les troupes de Kerensky en 1917 et qui mit définitivement à bas l'armée russe. Un corps d'armée turc a pris part à l'opération sous une direction allemande puis, sa tâche accomplie, s'en est allé pour guerroyer vers Bagdad, du moins l'espérait-on. Il retourne dans sa patrie « accompagné des remerciements chaleureux » d'Hindenburg; « une fois de plus, les Turcs ont confirmé leur vieille réputation guerrière et, dans des mains allemandes, leurs unités se sont révélées comme d'excellents instruments de combat ». Et de quelle abnégation cette armée n'était-elle pas capable, quand on songe aux unités entières qui, « retirées trop tard des hauts plateaux arméniens, y sont mortes de faim et de froid! » De celles-là, « aucun chant, aucun livre d'or ne contera proba-

blement la fin tragique ». Hindenburg entend, lui, que leur héroïsme ne soit pas oublié.

Evidemment, quand la défaite bulgare ouvrit aux Alliés le chemin de Constantinople, les Turcs n'ont rien eu à mettre dans leurs lignes de Tchataldja pour protéger leur capitale, mais « on peut secouer la tête, dans un geste d'indignation », les Turcs n'en auraient pas été là s'ils n'avaient mis à exécution leur volonté, devant laquelle force est bien de s'incliner avec respect, « d'employer toutes leurs forces disponibles, là où se décidait vraiment le sort de la guerre ».

***

Bienveillant pour les collectivités, Hindenburg l'est aussi pour les hommes. A ceux qu'il aime le moins pour avoir eu le plus à s'en plaindre, il est rarement en peine de trouver quelque qualité ou quelque excuse; toujours il garde la mesure dans l'expression de ses griefs.

Au début de la guerre, le général russe Rennenkampf commande l'armée de Prusse orientale; il reste entièrement inactif tandis que son collègue Samsonow, à la tête de l'armée de la Narew, se fait écraser à Tannenberg au point de ne pas vouloir survivre à sa défaite. Pourquoi Rennenkampf ne bouge-t-il pas, alors qu'il lui suffirait de marcher pour percer le faible rideau qui lui fait face et tomber sur les derrières de l'armée allemande occupée

par Samsonow? Pourquoi demeure-t-il encore immobile tandis que l'orage de la première bataille de Mazurie s'amoncelle devant lui avec une évidence éclatante? Ne sait-il pas ou ne veut-il pas? Sa réputation militaire, car il en a une, est-elle donc usurpée? Ou plutôt a-t-il perdu ses vertus guerrières? « Il est arrivé déjà, dit Hindenburg, que le métier militaire ait épuisé d'une manière étonnamment rapide de fortes natures. Là où, à un moment donné, l'on trouvait une intelligence énergique, une volonté stimulante, on ne rencontre plus, l'année suivante, qu'un cerveau improductif, un cœur éteint. Tel fut le sort tragique de maint grand soldat. »

A la fin de 1914, après l'infructueuse campagne en Pologne du Sud, Hindenburg entame, en Pologne du Nord, une nouvelle opération destinée à contrecarrer celle que médite et prépare à ce moment le grand-duc Nicolas et dont le plan est tombé, comme de coutume, entre les mains des Allemands. « Plan grandiose, le plus grandiose que j'aie connu de mon adversaire et qui, à mon avis, demeurera le plan le plus grand qu'il ait conçu avant d'être contraint de se rendre au Caucase! » Nous entendons bien que le mérite d'avoir fait échouer un pareil projet ne perd rien à l'apologie qu'on fait de l'adversaire, mais l'esprit de l'appréciation n'en demeure pas moins.

Les démêlés d'Hindenburg avec Falkenhayn, son ancien chef devenu son subordonné, sont bien

connus. « Dieu vous aide ainsi que notre Patrie », lui avait dit le second en passant ses pouvoirs; Hindenburg n'a aucun mot amer pour son prédécesseur « à qui l'Empereur conserva toujours un souvenir plein d'estime ». Pour la campagne de Roumanie, il confia le commandement de l'armée allemande de Transylvanie à Falkenhayn qui eut le mérite, entre bien d'autres, de proposer et d'exécuter heureusement le passage des Alpes Transylvaines, en osant un large mouvement débordant qui lia son armée à celle de Mackensen, passée au nord du Danube et marchant sur Bucarest. Plus tard, Falkenhayn fut désigné pour préparer la reprise de Bagdad. Enver Pacha, en bons termes avec le prédécesseur d'Hindenburg, aurait demandé lui-même cette désignation; on peut supposer que la requête fut accueillie avec satisfaction sinon par Hindenburg du moins par d'autres, car la conduite de « cette opération extraordinairement difficile » offrait l'avantage d'éloigner quelque peu l'ancien Chef d'Etat-Major Général. En tout cas, sur la foi des renseignements de ce dernier, présentant l'opération « comme parfaitement exécutable », on lui fournit de bonne grâce tous les moyens qu'il réclamait.

Nous savons déjà ce que pense Hindenburg des quatre chanceliers d'empire qui dirigèrent les Affaires Extérieures pendant son commandement. Ne retenons ici que la part d'objectivité bienveillante des jugements portés sur eux.

La même impression se dégage encore des opinions du feld-maréchal sur le compte des hommes d'Etat ou militaires des trois nations alliées à l'Allemagne.

En Autriche, le comte Tisza, plus spécialement représentatif de la Hongrie, est celui des politiciens dont il conserve le meilleur souvenir, sans doute parce que « son inébranlable volonté et son ardent patriotisme » cadraient davantage avec ses propres sentiments. Le comte Czernin, chef du ministère d'Autriche-Hongrie, lui apparaît comme le type du représentant de la politique extérieure de ce pays; il vise loin pour soi mais reste indifférent aux intérêts communs de la Quadruplice. Franc, défendant aussi ouvertement ses conceptions vis-à-vis des Allemands que ceux-ci plaident chaleureusement les leurs — la plupart du temps opposées — vis-à-vis de lui; intelligent, critiquant sans ménagement les faiblesses de sa nation, mais ne faisant pas grand'chose pour y remédier. Est-ce manque de personnalité, est-ce obéissance aux tendances pacifiques de son Empereur? Ce qui est certain, c'est que Czernin, « dans ses plans politiques, vise plutôt à éviter un malheur qu'à provoquer un succès et à en profiter », qu'il se déclare prêt à la paix « trop haut et trop souvent », qu'il est, en particulier, « responsable du vote de la résolution de paix » du Reischtag en juillet 1917, qu'il sous-estime toujours, à la manière des autres Autrichiens, « les efforts possibles de sa

patrie ». Au demeurant, malgré tant de causes de mésentente, Czernin « n'a jamais été antipathique » à Hindenburg.

Burian est plus sévèrement jugé. Ce successeur de Czernin est inconstant et peu sûr; il est surtout déplaisant parce que son accession au pouvoir au cours de l'été 1918 a immédiatement mis à l'ordre du jour la question de la paix séparée; or, si le besoin de paix était « compréhensible en soi », s'il procédait d'un « sentiment naturel », Hindenburg ne pouvait admettre qu'aucun des membres de la Quadruplice fît bande à part. « Il ne veut pas savoir si, comme on l'a prétendu, l'ambition de jouer le rôle de messager de paix exerça une influence décisive sur la conduite de certaines personnalités de la monarchie austro-hongroise. »

De l'empereur Charles, il ne parle que pour marquer les difficultés de la tâche à lui léguée par François-Joseph — véritable et unique lien entre les différents peuples de la monarchie. — Si le nouvel empereur s'est trompé, en essayant de remplacer « la puisance morale et l'esprit d'union » disparus avec son grand-oncle, par des « concessions à la masse du peuple et des grâces politiques », c'est que « les éléments qui cherchaient à détruire l'Etat » — Tchèques et Slaves — « avaient depuis longtemps conclu un pacte avec l'ennemi et étaient fort peu disposés à y renoncer volontairement ».

Aux chefs militaires austro-hongrois, et notam-

ment au général Conrad von Hœtzendorf, Hindenburg garde un fidèle et amical souvenir. Conrad était étonnamment doué, fervent patriote, ardent partisan de la cause commune; il connaissait admirablement les pays balkaniques et l'Italie. Malgré qu'il ne se fît aucune illusion sur le manque d'esprit national et les faiblesses de son armée, il voyait très grand stratégiquement, plus grand que ne le comportaient ses moyens, et c'était son seul défaut, car il s'efforça toujours « d'écarter les influences politiques qui pouvaient contrarier les intérêts communs de la Quadruplice ». Un beau jour, « probablement pour un motif privé, il fut envoyé sur le front italien et remplacé dans ses fonctions de chef d'Etat-Major général de l'armée austro-hongroise, par le général von Arz ».

Von Arz, esprit pratique et plein de saines idées, excellent soldat, camarade de combat précieux, ne se faisait pas non plus d'illusions sur les difficultés de sa mission, mais il s'efforçait de tout cœur de tirer de la Double Monarchie tout ce qu'elle pouvait militairement donner. Bonnes raisons pour Hindenburg de « reconnaître son énergie et la confiance » qu'il lui inspirait.

Le tsar Ferdinand était un diplomate émérite qui savait, dans la description de la situation mondiale, mettre admirablement en valeur la place de son pays. Il voulait s'affranchir du joug russe et réunir sous son sceptre toutes les populations bulgares. Visait-il

à davantage? Il ne l'a pas dit. Rigoureux vis-à-vis de son fils Boris, dont il dirigeait admirablement l'éducation politique en l'associant à ses travaux, il ne l'était pas moins vis-à-vis de son peuple et les procédés autocratiques ne l'effrayaient pas, mais l'anarchie parlementaire régnant en son pays rendait sa tâche difficile. En tout cas, vis-à-vis des Allemands, il se conduisit en allié fidèle.

Radoslawov, président du Conseil, est moins bien traité, nous l'avons vu déjà, mais Hindenburg convient de sa bonne foi dans les questions de politique extérieure.

Le général Jekow, commandant en chef des armées bulgares, aime son soldat, dont il n'ignore pas les faiblesses, et il est aimé de lui; cet observateur calme n'approuve pas la politique intérieure de son gouvernement, mais se montre chaud partisan de sa politique extérieure. Malheureusement, au point de vue militaire, il ne veut pas voir au delà des Balkans,

Les dirigeants turcs, suivant la règle, sont spécialement encensés. Talaat Pacha est un homme d'Etat génial, le digne représentant de « l'antique et chevaleresque Turquie »; ses mains restèrent pures pendant comme avant sa participation au gouvernement; indépendant au point de vue politique, très au courant des faiblesses foncières de la Turquie — résultat de siècles d'incurie et impossibles à guérir en peu de temps — il était imbu de la grandeur de la mission de la Quadruplice.

Enver Pacha, commandant en chef, possède une largeur de vues peu commune. Qu'on en juge. En septembre 1916, faisant lui-même la description de la situation militaire en Asie, il montre « ses armées refoulées d'Arménie, la Mésopotamie réattaquée, l'armée de Syrie probablement placée en face de forces supérieures et, cependant, c'est en Europe qu'aura lieu la décision de la guerre, c'est donc en Europe que doivent être employées toutes les forces disponibles; en conséquence les siennes sont à la disposition d'Hindenburg », et il le fait comme il le dit S'il manque d'instruction militaire, s'il ignore en partie le service d'Etat-Major, si, de ce fait, le sens des réalités lui fait défaut et si sa richesse de pensées reste souvent improductive, du moins possède-t-il une conception élevée de la guerre et un dévouement sans limite à la cause commune.

En ces jugements où, au demeurant, la bienveillance n'est jamais absente, nous retrouvons bien Hindenburg tel que, plus jeune, ses historiens nous le décrivent. Ne racontent-ils pas qu'en temps de paix, il était connu pour la modération de ses critiques de manœuvres? Jamais de jugement tranchant, de mot sarcastique, d'allusion blessante; si quelqu'un des siens était touché par quelque arme de ce genre maniée par un autre chef, il se faisait un devoir de panser la blessure. S'efforçant de gagner les cœurs, il appartenait à la catégorie des hommes bien rares qui ont peu d'ennemis.

Son traditionalisme, si ferme cependant, ne s'affirme par aucune formule vindicative. Heureux profondément de se retrouver sur le théâtre des exploits de ses pères, il n'accompagne ses souvenirs d'aucune haine pour ses ennemis du jour. Tannenberg le reporte sans doute aux temps douloureux où la vague allemande vint se briser sur la digue polonaise, mais sa victoire ne lui apparaît ni comme une revanche longtemps attendue des chevaliers de l'Ordre Teutonique auquel appartinrent cependant quelques-uns de ses ancêtres, ni comme remportée sur un adversaire méprisable : « S'ils ont perdu la bataille, dit-il, les Russes ont au moins sauvé l'honneur. » Ce n'est pas lui qui trouva le nom de baptême de Tannenberg.

S'il parle du séjour de Napoléon en Prusse orientale après la campagne de 1806, de l'expédition de Russie de 1812, de la campagne de France de 1814, de Waterloo et de ses suites, même de la guerre de 1870 dont il fut acteur, ses récits sont toujours sans fiel.



Il est naturellement modeste; il l'est au point de ne plus écrire que très rarement « je » à partir du moment où il s'est dit incapable de reconnaître la part qui lui revient en propre dans sa collaboration avec Ludendorff. Désormais, il dit « nous ».

La personnalité encombrante de Ludendorff aurait

pu lui porter ombrage et personne vraiment ne s'en serait étonné; lui, bien au contraire, défend en nobles termes son ancien collaborateur; il fait sienne la cause de son adjoint — qui l'attaque, l'attaque lui-même — il glorifie ses mérites et fait appel en sa faveur au jugement de la postérité. Lorsque, le 27 octobre 1918, après la démission de Ludendorff, il rentre seul au quartier général, il a l'impression de pénétrer dans l'appartement, désormais vide, d'un ami très cher dont il vient d'assister aux obsèques. Depuis ce moment, il a « mille et mille fois appelé par la pensée le conseiller fidèle dont il garde en son cœur le souvenir reconnaissant ».

Sans doute, sa modestie n'est pas ombrageuse au point de décourager les apologistes, mais du moins n'entend-il nous donner lui-même ni sa justification, ni son panégyrique; il expose simplement les idées dont il s'inspira et ses pensées sont « celles d'un homme sujet, comme les autres, à erreur ». Il exalte ses victoires, mais il en attribue le mérite bien moins à la profondeur de ses conceptions qu'aux éminentes qualités du soldat allemand. Il lui arrive même de réduire son rôle à rien, comme par exemple lorsqu'il nous narre sa participation à la bataille de mars 1916 au lac Narotch : « Distribution de croix de fer alors que tout était fini ». Et tout cela étant dit, « il ne reste finalement pas grand'-chose pour son mérite personnel ».

Si des artistes viennent au Grand Quartier Général

— et il en vient beaucoup — dans l'intention « d'éterniser les traits du général Ludendorff et les siens », il préférerait infiniment que « ces messieurs, malgré toute leur amabilité et tout leur talent, le laissassent jouir en paix des rares heures de liberté dont il peut disposer ». Les fleurs qui, à Kreuznach garnissent, chaque jour, son appartement, il les considère « non comme un hommage rendu à sa personne, mais comme offertes à l'armée tout entière, dont il est un des plus anciens représentants »; il ne dit même pas : le premier.

Nous avons lu jadis qu'en 1866, un officier prussien de grade élevé recevant, un jour, un ordre signé Moltke, demanda : « Qu'est-ce donc que ce général von Moltke? » Hindenburg, dont les traits sont cependant populaires dans toute l'Allemagne, ne s'étonne pas d'être le héros d'une aventure analogue. Il passait, en 1915, à Insterburg, où son quartier général avait séjourné, un an auparavant, au moment de la première victoire de Mazurie qui libéra la contrée. On y célébrait précisément la commémoration de la délivrance de la ville et, pour n'en pas laisser troubler l'ordre, on obligea l'automobile du feld-maréchal à faire un détour. On ne l'avait pas reconnu! Il fit modestement le détour qu'on lui imposait.

Modeste, il n'est naturellement pas ambitieux. En temps de paix, il trouvait les fonctions de commandant de corps d'armée « bien au-dessus de tout ce

qu'il pouvait espérer ». En 1911, à 64 ans, en place depuis huit années et pouvant légitimement prétendre à une inspection d'armée, il prit spontanément sa retraite, estimant le moment venu de faire place à de plus jeunes. Il n'ignore pas qu'on a donné de cette détermination diverses versions, dont la plus répandue est qu'un jour de grandes manœuvres, il aurait critiqué une immense charge de cavalerie dirigée par l'Empereur en personne et l'aurait taxée de pure folie, en raison de l'efficacité des armes modernes; son impérial maître l'ayant appris, l'aurait délibérément congédié. Il affirme qu'il n'y a là rien de vrai et que sa décision ne fut influencée par aucune espèce de conflit de service ou de personnes.

L'intrigue, qu'il répudie pour lui-même, il l'admet d'ailleurs difficilement pour les autres. Au début de 1915, quand on lui enlève Ludendorff pour l'envoyer comme chef d'Etat-Major à la petite « Armée allemande du Sud » alors en formation dans les Carpathes, il ne veut voir, à l'origine de la mesure, que « des motifs militaires, à l'exclusion de toute intrigue », en quoi il n'a peut-être pas tout à fait raison.

Lorsqu'il est appelé à Pless, le 28 août 1916, par le chef du cabinet militaire de l'Empereur, lequel lui annonce que « la situation est sérieuse », il s'imagine qu'on le fait venir pour le consulter. comme on l'a fait déjà à deux reprises; il pense à Verdun, à l'Italie, à Broussilow, au front autrichien,

à la Roumanie qui vient de déclarer la guerre, à la solidité de nerfs qu'il lui va falloir montrer sur le front oriental, il pense à tout, sauf à ce que la Direction suprême de la guerre lui puisse échoir.

A l'époque où il songe encore à passer, pour la troisième fois, en vainqueur sous la porte de Brandebourg, il compte bien, ceci fait, « prendre un fiacre et s'enfuir dans sa famille, où l'on n'entendra plus parler de lui ».

Depuis la fin de la guerre, à part le livre que nous analysons ici, on peut compter, tant elles sont rares, ses manifestations publiques. Il n'est pas de ceux qui croient pouvoir, dès maintenant, renverser les institutions établies et les remplacer par le régime déchu. S'il est assez vraisemblable qu'il place en quelque changement de ce genre ses plus chères espérances, il n'en hâtera pas l'avènement par son activité personnelle. Tout au plus penserait-il, en acceptant de prêter son nom et son autorité morale, accomplir un devoir analogue à celui qu'il accepta, le 9 novembre 1918, quand il se chargea, non sans risques, de ramener dans sa patrie l'armée allemande en pleine dissolution.

Il est accueillant et sans morgue. Sa porte est ouverte à tout visiteur qui « ne trouve jamais son cœur fermé pourvu qu'il vienne en toute franchise ». Il ne dédaigne pas « de presser les mains puissantes des manœuvres et des travailleurs »; il éprouve

même du plaisir « à regarder dans leurs yeux ouverts et à entendre leur franc-parler ».

Il a une santé solide et l'on dit qu'il dort à volonté, à toute heure, quel que soit le travail d'esprit qui ait précédé; lit, fauteuil ou chaise, tout lui est bon comme meuble de repos. Et cela est bien l'indice d'une nature tranquille! D'ailleurs, n'écrit-il pas lui-même que l'allure calme et pondérée de la population d'Oldenburg, où il tint jadis garnison, lui convenait tout spécialement? Mais ce vieillard, au système nerveux si peu excitable, n'en conserve pas moins une grande fraîcheur d'esprit, il aime la jeunesse et entend qu'elle se présente à lui sans contrainte; il est bien loin d'être juché tout en haut de sa dignité. Or, la jeunesse est généralement gaie; Hindenburg l'est sûrement. Même en ses « Souvenirs », on retrouve le général inspecteur qui, le soir, à la table des officiers, voulait connaître les bonnes histoires qui faisaient rire et dont il riait à son tour, le chef qui notait dans un de ses rapports sur un régiment : « Corps de troupe excellent, mais les lieutenants ne sont pas assez gais ». Au Grand Quartier Général, il continue à trouver bon le franc-parler et les joyeusetés qu'il appréciait déjà à l'école des cadets; après chaque dîner, dans une réunion intime, il tient conversation avec ses officiers et entend que la gaîté y conserve tous ses droits, car il considère « comme un devoir » de maintenir ses collaborateurs en belle humeur.

Il a, en effet, « le sens de l'humour », cette qualité qu'il dit avoir rencontrée et appréciée chez le maréchal de Moltke. Son livre nous en fournit quelques exemples.

Etant enfant, il se réjouissait beaucoup d'un bon tour que sa mère lui racontait avoir joué, en 1848, aux Polonais insurgés et momentanément maîtres de Posen. Ordre avait été donné aux habitants d'illuminer, pour fêter l'entrée dans la ville d'un des chefs de l'insurrection. L'épouse de l'officier prussien parti avec son régiment pour réprimer la révolte, fut contrainte d'obéir; mais comme on était au 22 mars, et que le 22 mars se trouvait être précisément le jour anniversaire de la naissance du prince de Prusse, elle illumina en effet, mais en l'honneur de son prince.

Un artiste s'extasiait sur la tête « éminemment sculpturale » du feld-maréchal qui lui dit : « Chose curieuse! Personne ne s'en était jamais douté avant Tannenberg. Et c'est bien dommage, car à ce moment je disposais de beaucoup de temps, et maintenant j'en ai vraiment bien peu! »

A un certain professeur, qui lui demandait quand se terminerait la guerre, il répliqua : « J'allais justement vous demander quand commencera la paix ».

On sait que la ville de Berlin lui éleva une statue de bois, dans laquelle chaque bon Allemand plantait un clou, moyennant finances; le produit de l'opération était destiné à secourir diverses œuvres chari-

tables. « Je pense, dit Hindenburg, que mon excellente femme dut passer une minute désagréable lorsqu'elle dut m'enfoncer un clou dans le corps, mais si l'affaire rapporte beaucoup d'argent pour les pauvres, c'est l'essentiel. »

Il recevait une innombrable correspondance, où « la poésie jouait un aussi grand rôle que la prose »; l'enthousiasme et le contraire s'y mêlaient agréablement, les affaires militaires et celles qui ne l'étaient pas en faisaient autant. Le feld-maréchal n'a jamais pu comprendre, par exemple, la part de connexité que comportaient ses fonctions de chef d'Etat-Major général avec l'évacuation des ordures ménagères d'une certaine ville de province, de même qu'avec la perte de l'acte de naissance d'une Chilienne d'origine allemande. Et cependant, quand il en avait le temps ou l'occasion, il appuyait volontiers les demandes qu'on lui adressait, en donnant tout au moins sa signature.

Les rêveurs ne manquaient pas non plus de lui confier le résultat de leurs veilles; il n'est pas jusqu'à certain haut fonctionnaire de l'administration des finances qui ne lui ait demandé le prix d'un coup de canon de chaque calibre, afin de calculer approximativement ce que pouvait coûter une bataille. « Il ne m'a pas honoré du résultat de ses calculs, dit Hindenburg, persuadé sans doute que je ne consentirais pas, malgré cela, à restreindre nos dépenses en munitions. »

Ceux aussi que poussait la seule curiosité trouvaient le chemin de sa porte; il a souvent bien ri en lui-même de l'embarras de maint personnage cherchant à justifier sa visite. « Il n'ose pas affirmer que ces démarches aient toujours eu les résultats qu'en attendaient leurs auteurs. »

Quant aux plans stratégiques qui lui étaient envoyés, le nombre en était grand; ils ne s'occupaient pas seulement des opérations d'Europe, mais s'égaraient aussi jusqu'en Orient. Le plus souvent, « pour ne pas abuser de son temps si précieux », ils se contentaient d'indiquer « les grandes lignes du plan », car l'on croyait pouvoir, « pour le reste, s'en remettre à lui avec confiance ». Cependant, « on l'invitait quelquefois à se hâter ». Un de ces stratèges en chambre prophétisa, un jour, que la décision de la guerre se produirait à Killis et qu'il fallait porter toutes les forces vers ce point. Hindenburg dut d'abord « rechercher où se trouvait cette localité et la trouva dans la zone tempérée, au nord d'Alep ».

Il lui arrive quelquefois de plaisanter sur les opérations elles-mêmes. En 1914, lors de la campagne en Pologne du Sud, les Autrichiens, maîtres de la rive gauche de la Vistule, entre l'embouchure du San et la région au nord d'Ivangorod, imaginèrent, pour mieux battre les Russes, d'abandonner les passages, dans l'intention de tomber ensuite sur les colonnes ennemies franchissant le fleuve. « Plan

hardi qui, en temps de paix, a joué souvent un grand rôle dans l'exécution et la critique des manœuvres sur la carte, plan digne d'un Blücher et de son fidèle Gneisenau sur la Katzbach en 1813, mais plan dangereux quand on n'est pas absolument sûr de ses troupes. » Et effectivement, la contre-offensive austro-hongroise remporta un si piteux échec qu'elle se transforma rapidement en retraite!

A l'issue de la même campagne, les Russes victorieux commirent l'imprudence d'envoyer par T. S. F. un message que les Allemands, naturellement, purent déchiffrer et qui s'exprimait ainsi : « Après avoir poursuivi l'ennemi pendant 120 verstes, il est temps de passer la poursuite à la cavalerie. » Et Hindenburg d'ajouter : « Nous pouvions donc respirer et songer à de nouveaux projets. »

Lors de l'attaque du 27 mai 1918, nos troupes — à ce que dit le feld-maréchal du moins — furent l'objet d'une surprise dont il donne, pour ce qu'elle vaut, une explication singulière; elle lui fut révélée par un officier ayant pris part aux préparatifs du passage de l'Ailette : « Le coassement des grenouilles dans les bras de cette rivière et dans les marais voisins était si intense qu'il couvrait le bruit des haquets allemands apportant le matériel de pointage. » « Je puis assurer, dit Hindenburg, que je n'avais en rien excité la verve de cet officier en lui racontant, au préalable, mes souvenirs de chasse. »

Au moment des affaires de fin mars 1918, il a un

bon communiqué à envoyer à Berlin. C'est un samedi. « Ne pourrais-je pas, dit-il à l'Empereur, faire en sorte que la nouvelle n'arrive à Berlin que dimanche matin? » Et pourquoi? Parce que les enfants auront congé le lundi, tandis que si le télégramme parvient le samedi soir, le feld-maréchal recevra encore des centaines de lettres ainsi conçues : « Cher oncle Hindenburg, pourquoi livres-tu tes batailles un absurde samedi? Fais donc cela le dimanche, afin qu'on nous donne vacances le lundi. »

Le soir de la célébration de son soixante-dixième anniversaire, à Kreuznach, le bruit se répandit d'une violente attaque aérienne sur le Grand Quartier Général. Aucun avion ennemi ne parut; en revanche, toutes les pièces de la défense ouvrirent un feu violent, si violent qu'il le fallut bientôt cesser faute de munitions. Hindenburg s'en alla coucher, « sûr, cette fois, de n'être plus dérangé ». Le lendemain, l'Empereur lui présenta une coupe entièrement remplie d'éclats d'obus allemands ramassés dans le seul jardin de sa propriété. « Nous avions donc couru un certain danger. » Quant aux habitants de Kreuznach, ils avaient pris ce tir nocturne « pour le signal, bien militaire, de la fin de la fête ».

Voilà tout un chapitre que nous serions bien en peine d'écrire sur le compte du « rude et anguleux » Ludendorff.

II

HINDENBURG ET LUDENDORFF

LUDENDORFF [1]

La personnalité de Ludendorff est si puissante qu'elle en devient excessive. Comme ce sont précisément ces excès qui différencient le Premier Quartier-Maître Général du feld-maréchal, il importe d'y insister et nous l'allons faire, mais il serait injuste de les noter seuls et de négliger les qualités que Ludendorff partage avec son chef et celles même qu'il est seul à posséder. Nous commencerons par ses qualités militaires, lesquelles sont, les unes à mettre en commun avec Hindenburg, notamment la clarté dans la conception générale des opérations et dans les vues d'ensemble sur les situations, les autres, bien à lui : puissance de travail, adaptation des moyens au but, maîtrise dans l'exécution.

[1] Une grande partie des considérations qui suivent sont extraites de notre ouvrage intitulé *Ludendorff*, paru en 1920, à la librairie Payot.

En tant que chef d'armées, Ludendorff est, en effet, énergique et clairvoyant, observateur sagace, instructeur et manœuvrier de talent. Là où il excelle, c'est dans la guerre de mouvements qui, seule ou à peu près, avait été minutieusement étudiée, en Allemagne comme ailleurs, avant 1914. Ses manœuvres ou projets de manœuvres contre la Russie sont marqués au meilleur coin de la meilleure doctrine guerrière : attaque importante et frontale destinée à attirer les réserves de l'adversaire, puis attaque à intention débordante sur un point faible et qui, en Russie, restera forcément faible, parce que la Russie ne possède pas les moyens ferrés et routiers nécessaires à l'embarquement, au transport et au débarquement de grandes masses de troupes.

Là où il excelle encore, c'est dans la manœuvre dite « en lignes intérieures ». La situation de l'Allemagne, entourée d'ennemis, au centre de l'Europe, se prêtait d'ailleurs admirablement à ce genre d'opérations. Elle y était comme une place, immense mais assiégée, d'où elle effectuait des tentatives pour rompre le cercle d'investisement qui l'entourait. Sorties finalement infructueuses que les attaques en Russie, en Roumanie, en Macédoine, en Italie et en France, sortie manquée que l'unique essai de la flotte de haute mer pour abandonner ses bases; tentative de sortie aussi que la guerre sous-marine.

Ainsi, sur tout le périmètre investi, tantôt ici, tantôt là, Ludendorff attaque ou résiste. Il passe ses

veilles à rassembler des forces sur un point, soit qu'il y prenne l'initiative, soit qu'il doive y répondre à celle de ses adversaires. Durant quatre ans, l'Allemagne est sillonnée de trains de troupes qui vont, viennent, déplacent le centre de gravité du système, donc le point d'application de l'effort ou de la résistance, au gré de la Direction suprême.

Dans la défensive, Ludendorff a nettement vu que les combats pour des bouts de tranchées étaient aussi improductifs pour le résultat final que coûteux en hommes et en munitions. Il a saisi toute l'importance de l'échelonnement de l'infanterie et de l'artillerie dans le sens de la profondeur. Il a compris qu'une première position attaquée par surprise, après un court bombardement par une artillerie puissante, a les plus grandes chances d'être enlevée par un adversaire valeureux. Il a même vu que la surprise n'était pas nécessaire dès le moment où le bombardement dépassait une certaine intensité. Alors il s'est ingénié à trouver le moyen de reprendre au plus tôt le terrain qu'il ne pouvait pas ne pas perdre et il a imaginé son système des « divisions d'intervention ». Ce sont des divisions placées à une certaine distance en arrière de la zone présumée des attaques ennemies, protégées par leur distance même contre la majorité des canons adverses, et qui tombent par surprise sur l'assaillant lancé à corps perdu dans sa conquête et affaibli, tout au moins désorganisé, par son succès même.

Mais le système n'est bon que si cet assaillant pousse à fond, toujours plus loin à l'intérieur des positions allemandes. S'il s'arrête, au contraire, dans son élan, s'il reste sous la protection de ses canons, s'il se contente, en d'autres termes, de limiter son gain à la portée de son artillerie, les divisions d'intervention ou n'interviennent pas, ou n'interviennent que pour venir mourir sous l'avalanche d'obus déchaînée contre elles, en avant de la nouvelle ligne occupée par le conquérant.

Le procédé étant défaillant, Ludendorff se décide à créer, dans ses positions défensives, une zone avancée, très faiblement tenue, et à reporter plus en arrière la véritable défense. De l'autre côté des fils de fer, on était arrivé à la même conclusion.

Dans l'offensive contre une position fortifiée, ainsi que nous avons eu l'occasion de le montrer déjà. tout l'art de Ludendorff a consisté à amener par surprise une puissante masse d'attaque en face du front à emporter, en une préparation d'artillerie aussi puissante que brève, puis en un assaut poussé à la course, jusqu'à bout de souffle. En arrière des divisions de première ligne, d'autres suivaient, pour les remplacements et la continuation du mouvement. On sait comment, après trois attaques de ce genre poussées très loin à l'intérieur de nos positions, la quatrième, lancée le 15 juillet 1918, échoua piteusement du fait de l'application méthodique que nous fîmes du procédé défensif dont Ludendorff préco-

nisait lui-même l'usage. Tout cela a été longuement discuté dans un précédent chapitre, nous n'y reviendrons pas.

En prêtant au Premier Quartier-Maître Général la paternité des conceptions et procédés militaires de la stratégie et de la tactique des Allemands telles que nous les avons pu observer, nous anticipons quelque peu sur ce qui suivra et notamment sur la fin de cet ouvrage, où nous chercherons à démêler la part d'Hindenburg et celle de son adjoint dans la conduite générale de la guerre, mais nous pouvons affirmer déjà que, s'il peut y avoir quelque doute sur celui des deux à qui doivent être attribuées certaines conceptions, il n'en subsiste aucun sur l'auteur responsable du choix des procédés de guerre et de l'estimation des moyens à mettre en œuvre pour réaliser telle ou telle opération.

En ce domaine, Ludendorff règne en maître; lorsque l'idée musicale ne lui appartient pas en propre, l'orchestration tout entière est de lui. Il est, d'ailleurs, prodigieux en ce genre; sa puissance de travail est si considérable qu'aucune tâche ne le rebute. Hindenburg la qualifie de « titanique ». En 1915, à Kowno, en plein centre des territoires que la dernière campagne venait de mettre en possession des armées allemandes : Lettonie, Courlande, Lithuanie, Pologne, Ludendorff se charge « de toutes les questions d'administration, de reconstitution et d'exploitation des pays récemment occupés en vue

du ravitaillement des troupes, du peuple allemand et des habitants de ces régions. Le règlement de telles affaires aurait été suffisant, à lui seul, pour absorber la puissance de travail d'un homme. Le général Ludendorff considéra ces occupations nouvelles comme un supplément au reste de son service; il s'y consacra avec l'inlassable volonté qui lui était propre. » A maintes reprises, Hindenburg fait allusion à la « résistance de fer » de son adjoint.

Car Hindenburg garde à Ludendorff une pleine et entière « fidélité de combat ». « Que d'autres émettent à ce sujet les jugements qu'ils voudront! Comme pour beaucoup des grands hommes de l'Allemagne, et de ses plus grands hommes, le temps ne viendra que plus tard où le peuple entier regardera vers Ludendorff en l'admirant. A la vérité, ses adversaires l'ont haï en justes connaisseurs de sa valeur. »

Ludendorff rend aussi justice au feld-maréchal, mais avec cette différence que peu de mots lui suffisent pour l'exprimer; en revanche, il est fidèle, lui aussi, dans ses amitiés. Quand il a mis un subordonné à l'épreuve, il lie sa fortune à la sienne. Tous ceux qu'il a remarqués sur le front oriental, il les pourvoit, une fois parvenu à la Direction suprême, de postes importants, soit à l'Etat-Major Général, soit auprès des détenteurs de hauts commandements. Il se crée ainsi une clientèle, ce qui est peut-être un assez bon moyen d'être fidèlement servi; en tout cas, il facilite sa propre tâche en ayant partout des agents

avisés, des concours utiles et des collaborations doctrinales.



Si nous nous mettons maintenant à examiner les traits qui sont encore de nature à compléter la physionomie de Ludendorff, nous les trouverons affectés de déformations qui seront tout exprès mises en évidence, mais dont il ne faudrait pas, sous cette lumière spéciale, oublier la forme générale et primitive. C'est le cas ou jamais de dire de Ludendorff qu'il a possédé tous les défauts de ses qualités.

Ludendorff est orgueilleux au delà de toute expression. Dès le premier contact, son assurance stupéfie. Son livre, où le « moi » domine d'insolente manière, est un monument élevé à la fois à sa défense et à sa propre grandeur. C'est à peine si, en quelques endroits et en quelques mots, il prend soin de rappeler l'existence d'Hindenburg. Il ne consacre que çà et là quelques lignes à l'Empereur qui ne l'a pas, d'ailleurs, en spéciale estime. Ces précautions oratoires prises à peu de frais, il se montre seul sur la scène et y déploie son personnage avec une véritable aisance de professionnel, bien qu'il prétende n'avoir ni le goût, ni l'habitude de se donner en spectacle. Il a tout conçu, tout préparé, tout dirigé. Il a maintes fois sauvé la patrie et, si elle a été finalement perdue, c'est que ses conseils n'ont

pas été suivis. Il parle sans cesse de l'effroyable responsabilité qui pèse sur lui vis-à-vis de l'armée et du pays.

Et ce ne sont pas seulement ses contemporains que Ludendorff piétine avec une parfaite inconscience, c'est encore la postérité qu'il veut violenter en ses jugements. Ecoutez-le parler de ses manœuvres! Tannenberg est une des plus brillantes actions de l'histoire du monde; la retraite après l'expédition en Pologne du Sud restera, dans la suite des temps, comme un exemple de conciliation des nécessités militaires avec les règles de l'humanité; on trouvera dans l'histoire militaire, peu d'exemples comparables à l'exploit de la campagne en Pologne du Nord; les opérations en Russie de 1914-1915-1916 sont des événements d'une prodigieuse grandeur; lorsqu'il quitte le front oriental, en août 1916, il laisse derrière lui deux années de labeur incessant et de succès inouïs; à peine arrivé. en compagnie d'Hindenburg, à la Direction de la guerre, il fait faire à l'armée un formidable pas en avant; les louanges qu'il distribue à l'occasion de la campagne de Roumanie ne sont pas moins hyperboliques et il n'a garde de s'oublier lui-même; il affirme que, dans les pays voisins de la Baltique, sa pensée anima tous les rouages de l'administration; en entamant, en 1918. ses offensives sur le front français, il annonce que le monde va connaître les plus grands événements de son histoire. Sa pensée est partout souve-

rainement créatrice, son activité sans seconde, son travail quotidien surhumain. Jamais homme n'a connu d'angoisses comparables aux siennes, de triomphes supérieurs aux siens, de chute plus imméritée que la sienne. A de rares exceptions près, ses fonctions ont été plus lourdes que toutes celles que jamais personne ait assumées.

Orgueilleux pour lui-même, il l'est davantage encore pour son pays. Son patriotisme — d'ailleurs fort respectable en soi — est poussé jusqu'à un degré d'aveuglement qui le perdra. Et quand il parle de l'Allemagne, il n'envisage pas seulement l'empire de formation récente que nous connaissons, mais toutes les terres qui furent visitées jadis par les Allemands. C'est un coin de terre de la patrie qu'il reconnaît à Mittau lorsqu'en mai 1916, il accompagne Guillaume II dans cette ville conquise. A Kowno, dans l'hiver 1915-1916, il a devant les yeux, sur la rive droite du Niémen, une tour ruinée, seul reste d'un vieux château autrefois édifié par les chevaliers de l'Ordre Teutonique; il songe alors à la restauration possible de l'hégémonie allemande sur ces territoires baltiques où ses ancêtres ont jadis pénétré. Là où l'Allemagne marqua sa civilisation, elle peut bien l'imposer encore. Et de fait, dans des combinaisons politiques qu'il maintient presque jusqu'à la dernière heure, il échafaude tout un plan où la Lettonie, la Courlande, la Lithuanie, sans parler de la Pologne, rentrent sous la domination alle-

mande; jusqu'à la Finlande, à qui il rêve d'imposer un prince allemand.

Ses appréciations sur les alliés de l'Allemagne sont rien moins que courtoises; il est bien, lui, de ceux qui pensent qu'il n'a jamais eu que « des partenaires boiteux ». A son avis, l'Autriche-Hongrie n'est qu'un demi-cadavre que, seuls, des moyens énergiques auraient pu réveiller, si l'on avait eu le courage d'en faire usage. Que ne l'a-t-on fait? Par crainte que l'Autriche n'en vienne à une paix séparée? Pensée déraisonnable! L'Autriche en est incapable; l'Allemagne n'est-elle pas là avec son armée, argument frappant toujours prêt? Exécutée pour exécutée, l'Autriche préfèrera ne l'être que plus tard et s'il le faut, par le Russe; l'Allemagne est trop forte et trop proche.

Mais volonté et énergie ne sont l'apanage ni des dirigeants autrichiens ni des chefs du gouvernement allemand qui devraient parler haut et sont pleins, au contraire, de mansuétude. L'empereur Charles a de trop débiles épaules pour le fardeau légué par François-Joseph. Au lieu de lutter contre les prétentions égoïstes des Hongrois et de châtier les Tchèques rebelles, n'a-t-il pas la faiblesse de reconnaître l'existence légale des nationalités? C'est une véritable abdication de pouvoir; d'ailleurs, cet empereur n'a aucune envie de faire la guerre et la guerre seule importe. Il désire tellement la paix qu'il entame avec l'ennemi de louches négociations, telles ses

lettres au prince Sixe de Bourbon. Ce n'est pas tout; bien loin de se soumettre aveuglément aux directions du Grand Quartier Général allemand, il est juché sur ses prérogatives de chef de l'armée Impériale et Royale; il a l'audace de demander et d'obtenir l'atténuation des termes de l'accord qui le lie à la Direction suprême afin que sa subordination n'en ressorte pas d'aussi évidente manière. L'Impératrice qui le mène est entre les mains des cléricaux et les cléricaux n'aiment pas les Allemands.

Czernin a des qualités, mais cela ne l'empêche pas d'être bavard, de commettre des sottises à propos des nationalités et de s'en aller partout clabaudant sur les projets dictatoriaux de Ludendorff: à peu près toujours, sa politique vient à l'encontre de celle des militaires allemands. Burian, successeur de Czernin, n'est pas mieux traité, car lui aussi est plein d'idées de paix; il compromet la solidité de l'alliance aux yeux de l'Entente en n'en faisant qu'à sa tête.

En Bulgarie, Ferdinand n'est pas soldat; il préside un gouvernement pourri. Radoslavoff fait marcher l'Allemagne et laisse le ministre américain — un espion — se livrer à Sofia aux plus dangereuses intrigues. L'armée bulgare a purement et simplement trahi en septembre 1918.

Quant à la Turquie, elle ne fait aucun effort pour rompre avec son absurde politique anti-arabe. Ludendorff a bien insisté cependant pour qu'elle

changeât de méthode; il n'a rien obtenu. Enver Pacha, un ami, a paru convaincu, mais il n'a pas agi. En revanche, il s'entend parfaitement à réclamer toujours plus de matériel de guerre, plus de charbon et de bien d'autres choses encore qu'avec un peu d'ordre et d'esprit d'organisation, il pourrait, en partie tout au moins, se procurer chez lui. Que ne secoue-t-il son peuple de la torpeur bien orientale où il se complait? Que ne lui fait-il comprendre que son sort est lié à celui de la Grande Allemagne, donc qu'il doit se saigner pour elle aux quatre veines?

Pour ses propres compatriotes, Ludendorff n'a pas plus de bienveillance. Déjà, en 1914, après la Marne, il était revenu consterné du spectacle d'insouciance qu'il avait vu à Berlin. Rien ne change par la suite, le gouvernement et ses aides se traînent dans les ornières du temps de paix; ils sont pleins de prétentions ridicules et d'amour-propre hors de saison. C'est en maître que la Direction de la Guerre devrait parler et non en solliciteur, car elle est le guide national du peuple tout entier en armes et pas seulement de la partie du peuple qui est sous les armes.

Le chancelier Bethmann? Il n'aspire qu'à la paix et paralyse la guerre. Sa veulerie est telle qu'il donne au peuple allemand la concupiscence d'une paix boiteuse, dite de conciliation, sans d'ailleurs en inspirer le désir à ses adversaires; il rêve d'une paix d'ilotes au lieu de celle qui devrait désormais

garantir l'Allemagne de toute nouvelle agression. On sait d'autant mieux ce que cela veut dire que Ludendorff s'appuie ouvertement sur les pangermanistes; il est leur homme et même un peu plus.

Les chanceliers, sous la poussée du Grand Quartier Général, tombent comme capucins de cartes et Ludendorff songe à prendre les rênes du gouvernement — on les lui offre, c'est-à-dire que les partis de droite les lui offrent. — Ne croyez pas que son refus soit dû à un accès inattendu de modestie, non, il veut bien être chancelier, mais à la condition de conserver la maîtrise des opérations — le point est à noter — mais comme aucun homme au monde n'est capable d'assumer les deux tâches à la fois, il opte pour la Direction de la guerre!

Ludendorff sert un Dieu : l'Allemagne. Le peuple allemand, peuple élu, est par définition l'enfant chéri de la victoire; ses dirigeants militaires et civils sont les pontifes de la religion nouvelle; ils tiennent leur toute-puissance de la divinité. D'où cette thèse qui fait le fond de toutes les explications de Ludendorff, à savoir que si, dans leur sphère, les hommes du gouvernement n'ont pas su conserver au peuple sa santé morale, condition de la victoire, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu. Ce sont des schismatiques de la religion commune abusés par les néfastes idées du jour, en quelque sorte de coupables modernistes du patriotisme. Ludendorff a donc la foi du charbonnier. L'affaire a mal tourné? Pour lui, cela ne signifie pas

qu'elle ait été mauvaise, immorale ou mal conçue. L'exécution en fut défectueuse, et voilà tout. Or, l'exécution en était confiée à l'armée d'une part, et au pays d'autre part. L'armée a fait tout son devoir; le pays, non. Abreuvé à des sources spirituelles impures qu'un gouvernement faible n'a pas su tarir, ni même endiguer, il s'est empoisonné; il a empoisonné l'armée; c'est la révolution, conséquence des faiblesses gouvernementales si longtemps signalées et stigmatisées par le Premier Quartier-Maître Général, qui a provoqué la débâcle militaire. Nous avons discuté déjà cette importante question et pensons avoir établi que les gouvernements civils de l'Allemagne auraient de bonnes raisons pour prétendre exactement le contraire.

Traditionaliste autant qu'on peut l'être, Ludendorff est aussi monarchiste, mais à sa manière. La lignée des Hohenzollern a fait la Prusse et l'Allemagne et, à ce point de vue, il l'entoure de tous ses respects, mais ceux-ci vont bien plus à l'ensemble des représentants de la race royale et à quelques-uns d'entre eux en particulier, qu'à celui qui maintenant est le chef de la maison. Au surplus, les rois ou empereurs n'ont pu mener à bien leur œuvre séculaire qu'avec l'appui de grands militaires et de grands ministres; l'un de ces derniers, Bismarck, est son héros de prédilection; depuis sa mort, personne ne l'a remplacé; une ère nouvelle, l'ère postbismarckienne, s'est ouverte, une ère d'hommes

d'Etat passables sinon médiocres qui n'ont jamais eu ni la grandeur, ni la force de volonté nécessaires pour continuer l'œuvre de leur grand prédécesseur. Guillaume II lui-même, cet empereur que la guerre effraie et qui n'est même pas capable d'imposer à son gouvernement la politique énergique qui mènerait la guerre à bonne fin, n'est pas autre chose qu'un post-bismarckien.

Ludendorff, cela est évident, et c'est une justice à lui rendre, est inhabile à masquer sa pensée, mais il devrait savoir qu'à une certaine hauteur, la vérité crue n'est pas toujours bonne à dire; trop de gens l'entendent et la commentent à leur gré. Or, il la dit telle qu'il la voit, et sur ses alliés et sur ses gouvernants qui l'écoutent et cèdent à la naturelle tendance de le rendre responsable de tous leurs conflits avec le Grand Quartier Général. Cela est si vrai qu'à la fin de la guerre, c'est lui qui presque toujours est mis sur la sellette, lui sur qui convergent tous les mécontentements, lui enfin qui, seul, est obligé de céder la place.

Ludendorff n'est pas psychologue; l'ardeur de sa foi l'aveugle. Pas plus qu'il ne saisit l'âme de son peuple, il ne pénètre celle de ses adversaires; il leur prête les mobiles qui l'animent en les supposant, comme lui, atteints de mégalomanie. Il ne veut pas voir que l'Allemagne fait la guerre pour en tirer profit à notre détriment et que la France se bat pour ne pas périr avec sa liberté. Il se plaint que son

pays n'ait pas produit un Clemenceau; c'est peut-être que Bethmann-Hollweg ne luttait pas pour le même motif; c'est peut-être que ces deux hommes étaient suivis de foules animées d'un esprit différent, parce que leurs raisons de vaincre étaient différentes. Cette hypothèse ne peut venir à l'esprit de Ludendorff.

Sa foi dans la mission quasi-divine de son pays nous donne ainsi l'explication de sa volonté, obstinée jusqu'à l'aveuglement, et de sa force de « tranquille décision », selon sa propre expression. Qui détient la vérité, s'y maintient quand même, envers et contre tous. Celui-là n'éprouve aucun doute qui possède la sûre doctrine et s'y conforme.

Nous y trouvons ainsi la clef d'une autre particularité du caractère de cet homme extraordinaire. Il a la haine innée de tout ce qui, dans l'histoire, vint contrarier la politique des Hohenzollern, à la manière d'un vrai croyant qui hait les hérétiques. Il est donc aussi vindicatif qu'orgueilleux. Il l'est, à certains moments, au point d'en devenir puéril, par exemple quand il venge, à Tannenberg, les chevaliers de l'Ordre Teutonique battus, en ce lieu, en 1410. Ses sentiments sur la France sont ce que doivent être ceux de tout bon Allemand pangermaniste vis-à-vis de l'insolente nation.

Cette mentalité de Ludendorff nous révèle aussi pourquoi, dans les mauvais jours, il perd en partie ses caractéristiques habituelles. A ce moment, son

Dieu est menacé et beaucoup de ses fidèles désespèrent de sa puissance; il est un de ces fidèles qui, voyant son idole renversée, ne peut nier le fait, et cependant se refuse à croire à pareil sacrilège. De là ses contradictions de la fin, ses appels au gouvernement, aujourd'hui pour le presser de conclure une paix rapide, demain pour déclarer la lutte encore possible.

Ludendorff est un audacieux qui aime naturellement le risque. Convaincu de la bonté de sa cause, il n'est pas de ceux qui voient toujours tout en noir et se livrent sans cesse aux pronostics les plus sombres, de ces gens qui sont heureux quoi qu'il arrive puisque, si leurs prophéties se réalisent, ils se glorifient de leur sagesse et partagent encore la joie commune si les événements sont plus favorables qu'ils ne l'avaient prédit. Il est lui, un homme d'action, placé entre deux alternatives : être acclamé s'il réussit, lapidé s'il échoue sans que personne se demande les efforts qu'il a faits pour détourner le malheur. Il court délibérément sa chance, en fanatique.

En cet homme, tout se tient; il est d'une pièce; c'est un monolithe. Le succès de l'Allemagne étant son unique objectif, tout s'y subordonne. Il ne prend cure des moyens. La violation de la neutralité belge, les émissions de gaz asphyxiants, la guerre sous-marine à outrance, les incendies, les déportations, les destructions et même la dévastation systématique,

tout cela est justifié puisque tout cela peut servir l'intérêt de la cause : or, nul esprit sérieux ne saurait consentir à en sacrifier la moindre parcelle à de « fallacieux principes d'humanité ». Il est donc de ceux qui pensent que la nature même de la guerre est de tout pousser à l'extrême et d'ignorer la pitié. Partant de là, les forfaits commis par ses armées ont une explication facile : c'est la guerre!

Ludendorff est le type accompli des hommes qui, jusqu'à ces derniers jours, ont été les véritables maîtres de l'Allemagne, les artisans de sa grandeur passée comme de sa chute récente. Il représente le plus pur produit de l'éducation militaire allemande, qui prend l'enfant à peine au sortir du berceau et le conduit, par la voie de l'Académie de guerre et du Grand Etat-Major, jusqu'au sommet de la hiérarchie en lui imprimant une marque indélébile : l'orgueil de la patrie allemande, l'orgueil personnel. Divinisée, l'Allemagne a tous les droits et doit avoir tous les pouvoirs sur la terre. Par une pente naturelle, les exécuteurs de ses volontés — nous allions dire ses prêtres — c'est-à-dire les chefs de l'armée, croient sincèrement participer de son infaillibilité. Le Grand Etat-Major, cette institution puissante dont le premier Moltke disait orgueilleusement : « la France peut nous l'envier, elle ne la possède pas », a fait de ses disciples un ordre de véritables et dangereux mystiques. Sans doute, Ludendorff plaide sa propre cause et cela l'excuse, mais il ne

fait pas pour rien partie du Grand Etat-Major; c'est pour le justifier qu'il écrit, c'est le parti militaire qu'il soutient, c'est l'apologie des idées qui ont eu cours et qui continuent à avoir cours dans les milieux pangermanistes impénitents qu'il entreprend. Il lutte pour la vraie foi; il en est un des martyrs.

Mais il ne se contente pas de la défendre pour le passé, il prétend bien préparer sa résurrection dans l'avenir. A ses yeux, si bas qu'elle soit tombée, l'Allemagne peut et doit se ressaisir, redevenir la grande nation. Sa confiance en elle est illimitée, il ne désespérera jamais et, au fond, cela est très respectable.

Il s'insurge contre la réalité et, ne la pouvant pétrir selon ses désirs, il compte sur le temps pour lui faire violence. Son but? L'unification de l'Empire, sous l'hégémonie prussienne. Depuis qu'il n'est plus rien, il ne manque aucune occasion de répandre ses idées et même par des procédés qui, en apparence, sont en contradiction avec elles. Dans ces derniers temps, il s'est mis à la tête des manifestations militaristes de Bavière; or, la Bavière ne cache pas son désir de desserrer les liens qui la lient au gouvernement central, mais la Bavière aussi est la forteresse conservatrice par excellence, le pays de toute l'Allemagne où la monarchie semble devoir le plus tôt renaître, l'état confédéré qui a le plus de chances de rallier les suffrages des Allemands d'Autriche et

de se les adjoindre. Une fois la monarchie et l'ordre rigoureux restaurés en Bavière, une fois l'armée bavaroise reconstituée, qui sait si l'exemple ne sera pas suivi, de gré ou de force, par le reste de l'Empire!

Ludendorff, en septembre 1920, a été acclamé à Munich comme il l'est, par ses coreligionnaires en politique, partout où il paraît. Le temps n'est peut-être pas loin où, comme à son quartier général de Kreuznach, le peuple se pressera sur son chemin pour lui offrir les fleurs de ses parterres et l'encens de ses acclamations. Or, Ludendorff ne perd jamais de vue son objectif. Ce « hasardeur », comme on l'a dénommé, sait fort bien que, pour un quart de siècle au moins, l'Europe sera secouée par les frissons de la « fièvre danubienne ». Il ne se pressera pas : il guettera l'occasion et, au besoin, il saura la faire naître, car il est bon organisateur. Il a, malgré lui, quitté la scène qu'il aime, quoi qu'il en dise, mais il tient à nous jouer sa pièce, et il nous la jouera dès qu'il pensera le moment favorable.

SIMILITUDES ET DISSEMBLANCES ENTRE CHEF ET ADJOINT

Les portraits d'Hindenburg et de Ludendorff sont maintenant accolés; qu'un observateur impartial les regarde et compare. Deux silhouettes assez semblables représentant le même Prussien, entêté en ses résolutions, monarchiste impénitent, traditionaliste par tempérament à force de l'être par éducation, militariste forcené toujours prêt à se faire l'ouvrier de l'industrie de la guerre, traditionnelle dans son pays, Allemand imbu de la supériorité de sa race et de sa culture, pangermaniste par conséquent et pangermaniste au point de considérer la propagation de la civilisation allemande à travers le monde comme une loi nécessaire de l'évolution universelle. Et cependant, ces deux Prussiens, ces deux Allemands, si pareils dans l'ensemble, sont pleins de dissemblances dans le détail.

Hindenburg monarchiste est respectueux de tout ce qui est représentatif de sa monarchie; à ses yeux, tout membre de la famille impériale est sacré; il possède nécessairement des qualités et, s'il a des

défauts ou des faiblesses trop évidents, le mieux qu'on puisse faire est de n'en pas parler. Ludendorff n'a de respect que pour les rois taillés à la mode bismarckienne.

Hindenburg traditionaliste est sans haine pour les peuples que la Prusse rencontra jadis sur son chemin et qui firent obstacle à son expansion. Ludendorff frémit encore de courroux à la pensée que ces audacieux retardèrent l'avènement de la Grande Allemagne.

Hindenburg a l'orgueil d'être allemand, mais il ne défend à aucun homme d'être fier d'appartenir à sa nation; tous les peuples ont leurs qualités, très hautes quelquefois, et les Allemands eux-mêmes ne sont pas sans défauts. Ludendorff professe pour sa patrie un amour de prêtre mystique pour son dieu et, comme rien n'est évidemment comparable à la splendeur divine, rien non plus ne peut être comparé à la patrie allemande.

Hindenburg trouve aux défaillances des hommes et des collectivités des excuses et même des justifications, car il est capable de se placer à un autre point de vue que le sien propre. Il est, en outre, bienveillant. Ludendorff est détenteur de la pure vérité; qui ne s'y conforme est dans l'erreur; aucun moyen terme n'est acceptable. Or, la vérité ne serait pas la vérité si elle ne contribuait uniquement à faire la plus Grande Allemagne. Tout ce qui, à l'intérieur : administrations, ministres, diplomates, et

à l'extérieur : hommes d'Etat ou militaires, professe d'autres sentiments est par le fait même, banni de la confrérie des vrais croyants et traité comme hérétique. Pour Ludendorff, la bienveillance n'est que faiblesse.

Hindenburg, s'il a peu de regrets pour les atrocités commises au cours de la guerre, n'en parle du moins qu'avec circonspection et, s'il le peut, n'en parle pas du tout. Ludendorff ne nie rien et tente de tout justifier. La pitié n'est pas son fait.

Hindenburg observe une réserve modeste dans l'appréciation de ses propres actes. Ludendorff est orgueilleux, pour ne pas employer d'autre mot.

Hindenburg est accueillant, dépourvu de morgue, amateur d'une saine gaieté. Ludendorff, sauf pour quelques privilégiés, est rude et anguleux; renfermé sur soi-même, absorbé en ses travaux, il n'éprouve ni le besoin de se détendre ni celui de se sentir dans une atmosphère de bonne humeur; les questions de service le passionnent et rien d'autre.

Hindenburg a foi dans l'avenir de l'Allemagne; il appelle de tous ses vœux le rétablissement de l'ancien ordre de choses amalgamé, s'il le faut, avec quelques-unes des nouveautés de la révolution, mais il garde une attitude pleine de dignité vis-à-vis des partis qui se disputent la prééminence en Allemagne. Il ne tente pas d'avancer l'heure du destin; sollicité de donner son opinion, il répond selon sa conscience sans jamais provoquer les sollicitations; il ne prô-

nera jamais les luttes intestines. Ludendorff fait la guerre ouverte ou sourde aux institutions nouvelles; il est de tous les coups d'état en préparation contre l'ordre établi; il ne regarde pas aux moyens; aucune alliance ne lui fait peur s'il la croit capable de le rapprocher de son but. Il use des communistes aujourd'hui, comme il favorisa hier et favorisera demain les monarchistes. Pour le moment, il est installé à Munich parce que la Bavière lui semble être le pays allemand le plus près de répudier les doctrines politiques avancées en rappelant son monarque et probablement le plus disposé à s'incorporer les Allemands d'Autriche. La Bavière manifeste des tendances indépendantes vis-à-vis de l'Empire? Peu importe. Quand elle aura de nouveau un souverain, quand elle aura rallié l'Autriche, quand la partie saine de la population sera bien armée, tandis que les socialistes auront rendu leurs fusils, peut-être ne sera-t-il pas difficile d'imposer le même régime au reste de l'Allemagne. L'Empire sera reconstitué et l'heure de la revanche bien près de sonner.

En résumé, Hindenburg ne nous offre ni l'agressivité de Ludendorff vis-à-vis des hommes et des institutions, ni la critique acerbe des actes gouvernementaux, ni le reflet de haine contre les personnes, ni le regret manifeste de n'avoir pas forcé choses et gens à suivre la voie qu'il s'est à lui-même tracée; en un mot, Hindenburg n'est pas sectaire. S'il pra-

tique la même foi que son adjoint, un espace immense l'en sépare dans l'application. Quoique croyant sincère et pratiquant convaincu, il ne pense pas que les indifférents et même les infidèles ne comptent que des hommes haïssables. Il est tolérant. Ludendorff ne l'est pas; foncièrement, il ne l'est pas et ne le saurait paraître s'il lui en prenait fantaisie, ce dont il n'a cure.

Et ceci, pensons-nous, suffit à expliquer pourquoi, partis d'un même point pour suivre la même route, Hindenburg et Ludendorff nous paraissent, à les lire, engagés finalement sur des chemins divergents.

De plus savants que nous chercheront de ce fait une explication. Ils pourront invoquer l'atavisme, le milieu familial — Ludendorff était fils de marchands — discuter ensuite sur le degré de différenciation d'intelligence à laquelle sont parvenus nos deux héros, c'est-à-dire sur l'aptitude de leur esprit à faire la part du sentiment et de la raison; nous n'avons ici qu'à enregistrer des constatations. Cependant, dès maintenant, nous pouvons prévoir que les décisions extrêmes, les pressions sur le Gouvernement, les rapports pour en appeler à l'empereur de l'empereur même, les offres de démission en vue de forcer une décision qui se fait attendre, les grands éclats dans les négociations en faveur ou contre les alliés de l'Allemagne, tout cela peut être attribué à la personnalité débordante et têtue de Ludendorff. Vérifions.

ESSAI SUR LA PART DE CHACUN DANS LA CONDUITE DE LA GUERRE

Le 22 août 1914, à 3 heures de l'après-midi, dans sa retraite de Hanovre, Hindenburg qui, depuis le début de la guerre, se demande avec angoisse s'il sera jamais rappelé au service, reçoit un télégramme de l'Empereur. Ses vœux sont exaucés : son impérial maître lui demande s'il est prêt à accepter un emploi aux armées : il est prêt.

Une demi-heure plus tard, une dépêche du général Ludendorff apprend au destinataire qu'il est muni d'un chef d'Etat-Major, sans qu'il sache encore de quel commandement il est investi. Ludendorff ajoute que le lendemain 23, entre 3 et 4 heures du matin, il passera en gare de Hanovre pour prendre son chef et le conduire, dans le train spécial qui l'aura lui-même amené, à sa destination. Le soir, vers 7 heures et demie, un second télégramme impérial informe Hindenburg de la mission qui lui échoit : la direction d'une armée (VIIIe) en Prusse orientale.

Le 23 août au matin, Hindenburg est déjà rendu à la gare quand le train s'y présente : une locomo-

tive, deux wagons et quelques fourgons. Un homme descend; c'est Ludendorff; il est porteur de la croix « Pour le Mérite » qu'il vient de gagner vaillamment à Liége. Ces deux hommes qui ne s'étaient jusque là jamais rencontrés vont désormais travailler pendant plus de quatre ans à la même tâche et en contact si étroit que leurs noms associés ne semblent plus, aujourd'hui encore, désigner qu'une seule et même personne.

Ludendorff vient du Grand Quartier Général, établi à Coblence; il est au courant des évènements survenus sur la frontière de l'Est et indique aussitôt les décisions à prendre; il n'a même pas attendu pour expédier les premières directives, « celles qui ne pouvaient être différées et visaient à la continuation des opérations à l'Est de la Vistule ». Le chef désormais disgracié de la VIII[e] armée — général von Prittwitz und Gaffron — avait, en effet, ordonné la retraite vers la basse Vistule pour éviter de tomber dans la tenaille formée par l'armée russe de Rennenkampf faisant face à l'ouest et l'armée de Samsonow remontant de la Narew sur son flanc et ses arrières. Il s'agit maintenant pour la VIII[e] armée de ne plus reculer que contrainte et forcée ou mieux de ne plus rétrograder du tout.

En moins d'une demi-heure, Ludendorff a orienté son nouveau chef puis, tandis que le train roule vers l'Est, chacun s'en va coucher « plein de confiance en Dieu, dans les troupes et surtout l'un dans l'au-

tre ». Passe encore pour Dieu et les troupes, mais — on excusera notre scepticisme — nous ajoutons moins de foi à la confiance spontanée qui déjà lie deux hommes tout à l'heure encore inconnus l'un à l'autre. Peut-être Hindenburg employa-t-il la méthode qu'il avait appliquée jadis lors de sa prise de commandement du IV[e] corps à Magdebourg. Recevant son chef d'Etat-Major, il l'avait accueilli par ces simples mots : « Confiance pour confiance! » Cela doit signifier sans doute que chacun des deux contractants s'engage à prouver qu'il est digne de la confiance de l'autre mais si cela contribue à la faire naître, cela ne la fait pas entière, du premier coup.

Hindenburg a naturellement connu les bruits qui circulèrent en Allemagne à propos de ses rapports avec Ludendorff; aussi ne cherche-t-il pas à esquiver la question que tant d'Allemands se sont posée avant nous. Quelle fut la part exacte de Ludendorff dans la conduite de la guerre? Le feld-maréchal s'en tire avec adresse. Il a contracté avec son subordonné « une heureuse union »; dans un mariage de cette nature, bien fort serait celui qui prétendrait définir le rôle exact de chacun des époux. Au surplus, à quoi sert de poser pareille question? Qu'on se souvienne de la réponse de Gœthe à quelqu'un qui lui demandait lequel des deux poètes était le plus grand, de lui ou de Schiller : « Soyez donc heureux de nous posséder tous les deux! » Ludendorff est, certes,

« rude et anguleux, puissamment renfermé sur lui-même », mais il possède une si grande valeur, ses connaissances sont si étendues, sa puissance de travail si formidable que le mieux est de « laisser libre cours à ses initiatives ». Hindenburg y est d'autant plus porté que les conceptions guerrières et politiques de Ludendorff sont en pleine harmonie avec les siennes. Au surplus, pourquoi perdre son temps en recherches byzantines sur de tels sujets? « L'action de l'Etat-Major sur le commandement n'a jamais été réglée en Allemagne par des instructions rigides; elle dépend du caractère militaire et personnel de chaque officier; elle se fait sentir sous des formes extrêmement variables. La première condition à exiger d'un officier d'Etat-Major est l'abdication de sa personnalité; il doit travailler dans l'ombre, être plutôt que paraître. » Hindenburg écrit encore : « Si les relations du supérieur avec son chef d'Etat-Major sont ce qu'elles doivent être, les limites de leur action respective sont facilement tracées par le tact militaire et personnel ainsi que par les qualités de caractère de chacun d'eux. » Quand Hindenburg a lu les « Souvenirs » publiés par son Premier Quartier-Maître Général, il n'a pas eu un mince mérite s'il y reconnut l'observation fidèle de ses propres principes!

Le feld-maréchal a sûrement une volonté forte mais, pour en faire usage, il faut d'abord qu'il se décide. Or, c'est un homme calme, presque placide;

il n'a rien d'un passionné et comme il est cependant réaliste, qu'il voit les différents aspects des choses, embrasse les difficultés de ses entreprises, il éprouve une naturelle tendance non à esquiver la décision, mais à choisir entre plusieurs. Ludendorff est là pour lui enlever ses hésitations; il lui expose, sûrement avec force et probablement avec art, les avantages de la proposition qu'il apporte; il lui évite d'avoir à soutenir lui-même et son idée et les arguments qui la justifient. Il le met en situation de n'avoir plus qu'à donner son approbation et à s'y tenir; Hindenburg commande de haut. Et cela est assez dans ses habitudes; déjà, comme commandant de corps d'armée, il n'entendait « donner son empreinte personnelle à ses unités qu'à des points de vue élevés »; il n'a cure des détails.

Une fois délivré du souci de la décision, il se tient ferme à ce qu'il vient de signer ou plus souvent d'approuver sous la signature de son subordonné; car c'est un fait assez remarquable, qu'aux premiers temps de l'arrivée d'Hindenburg au Grand Quartier Général, les ordres importants sont revêtus de son nom tandis que, six mois plus tard, on n'y lit que celui de Ludendorff. Donc, la décision prise, Hindenburg redevient l'homme à l'esprit volontaire, le Prussien entêté; mais l'idée reste seule, le soin entier de l'exécution est passé au subordonné. Tout son livre reflète le bien-fondé de cette assertion; on n'y trouve jamais que le sens général des opéra-

tions, le reste est à peu près toujours passé sous silence.

Nous avons deux moyens, au surplus, de pousser plus loin nos investigations. Hindenburg et Ludendorff nous ont tous deux donné une description de leurs occupations au Grand Quartier Général; d'autre part, le fait que chacun, dans ses « Souvenirs », écrit « je » — Hindenburg rarement et Ludendorff très souvent — et « nous » — Hindenburg à peu près constamment et Ludendorff presque jamais — autorise encore une discrimination nouvelle. A se référer à cette documentation on arrive toujours, d'ailleurs, à la même conclusion : Hindenburg fut sans doute le beau caractère de l'association, mais il ne fut pas « le caractère ». Sans doute en étaient-ils déjà persuadés ceux qui, en l'appelant à la Direction suprême de la guerre, proposaient de donner à Ludendorff le titre de « Deuxième chef d'Etat-Major général ». Mais, mieux vaut aller aux sources, en commençant par la description d'une journée de travail au Grand Quartier Général.

Hindenburg arrive à 9 heures chez Ludendorff, qu'il trouve installé au travail depuis une heure au moins, et encore faut-il qu'on soit en période de calme, sinon le Premier Quartier-Maître Général se met à l'œuvre beaucoup plus tôt. « En quelques phrases et quelquefois même en quelques mots », le feld-maréchal est mis au courant des changements

de la situation et discute « des quelques mesures à ordonner » puis il part pour sa promenade matinale. Il se fait quelquefois accompagner par les visiteurs débarqués au Grand Quartier Général; il recueille leurs plaintes ou leurs propositions, calme leurs déceptions ou leurs ardeurs, « avant de les laisser pénétrer chez Ludendorff »; c'est donc finalement Ludendorff qui a le dernier mot.

A midi, convocation chez l'Empereur. Le Premier Quartier-Maître est présent : c'est lui qui « indique la situation dans ses grandes lignes ». S'il s'agit de décisions très importantes, Hindenburg prend la parole pour demander, dans la mesure où la chose est nécessaire, « d'approuver les plans proposés ». L'Empereur a tellement confiance dans les deux chefs réels de ses armées, que ceux-ci se dispensent, le plus souvent, de son approbation. S'ils la lui demandent, ils sont certains à l'avance de l'obtenir.

A une heure, déjeuner très court : trois quarts d'heure au maximum. Hindenburg nous apprend que « son après-midi s'écoulait comme la matinée »; Ludendorff ne nous dit pas qu'il ait travaillé avec son chef entre le repas du matin et celui du soir. Après une promenade il est, lui, de retour au bureau à 3 heures 1/2 et il y demeure jusqu'à 8 heures.

Après une réunion intime, le dîner se termine à 9 h. 30 très exactement. « C'est l'instant où le général Ludendorff donnait le signal du départ »,

pour rentrer à ses travaux et y rester jusqu'à minuit ou une heure du matin.

Hindenburg l'accompagne, assiste au rapport sur les évènements de la journée et décide « s'il doit de nouveau discuter avec Ludendorff, ou s'il n'a pas besoin de retenir son adjoint plus longtemps ». En revanche, les comptes rendus des chefs de section de l'Etat-Major Général sont toujours faits à Ludendorff seul.

Tout ceci se peut résumer de la manière suivante : Hindenburg est un homme intelligent, aimable, compréhensif, que l'on tient au courant de ce qui se passe, de qui l'on admet volontiers les conseils, dont les procédés de discussion sont courtois, mais Ludendorff détient l'autorité effective. « Son influence anime tout le monde, nul ne peut s'y soustraire, si ce n'est au risque d'être projeté hors de la voie commune que tout le monde doit suivre. » Autorité effective, en effet, mais rude aussi!

Examinons-en les manifestations principales au cours de la guerre.

Qu'on relise la lettre de Moltke, alors chef d'Etat-Major général, annonçant à Ludendorff sa nomination au poste de chef d'Etat-Major de la VIII[e] armée! Moltke et l'Empereur « ont confiance en lui et espèrent qu'il la justifiera. Son énergie empêchera peut-être l'irréparable », c'est-à-dire l'abandon de la Prusse orientale. Quant au commandant d'armée

dont Ludendorff va devenir le collaborateur, on ne sait même pas si le télégramme qu'on lui vient d'adresser le touchera ni si le destinataire acceptera. Ce personnage négligeable, c'est Hindenburg. Ceci suffit, à n'en pas douter, à prouver qu'aux yeux du Grand Quartier Général c'était bien Ludendorff qui devait être l'âme de la future association. Et de fait, dès l'arrivée en Prusse orientale, Ludendorff sinon conçoit Tannenberg du moins « propose » et, en fait, prescrit la partie essentielle de la manœuvre. Hindenburg, après la victoire, eut d'ailleurs l'impression si ferme que son chef d'Etat-Major était un des principaux artisans du succès, qu'il lui notifia personnellement, comme aux troupes, la satisfaction impériale.

La bataille gagnée, c'est encore Ludendorff qui assume « la tâche extrêmement difficile d'en liquider les suites et de préparer la campagne suivante » (Première campagne de Mazurie). Pour ce faire, le Grand Quartier Général annonce l'envoi de trois puis deux corps d'armée seulement. A qui fait-il cette annonce? A qui demande-t-il, revenant sur sa promesse, de réduire son renfort à deux unités? A Hindenburg? Non, à Ludendorff. « Je n'avais pas demandé de renforts, écrit ce dernier; j'y consentis. » On ne peut être plus net.

La manœuvre qui aboutit à la première victoire de Mazurie paraît avoir été combinée en commun par Hindenburg et son chef d'Etat-Major mais il

ne peut subsister de doute sur la paternité de l'idée qui, par la suite, inspira toutes les opérations du front oriental; elle appartient à Ludendorff qui « après en avoir fini avec Rennenkampf, avait l'intention de pousser avec les forces disponibles au delà de la frontière du sud, dans la direction de la Narew, tout en assurant la protection de la Prusse orientale. Il voulait ainsi coopérer avec l'armée austro-hongroise... ». C'est précisément cette coopération à distance que n'admit pas le Grand Quartier Général, et qui fit, pendant plus d'un an, le fond du conflit dont Hindenburg dit lui-même qu'il ne fut pas entre lui et la Direction de la Guerre, mais « entre celle-ci et son Etat-Major ». On y voit, en effet, Ludendorff en appeler au chef d'Etat-Major général en personne des ordres du Grand Quartier Général; on y voit Hindenburg adresser à l'Empereur des protestations qui sont l'évident reflet des convictions de Ludendorff.

La campagne en Pologne du Sud se termina — on le sait — par une retraite. L'initiative du recul, ce fut Hindenburg qui la prit : « La décision pénible de reculer se forma dans mon esprit; elle ne fut d'abord qu'une ébauche mais suffisamment nette cependant pour servir de directive quant aux moyens propres à la réaliser. Le général Ludendorff prendra toutes les décisions utiles pour l'exécution; sa force titanique fera le nécessaire. J'en ai la certitude. » Ayant en effet tout préparé, Ludendorff

resta maître de l'heure. L'exemple est bien caractéristique de la part qui revenait au chef et à l'adjoint dans une circonstance où ce dernier n'était pas seul à prendre la décision initiale.

Après cette campagne dont le Grand Quartier Général répondait au fond de l'issue malheureuse, c'est-à-dire à la fin d'octobre 1914, Falkenhayn devenu chef d'Etat-Major Général et engagé dans la bataille de l'Yser, voulut se renseigner sur la situation dans l'Est. Il appela qui? Ludendorff. En revenant de Berlin, celui-ci avait déjà conçu le plan de la campagne en Pologne du Nord. « Ma décision était prise » dit-il. Il n'eut besoin que de l'approbation d'Hindenburg dont l'intervention se borna à confirmer par « un geste d'enveloppement du bras gauche le sens de sa pensée ». Pour l'exécution de son plan, Ludendorff jugea ses forces insuffisantes; il s'adressa personnellement à la Direction suprême pour en obtenir de nouvelles qui ne lui parvinrent d'ailleurs que trop tard, mais ce fut encore lui qui décida de les engager offensivement; lui enfin qui, les deux camps s'étant mis à « batailler » une fois le front fixé, fit cesser ces combats coûteux et sans profit appréciable.

Au cours de la deuxième campagne de Mazurie (février 1915), Hindenburg « n'eut à prendre que très peu de dispositions »; tout fut en effet réglé par un autre qui eut, en outre, « à songer à la continuation de l'opération et à la protection des

flancs » et qui, la bataille gagnée, fut le premier à reconnaître que « l'exploitation stratégique en était impossible ».

Par la suite, Ludendorff soutint encore énergiquement un point de vue qu'Hindenburg adopta, à savoir que tous les efforts devaient être tendus pour obtenir, avant tout autre chose, la victoire contre la Russie. Mais la Direction suprême s'obstina, presque jusqu'à la fin de la campagne d'été de 1915, dans son refus d'adopter les plans établis à cet effet par l'Etat-Major du commandant en chef de l'Est, Ludendorff dut sans cesse « remettre ses projets à plus tard »; il ne manqua pas de protester et souvent de manière assez vive; Hindenburg, cependant disposé à moins d'intransigeance, signait. « Je crus devoir renoncer, dit-il, dans l'intérêt général à m'opposer au projet (du Grand Quartier Général) et attendre...; cependant le général Ludendorff demeura, dans son for intérieur, obstinément attaché à notre plan. »

Le premier semestre de 1916 se passa sur le front oriental dans un calme relatif; c'est l'époque où Ludendorff se charge personnellement de l'organisation des vastes territoires conquis par les armées allemandes en 1915, et rêve déjà d'en faire une sorte de confédération gérée, au profit de l'Allemagne, par des princes allemands.

Arrive le moment où « l'appui du chancelier Bethmann, les allusions de la presse, l'attitude des

personnages de haut rang, les rapports diplomatiques et autres moyens analogues »[1] portent à la direction des armées Hindenburg et Ludendorff. Le moment est grave. Tout de suite, le nouveau duumvirat règle la question du commandement unique, organise la concentration contre la Roumanie et entreprend une tournée sur le front français qui ne lui est rien moins que familier. Les grandes résolutions prises au cours de ce voyage sont de Ludendorff : « La perte de terrain que nous avions subie sur la Somme me parut en elle-même de minime importance; nous la pouvions supporter, mais la question de savoir comment, dans la suite nous pourrions enrayer l'avance ennemie malgré l'affaiblissement croissant de nos forces était d'une extrême importance. Il fallait que je connusse l'état de nos forces aussi clairement que la valeur de nos conceptions tactiques actuelles. » Et il se mit, en effet, à faire le bilan des effectifs allemands en hommes et en matériel, à bâtir un programme d'augmentation et de remplacement, à reviser tous les règlements tactiques, à associer l'intérieur à son œuvre considérable de restauration morale et matérielle. Le programme « Hindenburg » pourrait, à plus juste titre, porter le nom de Ludendorff.

Comment ne pas croire que la direction effective des opérations en Roumanie appartint, en fait, à ce

[1] Falkenhayn. *Loc. cit.*

dernier quand on lit dans ses « Souvenirs » : « J'aurais volontiers envoyé à Mackensen les forces qu'il m'eût été possible de rendre disponibles, afin de mettre de son côté le centre de toute l'opération... » Et encore : « Je fermai les yeux sur les dangers qui menaçaient les autres fronts. » Et enfin : « On se demanda, naturellement, si l'armée de Mackensen ne devait pas exploiter totalement son succès en Dobrutcha et pousser plus à fond dans la direction du Nord, jusqu'au Danube. Je résolus le problème par la négative. » Certes, beaucoup d'autres décisions que celle dont nous avons ici l'écho ont été prises au cours de la campagne de Roumanie, et prises peut-être par Hindenburg en personne, mais quand une résolution aussi capitale que celle-ci est arrêtée par un simple subordonné, nous ne pouvons guère douter de sa puissance.

L'année 1917 fut surtout marquée par le repli d'une partie de la ligne allemande sur la position Siegfried (mars), par la contre-offensive exécutée en juillet contre les Russes, par la prise de Riga en septembre et enfin par l'attaque d'octobre en Italie.

Toutes ces opérations, sauf celle d'Italie, qui visait à sauver Trieste, n'étaient que la conséquence d'un plan fermement poursuivi : en finir d'abord avec les adversaires de l'Est. Décidées de concert entre Hindenburg et Ludendorff, elles entraînaient nécessairement l'attitude défensive sur le front occidental où les troupes, raréfiées autant que possible,

devaient subir les coups des alliés sans les pouvoir rendre. Il est facile de s'imaginer quelles sollicitations assaillirent le commandement suprême à chacune des attaques françaises ou anglaises de l'année 1917. Ludendorff impassiblement refusa de dévier du plan tracé : « Le Kronprinz allemand me répétait souvent que je ne devais pas tendre outre mesure la situation à l'Ouest. Je savais bien ce que faisait le Haut Commandement en prévision de 1918.... Non seulement le Kronprinz allemand, mais certains chefs au jugement réfléchi » — l'héritier du trône n'était-il donc pas réfléchi? — « secouaient la tête devant la responsabilité assumée par le Grand Quartier Général en maintenant d'aussi nombreuses divisions sur le front de l'Est. J'étais persuadé que le front occidental tiendrait, même si le destin lui réservait une épreuve plus grande encore que les précédentes ». Ludendorff était donc le maître de passer outre à ces avis autorisés ou pouvait se considérer comme tel.

A propos de Riga, il nous confie qu'il atteignit « son but ». Peut-on dire plus nettement qu'il fut l'inspirateur de l'opération?

La campagne d'Italie, c'est lui qui la prépara : « Je devais partir de ce fait que les armées austro-hongroises étaient très fatiguées et que l'Allemagne ne pouvait fournir que six à huit divisions. Avec ces forces, une offensive par le Tyrol était une absurdité. » Avant que s'ouvrît cette campagne, les com-

bats en Flandres prirent une recrudescence sans cesse croissante; après chaque attaque, Ludendorff discute avec les intéressés la valeur de la tactique défensive employée par les troupes, il se déplace en personne pour l'étudier sur place avec les officiers qui ont pris part aux récents combats; il acquiesce d'abord aux propositions qu'on lui fait, puis les événements en ayant démontré le peu d'efficacité, « il suit son idée, sans plus poser de questions à personne ». Il crée la zone avancée, tenue par de faibles effectifs, et reporte la véritable défense plus en arrière. Sans conteste, comme nous l'avons d'ailleurs fait déjà prévoir, Ludendorff réglemente à son gré.

Les affaires d'Italie, commencées en octobre, portèrent les Austro-Allemands du Tagliamento jusqu'aux bords du Piave. Ils y arrivèrent fin novembre. « Au début de décembre, dit Ludendorff, j'eus l'impression qu'il n'y avait plus rien à attendre d'une continuation de l'offensive sur le Piave. Nous proposâmes alors au général von Arz de donner l'ordre de suspendre l'opération... ». L'impression de Ludendorff avait donc suffi.

Il faut lire les quelques pages où Ludendorff expose le bilan de la Quadruplice au commencement de l'année 1918 et conclut à l'offensive en France, pour se faire une idée du rôle prépondérant exercé par le Premier Quartier-Maître Général dans le domaine des opérations militaires! Vantardise dira-t-on?

Peut-être, mais vérité aussi, car Hindenburg, en racontant les mêmes événements de manière analogue, parle toujours au nom de l'association et jamais en son nom personnel.

Quoi qu'il en soit, pour attaquer en France, il faut ramener d'abord de Russie l'excès de forces qui s'y trouvent, donc, traiter avec les soviets. Les négociations n'allant pas assez vite au gré de Ludendorff et l'Empereur n'approuvant pas ses actes de continuelle pression sur les négociateurs, Ludendorff offre sa démission le 4 janvier. Le 7, Hindenburg adresse un mémoire à Guillaume II où il en fait autant. « Votre Majesté a le droit suprême de décision, mais Elle ne peut exiger que des hommes sincères, qui ont fidèlement servi Votre Majesté et la patrie, couvrent de leur autorité et de leur nom des tractations qui sont nuisibles — ils en ont l'intime conviction — à la couronne et à l'Empire... Je prie très humblement Votre Majesté de décider en principe. Ma personne et celle du général Ludendorff n'ont aucun rôle à jouer en face des nécessités de l'Etat. » Les deux duumvirs sont d'accord, c'est entendu; mais encore une fois qui des deux a donné le branle? Et peut-on croire un instant, après ce que nous savons du caractère d'Hindenburg que le mémoire, avec la leçon qu'il comporte pour « le roi et seigneur », soit d'une autre plume que celle de Ludendorff? Au surplus, s'il en fallait d'autres preuves, celui-ci nous les fournirait. Le 23 janvier, dans

une conférence politique tenue à Berlin, le feld-maréchal déclara, « à la prière » de son adjoint, « qu'on devait en arriver dans l'Est à une situation claire. Si les Russes continuaient à traîner les négociations en longueur, il fallait rompre et recommencer les hostilités... » Et nous ne parlons ni des télégrammes de Ludendorff s'ajoutant aux télégrammes de Ludendorff pour exciter le chancelier à en finir, ni des rapports du feld-maréchal à l'Empereur, ni des conclusions « présentées directement par Ludendorff au chancelier et au vice-chancelier » avec accompagnement, comme par surcroît, « de graves paroles ». La guerre avec la Russie reprit en effet pour quelques jours.

La question russe liquidée, l'attaque sur le front français revint au premier plan. Et d'abord, il fallait poser les bases d'une tactique offensive convenant à l'adversaire spécial qu'on allait rencontrer, aux obstacles artificiels qu'on aurait à surmonter, à la puissance de l'armement de l'adversaire; il fallait dresser méthodiquement les divisions à l'usage de cette tactique. Quel fut l'ouvrier de cette œuvre considérable? Encore Ludendorff. « J'allais souvent au front » — on remarquera qu'Hindenburg ne nous parle jamais de ses visites aux armées — « et j'échangeais mes idées avec les quartiers généraux d'armée au sujet de la tactique dans la bataille offensive et au sujet de l'attaque elle-même... Il me fallait, finalement, prendre les décisions, comme c'était mon

devoir ». Ludendorff à la veille de la grande aventure du 21 mars 1918 crut pouvoir « annoncer à l'Empereur que l'armée rassemblée (par lui) et bien préparée (par lui) abordait la plus grande tâche de son histoire ».

Qui choisit la zone d'attaque? « Je conférai avec les commandants de groupe d'armées et les officiers de mon Etat-Major pour savoir quel front d'attaque choisir... Je me résolus à attaquer au centre » (entre Arras et La Fère). Ceci est si net qu'il paraît inutile de pousser plus loin les citations; nous en reproduirons encore une cependant. C'est à propos de la dernière attaque allemande, celle du 15 juillet : « J'ai réfléchi profondément, dit Ludendorff, pour savoir si, étant donné la situation de l'armée et l'état des effectifs (au début de juillet), il n'était pas plus avantageux de rester sur la défensive. Je repoussai cette idée. »

Il est donc avéré que, dans le domaine militaire, le pouvoir de décision de Ludendorff n'a fait que s'accroître depuis le jour où le feld-maréchal s'est attaché ce collaborateur à la vérité trop plein de force, de talent et de volonté, pour servir à sa vraie place, trop entier en ses jugements, trop entêté en ses résolutions, trop orgueilleux en ses projets, pour ne pas entraîner son chef en quelque dangereuse aventure.

Mais, si pareille conclusion peut être donnée à ce qui concerne l'œuvre militaire d'Hindenburg et de

Ludendorff, combien elle est plus vraie encore dans le domaine politique! Le feld-maréchal nous a fait confidence de son aversion pour les affaires de politique extérieure ou intérieure et, cependant, on a beaucoup fait des deux sous son nom. Il ne le nie pas : « Je concède volontiers que j'ai souvent couvert de mon nom et de ma responsabilité les déclarations qui furent faites sur certaines questions politiques alors que celles-ci n'avaient qu'un rapport lointain avec notre situation militaire du moment. » A l'entendre, il n'aurait exprimé son opinion que quand on la lui demandait; Ludendorff lui, ne se croyait pas tenu à la même réserve; il s'est complu dans la politique; il en a fait de toute sorte et avec toutes sortes de gens; il en a fait à sa manière, c'est-à-dire en profitant de son extrême puissance de travail pour se mêler à tout, s'introduire dans toutes les questions, proposer des solutions à tous les sujets et au besoin, avec sa brutalité ordinaire, exiger leur adoption, si bien qu'à force d'être partout, et partout lui-même, un député put, non sans apparence de raison, dire à la tribune du Reischtag, en mars 1918 : « Le chancelier n'est que l'enseigne qui couvre le parti militaire. Celui qui gouverne, c'est Ludendorff. » On lui fit bien voir que son activité était excessive quand, les affaires tournant mal, on ameuta contre lui tous les mécontents et le jeta bas. Or, la défiance populaire épargna toujours Hindenburg.

CONCLUSION

L'opinion publique est accoutumée à porter, sur les hommes en vue, des jugements dont l'explication ne va pas toujours sans difficulté. Dans la genèse, l'ascension et la chute d'une popularité, la documentation capable d'étayer le raisonnement et de faire la conviction de la masse est le plus souvent rudimentaire; aussi les sentiments jouent-ils un rôle prépondérant. De là peut-être le caractère éphémère de certaines réputations, car les sentiments superficiels d'un peuple sont relativement mobiles.

Les faits dont les grandes individualités sont, à tort ou à raison, rendues responsables entrent aussi pour une large part dans l'appréciation des foules sur un individu; on ne pourrait contester la valeur d'un tel jugement si les résultats constatés étaient sûrement imputables à l'auteur qu'on leur prête.

Hindenburg et Ludendorff ont été à la fois des personnages non seulement fort actifs, mais encore

longtemps heureux dans leurs entreprises. D'autre part, ils ont sûrement représenté, aux yeux de nos adversaires, le type allemand idéal et répondu très exactement de ce fait aux sentiments éprouvés pendant la plus grande partie de la guerre par l'immense majorité de leurs compatriotes. Ils ont donc réuni les conditions les plus favorables pour être populaires; ils sont devenus les idoles de l'Allemagne[1] mais, par un phénomène assez peu compréhensible pour nous Français, les Allemands ne pouvant faire la part exacte de chacun et d'ailleurs accoutumés de longue date à ne pas séparer le chef de son Etat-Major en ont fait des idoles jumelles. Prose et poésie ont à l'envi célébré les louanges des nouveaux Dioscures, épuisant en leur honneur tous les exemples d'associations analogues. Après Achille et Patrocle, après Oreste et Pylade, les siècles futurs se répéteront, disent-ils, sans jamais les disjoindre, les noms d'Hindenburg et de Ludendorff.

A la vérité, Hindenburg étant le chef — l'Achille en quelque sorte — a été l'objet d'un régime de faveur de la part d'un peuple chez qui est également inné le sentiment de la hiérarchie; on a fait de lui plus de statues, plus de portraits, plus d'images, plus de recueils de discours que n'en réunit Ludendorff — autre Patrocle — mais aujourd'hui encore

[1] Une lettre adressée à « l'homme le plus populaire de l'Allemagne » parvint à Hindenburg, dès la fin de 1914.

aucune circonstance ne se présente de fêter Hindenburg qui ne fournisse en même temps l'occasion de lui associer Ludendorff.

En France, où nous avons un faible pour les situations claires et réclamons des nuances, nous n'aimons guère à réunir dans la même gloire deux hommes exposés au premier plan de nos observations. Quelquefois excessifs en nos jugements, nous admettons volontiers que l'un des deux fit et fut tout; si nous croyons fermement à la supériorité du chef, l'adjoint ne compte guère à nos yeux et si nous penchons au contraire pour l'adjoint, c'est le chef que nous ravalons au poste de figurant.

Il semble bien que nous ayons ainsi procédé dans le cas Hindenburg-Ludendorff. Nous avons cru qu'Hindenburg n'était rien qu'un nom, le premier d'une sorte de raison sociale dont l'importance réelle était faite de l'habileté du second associé. Nous n'avons vu dans le feld-maréchal qu'un personnage sans grand horizon intellectuel et même militaire, parfaitement antipathique d'ailleurs parce qu'affecté des tares prussiennes si contraires à notre nature; nous avons pensé que l'homme génial de la combinaison était Ludendorff puis, par un penchant qui nous est naturel, car les grandes actions nous émeuvent toujours, même chez nos adversaires, nous avons professé, peut-être en secret, une certaine admiration pour le Premier Quartier-Maître Général. Que ne s'est-il résolu à ne jamais se montrer

sans fard! Autant il perdit à écrire, autant Hindenburg y a gagné.

Il se trouve en effet, que les « Souvenirs » de Ludendorff nous l'ont montré tel qu'il est, sans rien qui lui puisse mériter, tant il est différent de nous, la moindre parcelle de notre sympathie. Le livre récent d'Hindenburg, au contraire, nous a révélé un tout autre homme que celui de notre imagination. Les deux écrivains parlent évidemment un langage qui nous sera toujours difficile à comprendre, mais l'un des deux nous est tout de même plus compréhensible que l'autre, et ce n'est pas Ludendorff.

Que celui-ci ait été le bras, la chose est sûre; qu'en beaucoup de cas, et non des plus heureux d'ailleurs, il ait été aussi la tête, cela non plus ne fait aucun doute, mais si le feld-maréchal se borna souvent à approuver, il ne le fit jamais sans comprendre, car il est intelligent. Il ne manqua de fermeté dans le caractère que par comparaison, car Ludendorff possédait une volonté plus forte, celle de l'illuminé qui va droit au but sans égards pour les gens et les choses rencontrées sur son chemin. Le Premier Quartier-Maître Général fut l'autocrate époux du mariage contracté le 23 août 1914.

M. de Buffon, dont nous invoquerons l'autorité à la fin de ce livre comme nous le fîmes au début, assure que, pour chaque espèce, « il existe dans la nature un prototype général sur lequel se modèle

chaque individu ». Ludendorff se révèle comme le prototype du Prussien, plein d'orgueil sinon de vanité, ambitieux sans scrupules, conquérant sans pitié et même fanfaron d'inhumanité, haineux sans grandeur, passionné au point d'en devenir forcené, rude d'abord comme de pensée. Aussi, malgré ses talents militaires incontestables, nous est-il parfaitement antipathique. Hindenburg n'est pas moins Prussien, pas moins du modèle général, mais il n'en a conservé que les traits caractéristiques; c'est une autre variété. Sans orgueil, sans ambition et sans haine, un peu confus des excès reprochés à ses armées, pangermaniste avec discrétion, tolérant par nature, bienveillant dans ses jugements, bon vivant et de facile accueil, esclave du devoir, il nous apparaît finalement déformé à son grand avantage et, pour tout dire, nous éprouvons pour lui infiniment moins de naturelle antipathie que pour son trop encombrant second.

Les Simounelles, Ile d'Yeu, 1920.

TABLE DES MATIÈRES

I

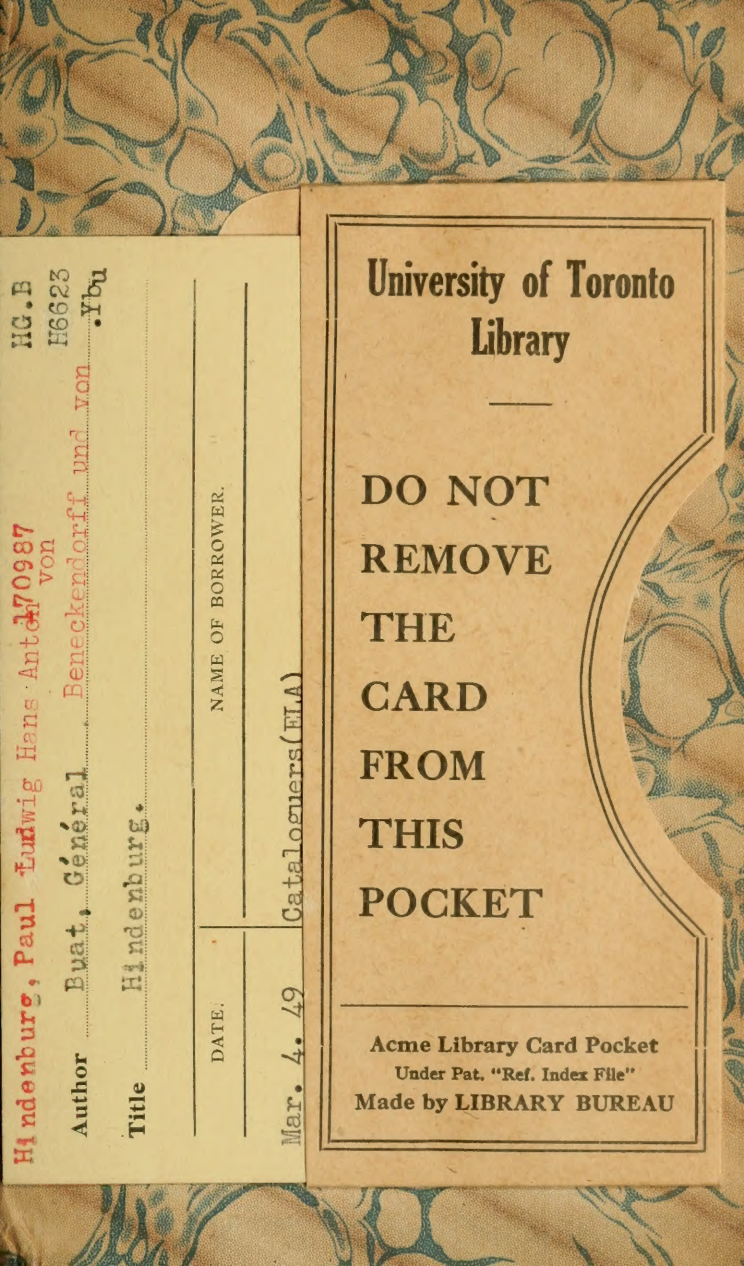
HINDENBURG

II

HINDENBURG ET LUDENDORFF

Imp. Chapelot, Paris-Nancy.




Hindenburg, Paul Ludwig Hans Anton von 170987
Beneckendorff und von
HG.B
H6623
.Ybu
Author Buat, Général
Title Hindenburg.
DATE
NAME OF BORROWER.
Mar. 4. 49
Cataloguers(ELA)
University of Toronto Library
DO NOT REMOVE THE CARD FROM THIS POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

